



RAPPORT FINAL JANVIER 2021

## ÉTUDE DE BASE D'ANALYSE DU NEXUS MIGRATION, ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE (MECC) DANS LES COMMUNAUTÉS LES PLUS TOUCHÉES EN RÉPUBLIQUE DE GUINÉE

Étude menée au profit de l'Organisation Internationale pour les Migrations  
(OIM) par : Pr. Mamadou Dimé, consultant international

## REMERCIEMENTS

Le présent rapport de l'Étude de base d'analyse du nexus Migration, Environnement et Changement Climatique (MECC) dans les communautés les plus touchées en République de Guinée a été réalisé par Pr. Mamadou DIMÉ consultant international dans le cadre du projet Renforcement de la résilience des communautés touchées par le changement climatique et la dégradation de l'environnement en Guinée. Ce projet a bénéficié, pour sa mise en œuvre, d'un financement du Fonds de l'OIM pour le développement<sup>1</sup>. Il vient surtout renforcer les connaissances et les capacités des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux à mieux gérer les questions relatives au nexus MECC et aux moyens de subsistance des communautés les plus vulnérables en République de Guinée.

Pour la réalisation de la présente étude de base, nous avons bénéficié du soutien et de la collaboration de plusieurs partenaires institutionnels et communautaires impliqués dans la mise en œuvre du projet. Nous adressons nos chaleureux remerciements à l'ensemble des personnes-ressources qui, directement ou indirectement, ont contribué de manière décisive à la réussite de cette étude. Nous tenons à exprimer notre gratitude :

- À la Cheffe de mission de l'OIM en République de Guinée ;
- À toute l'équipe MECC de l'OIM Guinée ;
- Au point focal du projet au Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts ;
- Au comité de pilotage de l'étude ;
- Au consultant national ;
- À notre assistant de recherche ;
- Aux populations rencontrées à Koundara et à Faranah.

---

1] Le Fonds de l'OIM pour le développement a été créé en 2001 pour venir en aide aux États membres en développement et à ceux dont l'économie est en transition pour élaborer et mettre en œuvre des projets conjoints États-OIM axés sur des aspects particuliers de la gestion des migrations, et en particulier le renforcement des capacités. Pour plus d'informations, voir : <https://developmentfund.iom.int/fr>

L'emploi du genre masculin a été adopté dans certaines phrases afin d'alléger le document et d'en faciliter la lecture. Ce choix n'a aucune intention discriminatoire.

\*\*\*\*\*

Cette étude de base d'analyse du nexus Migration, Environnement et Changement Climatique dans les communautés les plus touchées en République de Guinée a été menée dans le cadre du projet *Renforcement de la résilience des communautés touchées par le changement climatique et la dégradation de l'environnement en Guinée*, mis en œuvre par l'OIM. Elle a été réalisée par Mamadou Dimé, professeur de sociologie à l'Université Gaston Berger de Saint-Louis (Sénégal) à titre de consultant international avec l'appui de M. Mamoudou Mariam Tounkara, enseignant-chercheur à l'Université Général Lansana Conté de Sonfonia comme assistant de recherche.

\*\*\*\*\*

Le contenu de ce document relève de l'unique responsabilité du consultant et ne peut, d'aucune façon, être considéré comme reflétant les vues et les positions de l'OIM et de ses partenaires. Toute erreur, omission ou coquille relève de l'unique responsabilité du consultant.

Nous accordons une mention spéciale à l'équipe MECC de l'OIM Guinée pour son engagement dans la réussite de l'étude et son bel esprit de collaboration. Merci à Innocent Kokou ABRESSE, Olivia NORDELL, Oumou CONDÉ et à Ibrahima DIALLO (chauffeur) pour toute leur sollicitude, leur professionnalisme et leur constante attention à mon endroit pendant tout le déroulement de cette étude.

## AVANT-PROPOS

Malgré ses immenses ressources naturelles, la République de Guinée fait partie des pays à risque face au changement climatique. Le pays fait face en plus à des vulnérabilités environnementales ayant des répercussions sur les conditions de vie et sur les mobilités. La dégradation de l'environnement et le changement climatique agissent ainsi comme des facteurs déclencheurs et/ou accélérateurs de dynamiques migratoires multiformes.

C'est pour mieux comprendre les liens du nexus Migration, Environnement et Changement climatique (MECC) que l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a commandé la présente étude intitulée *Étude de base d'analyse du nexus Migration, Environnement et Changement Climatique (MECC) dans les communautés les plus touchées en République de Guinée* et menée sous sa division Migration, Environnement et Changement Climatique. Cette division a publié plus de 30 titres consacrés au lien entre la migration, l'environnement et le changement climatique dans divers contextes géographiques en Afrique et ailleurs dans le monde (<https://environmentalmigration.iom.int/mecc-division>).

Cette étude de base, la première à être menée sur le nexus en République de Guinée vise à générer des données empiriques permettant de contribuer au renforcement des connaissances et des capacités des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux à mieux gérer les questions relatives au nexus MECC et aux moyens de subsistance des communautés les plus vulnérables dans ce pays mais aussi de permettre au gouvernement d'adopter des mesures précises pour fournir des solutions adéquates à ces communautés et renforcer leur résilience durable.

L'étude a surtout identifié les facteurs de vulnérabilité face à la dégradation de l'environnement et au changement climatique dans les quatre régions naturelles de la République de Guinée. Elle a mis en lumière leurs impacts sur leurs dynamiques migratoires. Elle a surtout identifié des stratégies de promotion d'emplois verts et d'une économie verte devant servir de soubassement aux dynamiques de résilience des communautés rurales les plus touchées par la dégradation de l'environnement et le changement climatique.

## TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS .....	2
AVANT-PROPOS .....	3
LISTE DES TABLEAUX .....	6
LISTE DES ENCADRÉS .....	6
LISTE DES FIGURES .....	6
LISTE DES GRAPHIQUES .....	6
LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES.....	8
GLOSSAIRE .....	9
RÉSUMÉ EXÉCUTIF .....	11
LE NEXUS MECC DANS LES PERCEPTIONS, LES DISCOURS .....	11
ET LES PRATIQUES DE MÉNAGES RURAUX EN GUINÉE .....	11
PROFILS, MOTIVATIONS ET TRAJECTOIRES .....	13
DES MIGRANTS INTERNES À CONAKRY.....	13
CHANGEMENT CLIMATIQUE DES MÉNAGES RURAUX .....	13
INTRODUCTION .....	16
 PREMIÈRE PARTIE : REPÈRES THÉORIQUES ET MÉTHODOLOGIQUES ET ÉLÉMENTS CONTEXTUELS DE L'ÉTUDE MECC DE LA GUINÉE.....	 18
1.1. LE CADRE CONCEPTUEL DU NEXUS MECC APPLIQUÉ À LA GUINÉE .....	18
1.2. LA GUINÉE : UN PAYS VULNÉRABLE AU CHANGEMENT .....	20
CLIMATIQUE ET EN BUTTE À D'IMPORTANTES DÉFIS DE .....	20
DÉVELOPPEMENT .....	20
1.3. DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE POUR L'ÉTUDE DU NEXUS MECC EN GUINÉE ..	25
 DEUXIÈME PARTIE – RÉSULTATS DE L'ÉTUDE DE BASE DU NEXUS MECC EN RÉPUBLIQUE DE GUINÉE .....	 41
2.1. LE NEXUS MECC À TRAVERS LES PERCEPTIONS, LES DISCOURS ET LES PRATIQUES DE MÉNAGES RURAUX EN GUINÉE .....	41
2.1.1. PROFILS SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES DES MÉNAGES ENQUÊTÉS .....	41

2.1.2. LES CHANGEMENTS ENVIRONNEMENTAUX : AMPLEUR, GRAVITÉ ET DÉCLINAISONS D'UN PROBLÈME CRUCIAL .....	45
2.1.3. LE CHANGEMENT CLIMATIQUE : CONTENU, MANIFESTATIONS ET IMPACTS AUX YEUX DES POPULATIONS DE BEYLA, FARANAH, MAMOU ET SIGUIRI.....	49
2.1.5. ADAPTATION DES MÉNAGES RURAUX À LA DÉGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT ET AU CHANGEMENT CLIMATIQUE : LA PLACE DES MIGRATIONS .....	54
2.2. LE NEXUS MECC À L'ÉPREUVE DE LA RÉALITÉ: PROFILS, MOTIVATIONS ET TRAJECTOIRES DES MIGRANTS INTERNES À CONAKRY .....	59
2.2.1. PROFILS DES MIGRANTS INTERNES DE CONAKRY .....	60
2.2.2. LE NEXUS MECC À TRAVERS LES DYNAMIQUES MIGRATOIRES INTERNES .....	63
2.3. ÉCONOMIE VERTE ET EMPLOIS VERTS, LEVIERS POUR UNE RÉSILIENCE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE DES MÉNAGES RURAUX .....	65
CONCLUSIONS.....	69
RECOMMANDATIONS.....	71
RECOMMANDATIONS CONTEXTUELLES .....	71
RECOMMANDATIONS OPÉRATIONNELLES .....	72
LISTE DES DOCUMENTS CONSULTÉS.....	73



## GRAPHIQUES

Graphique 1: Répartition de l'échantillon par préfecture (%).....	41
Graphique 2: Répartition des répondants par âge(%) .....	42
Graphique 3: Répartition des répondants par sexe selon la préfecture (%).....	42
Graphique 4: Situation matrimoniale des répondants (%).....	43
Graphique 5: Niveau d'instruction et profession des répondants (%).....	44
Graphique 6: Les principales activités socio-économiques (%).....	45
Graphique 7: Constat de changements environnementaux (%).....	45
Graphique 8 : Durée du constat des changements environnementaux (%).....	46
Graphique 10 : Ampleur des changements environnementaux (%) .....	47
Graphique 11: Causes des changements environnementaux (%) .....	48
Graphique 12: Causes anthropiques de la dégradation de l'environnement (%).....	48
Graphique 13: Les problèmes environnementaux (%).....	49
Graphique 14: Perception du changement climatique.....	50
Graphique 15: Les événements climatiques selon la localité (%).....	50
Graphique 16: Impacts globaux des changements climatiques (%).....	52
Graphique 17: Impacts des changements climatiques sur les activités socio-économiques des régions (%) .	53
Graphique 18 : Adaptation au contexte de changements environnementaux (%) .....	54
Graphique 19 : Pratiques d'adaptation des populations face aux changements environnementaux (%).....	55
Graphique 20 : Place de la migration comme pratique d'adaptation (%).....	55
Graphique 21 : Influence des femmes sur la décision de migrer (%).....	56
Graphique 22 : Personnes « immobiles » et raisons de leur « non-migration » (%).....	56
Graphique 23 : Tranche d'âge des hommes et des femmes migrants (%) .....	57
Graphique 24 : Formes de mobilité (%).....	57
Graphique 25 : Durée de la migration (%).....	58
Graphique 26 : Aides aux ménages dans les localités d'origine et types d'aide (%) .....	59
Graphique 27 : Répartition des migrants internes selon le groupe d'âge (%) .....	60
Graphique 28 : Situation matrimoniale des migrants internes (%) .....	61
Graphique 29 : Répartition des migrants internes enquêtés selon le niveau d'instruction .....	61
Graphique 30 : Activités professionnelles des migrants internes (%).....	62
Graphique 31 : Lieu de résidence à Conakry des migrants internes (%) .....	62
Graphique 32 : Lieu de provenance des migrants internes (%).....	63
Graphique 33 : Retour des migrants internes dans leurs localités d'origine et soutien à leur proches.....	66

## LISTE DES ENCADRÉS

Encadré 1 : Déroulement typique de l'enquête dans une sous-préfecture de Faranah .....	31
Encadré 2 : Le lourd tribut environnemental de l'exploitation minière.....	51
Encadré 3 : La baisse des rendements, un révélateur des changements drastiques dans le cycle pluvio-métrique selon les femmes de Koundara .....	53
Encadré 4 : Le changement climatique installe les paysans dans une spirale de problèmes.....	63
Encadré 5 : .....	64

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Variation de la température et des précipitations projetées pour la Guinée dans la Stratégie nationale sur le changement climatique .....	23
Tableau 2: Répartition des ménages ruraux enquêtés.....	29
Tableau 3 : Questionnaires administrés dans le cadre de l'enquête auprès des ménages.....	31
Tableau 4 : Questionnaires administrés dans le cadre de l'enquête auprès des migrants internes à Conakry .....	32
Tableau 5 : Entretiens qualitatifs à Conakry .....	32
Tableau 6 : Déroulement de la mission de terrain en Guinée.....	33

## LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

ABN	Autorité du Bassin du Niger
CC	Changement Climatique
CCNUCC	Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques
CEDEAO	Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest
CERE	Centre d'Étude et de Recherche en Environnement
CDN	Contribution Déterminée au niveau National
FEM	Fonds pour l'Environnement Mondial
FFUE	Fonds Fiduciaire d'Urgence de l'Union Européenne
GIEC	Groupe Intergouvernemental d'experts sur l'Évolution du Climat
IDF	IOM Development Fund (Fonds de l'OIM pour le développement)
IDH	Indice de Développement Humain
INS	Institut National de la Statistique
ISAV	Institut Supérieur des Sciences Agronomiques et Vétérinaires de Faranah
MECC	Migration, Environnement et Changement Climatique
MEEF	Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts
MECLEP	Migration, Environment and CLimate change: Evidence for Policy (migration, environnement et changement climatique : données à l'usage des politiques)
ODD	Objectifs de Développement Durable
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PANA	Plan d'Action National d'Adaptation
PIB	Produit Intérieur Brut
PNDES	Plan National de Développement Économique et Social
PMA	Pays les Moins Avancés
PNE	Politique Nationale de l'Environnement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitation
SCN	Seconde Communication Nationale
SNCC	Stratégie Nationale sur le Changement Climatique
SNDD	Stratégie Nationale du Développement Durable



## GLOSSAIRE

La définition des termes-clefs de l'étude s'appuie sur le Glossaire - Migration, Environnement et Changement Climatique : données à l'usage des politiques (MECLEP) publié par l'OIM en 2014<sup>2</sup>.

**Adaptation (liée à la migration) :** « Dans les systèmes humains, processus d'ajustement au climat actuel ou escompté et à ses effets, afin d'en atténuer les dommages ou d'en exploiter les possibilités bénéfiques. Dans le contexte de la mobilité, l'adaptation s'entend au sens large du terme et englobe la migration forcée et volontaire, la migration interne et transfrontalière, les effets positifs et négatifs de la dégradation de l'environnement et du changement climatique sur la migration, les déplacements et la réimplantation planifiée ».

**Atténuation (du changement climatique) :** « Réduction du rythme des changements climatiques par la gestion des facteurs qui les déterminent (l'émission de gaz à effet de serre provenant de la combustion de combustibles fossiles, de l'agriculture, des changements d'affectation des terres, de la production de ciment, etc.) ».

**Capacité d'adaptation :** « Capacité d'anticiper et de transformer une structure, un fonctionnement ou une organisation pour être mieux à même de surmonter un danger ».

**Catastrophe :** « Grave perturbation du fonctionnement d'une communauté ou d'une société causant des pertes et ayant des effets importants sur les plans humain, matériel, économique et environnemental, que la communauté ou la société en question ne peut surmonter avec ses ressources propres ».

**Changement climatique :** « Changements qui sont attribués directement ou indirectement à une activité humaine altérant la composition de l'atmosphère mondiale et qui viennent s'ajouter à la variabilité naturelle du climat observée au cours de périodes comparables ».

**Changements environnementaux :** « Modifications à grande échelle de l'environnement physique et biogéochimique dues à des causes naturelles ou influencées par des activités humaines (y compris les accidents industriels), ou provoquées par des phénomènes à apparition subite ou à évolution lente ».

**Emplois verts :** « Emplois décents qui contribuent à la préservation et la restauration de l'environnement, soit dans

les secteurs traditionnels tels que l'industrie manufacturière et construction, ou dans de nouveaux secteurs verts et émergents comme les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique ».

**Gestion des risques liés aux catastrophes :** « Processus systématique consistant à avoir recours à des directives administratives, des organisations et des compétences et capacités opérationnelles afin de mettre en œuvre des stratégies, des politiques et des capacités de réaction améliorées dans le but d'atténuer l'impact négatif des dangers et de réduire les possibilités de catastrophe ».

**Gouvernance de la migration :** « Système d'institutions, de cadres juridiques, de mécanismes et de pratiques visant à réguler la migration et à protéger les migrants ».

**Migration influencée par des changements environnementaux :** « Lorsqu'il apparaît clairement que des modifications de l'environnement influent sur les facteurs de migration, contribuant ainsi à la décision de migrer ».

**Réduction des risques de catastrophe :** « Démarche conceptuelle et pratique consistant à analyser systématiquement les facteurs à l'origine des catastrophes et à y faire face, notamment en limitant l'exposition aux aléas, en réduisant la vulnérabilité des personnes et des biens, en pratiquant une gestion rationnelle des terres et de l'environnement, et en favorisant une meilleure préparation aux événements préjudiciables ».

2] OIM, 2014. Migration, environnement et changement climatique : données à l'usage des politiques (MECLEP) – Glossaire, [http://publications.iom.int/system/files/pdf/meclep\\_glossary\\_fr.pdf](http://publications.iom.int/system/files/pdf/meclep_glossary_fr.pdf), consulté le 10 décembre 2020.

**Résilience :** « Capacité d'un système et des éléments qui le composent d'anticiper, d'absorber, de prendre en compte ou de se relever des effets d'un événement dangereux avec efficacité et en temps voulu, notamment en préservant, en rétablissant ou en améliorant ses structures de base et ses fonctions essentielles ».

**Risque :** « Réalisation potentielle de conséquences mettant en jeu des valeurs humaines (y compris des êtres humains eux-mêmes), dont l'issue est incertaine. Le risque est souvent représenté comme la probabilité d'occurrence de tendances ou d'événements dangereux multipliée par les conséquences qui en découlent si ceux-ci se produisaient ».

**Vulnérabilité :** « Propension ou prédisposition à subir des effets néfastes. La vulnérabilité recouvre divers concepts, dont la sensibilité aux préjudices et l'incapacité d'y réagir et de s'adapter ».

# RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Ce document présente les résultats de l'étude de base menée dans le cadre du projet Renforcement de la résilience des communautés touchées par le changement climatique et la dégradation de l'environnement en Guinée. Ce projet porte sur le nexus Migration, Environnement et Changement Climatique (MECC) dans les communautés les plus touchées en République de Guinée. Financé par le Fonds de l'Organisation internationale pour les migrations (IFD-OIM), le projet a pour but de « renforcer les connaissances et les capacités des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux de la République de Guinée à mieux gérer les questions relatives au nexus MECC et aux moyens de subsistance des communautés les plus vulnérables en Guinée, afin de permettre au gouvernement d'adopter des mesures précises pour fournir des solutions adéquates à ces communautés et renforcer leur résilience durable ». L'étude a pris appui sur le modèle conceptuel de Migration, environnement et changement climatique : données à l'usage des politiques (MECLEP) de l'OIM

Le contexte et les objectifs de l'étude ont commandé, au plan méthodologique, la mise en œuvre d'une démarche mixte reposant sur une double approche complémentaire : une enquête qualitative auprès de 30 migrants internes à Conakry et une enquête quantitative auprès de 570 ménages ruraux dans les préfectures de Beyla, Faranah, Mamou et Siguiri et une enquête auprès de 129 migrants internes installés à Conakry. Plusieurs autres outils complémentaires ont été utilisés : des entretiens avec des acteurs institutionnels à Conakry, Faranah et Koundara, des focus-groupes et des ateliers communautaires avec majoritairement des femmes et des jeunes à Faranah et à Koundara.

## LE NEXUS MECC DANS LES PERCEPTIONS, LES DISCOURS ET LES PRATIQUES DE MÉNAGES RURAUX EN GUINÉE

L'écrasante majorité des ménages ruraux enquêtés à Beyla, Faranah, Mamou et Siguiri affirme avoir constaté des changements dans l'environnement. Elles sont 98,9% à déclarer avoir fait ce constat que l'environnement a subi des mutations. 74% des populations enquêtées considèrent la récurrence des sécheresses et l'allongement de leur durée comme révélateurs des changements environnementaux. Ce changement est résumé par l'expression « il pleut moins maintenant » qui revenait comme un leitmotiv lors de nos rencontres avec les populations pendant notre séjour de recherche en Guinée.

Sur les causes des changements environnementaux, les populations ont quasi-unaniment désigné les activités humaines. Elles sont 91,1% à indiquer que les changements environnementaux sont imputables uniquement aux activités humaines tandis que le changement climatique et les facteurs naturels ne sont indexés que par respectivement 48,3% des enquêtés.

Parmi les activités anthropiques responsables des changements environnementaux, le déboisement vient au premier rang. Il est considéré par 54,7% des personnes enquêtées comme la principale cause tandis que 22,6% désignent les pratiques agricoles comme le facteur explicatif des bouleversements environnementaux.

La plupart des personnes enquêtées a une perception du changement climatique ancrée dans des « indices empiriques » se matérialisant à travers des changements visibles dans les écosystèmes, les pratiques de production, les conditions d'existence, etc. 53,3% des personnes enquêtées considèrent que le changement climatique s'exprime à travers la diminution des pluies tandis que 42,5% indiquent que la réduction des forêts en est le signe le plus tangible.

Les événements climatiques les plus fréquents sont : l'élévation des températures (46,6%), la sécheresse (32,9%), les feux de brousse (12,3%) et les vents violents (6,5%). Sur les impacts globaux des changements climatiques, les dimensions les plus affectées sont la baisse de production, la diminution des surfaces agricoles, le durcissement des conditions de vie, la perte de plantes médicinales, la perte d'activités économiques et enfin les ravages affectant les plantes. En effet, selon 76,6% des enquêtés, le principal impact des changements climatiques sur l'activité socio-économique est la baisse de la production. Il s'ensuit la diminution des surfaces agricoles (65,2%), des conditions de vie devenues plus difficiles (60,7%).

Dans l'ensemble, 86,4% des répondants ont dit savoir s'adapter au nouveau contexte induit par les changements environnementaux. Globalement, la migration occupe une place importante dans les actions engagées pour faire face aux changements environnementaux. 6 répondants sur 10 considèrent la migration comme la pratique adaptative par excellence face aux changements environnementaux. De plus, 17,7% des enquêtés pensent même que sa place est très importante.

À Beyla, Faranah, Mamou et Siguiri, le départ en migration est majoritairement le fait des hommes (jeunes et adultes) à la recherche de revenus plus importants pour prendre en charge leurs familles restées en milieu rural mais aussi pour accroître leurs chances de mobilité socio-économique dans un contexte de morosité économique et de dégradation des conditions d'existence en milieu rural.

Dans l'ensemble, l'exode rural est la forme de migration la plus partagée. En effet, 36% des répondants révèlent que les migrants quittent le milieu rural pour rejoindre le milieu urbain. Cependant, près de 3 enquêtés sur 10 pensent que la migration vers l'étranger est plus pratiquée alors que 25,3% ont constaté des migrations entre milieux ruraux. La mobilité urbaine vers le rural ne représente que 10%.

Généralement, l'enquête montre que les migrants viennent en aide à leurs familles. En effet, 84,6% des répondants témoignent que les migrants viennent en aide à leur famille. Le type d'aide le plus reçu des migrants est le don ou l'envoi d'argent sur une base régulière, c'est ce qu'affirment environ  $\frac{3}{4}$  des enquêtés.

L'étude met en lumière certes que les femmes ne sont pas un groupe social qui migre beaucoup. Néanmoins, on assiste de plus en plus à de nouvelles tendances marquées par le départ des femmes en ville. Même si elles ne sont pas nombreuses à partir en migration, elles subissent les contrecoups de la migration des hommes. Elles voient non seulement leurs responsabilités domestiques accroître mais elles sont aussi obligées de s'investir davantage dans les activités productives. Promouvoir un développement socio-économique résilient au changement climatique dans les localités rurales devrait revenir à appuyer les initiatives autonomes féminines : elles sont plus nombreuses à rester dans les terroirs mais surtout elles mettent en œuvre des actions pour surmonter les contraintes de développement tout en se préoccupant de la durabilité écologique de leurs initiatives.

## PROFILS, MOTIVATIONS ET TRAJECTOIRES DES MIGRANTS INTERNES À CONAKRY

S'intéresser aux trajectoires des migrants internes permet de disposer d'un regard précieux sur les incidences de la dégradation de l'environnement et du changement climatique sur les dynamiques migratoires en Guinée.

Les migrants internes enquêtés à Conakry laissent voir un profil typique : un jeune adulte homme célibataire dépourvu d'un niveau scolaire, d'origine rurale résidant dans la commune de Ratoma et qui gagne sa vie comme ouvrier ou comme indépendant et venu chercher des revenus pour améliorer sa situation socio-économique et celle de sa famille restée dans sa sous-préfecture d'origine.

Cette motivation d'ordre économique est certes importante mais elle n'est pas exclusive pour expliquer les dynamiques migratoires internes. Les facteurs liés à la dégradation de l'environnement et au changement climatique ont certainement influé dans les décisions de migrer à Conakry.

La majorité des migrants internes enquêtés ont conscience que l'environnement de leur localité d'origine a subi de réels changements. En effet, ils sont 82,2% à reconnaître la réalité des changements environnementaux contre seulement 17,8% qui pensent le contraire. Pour les migrants internes, parmi les changements environnementaux qui contribuent le plus à la dégradation de l'environnement dans leur localité d'origine, 27,13% ont cité la sécheresse, 15,5% le déficit pluviométrique, 19,37% la baisse de rendement agricole, 11,62% le manque d'eau potable tandis que d'autres ont souligné des dimensions relatives à la destruction de l'habitat naturel (5,42%). 95,7% des migrants enquêtés soulignent que les changements climatiques affectent les activités socio-économiques des populations.

Plusieurs personnes interviewées à Conakry ont indexé des conditions climatiques devenues changeantes qui représentent des obstacles au travail agricole et du durcissement des conditions de vie en milieu rural. S'y ajoute un sentiment d'abandon par les pouvoirs publics du fait de l'ampleur des besoins non satisfaits dans de multiples domaines devant contribuer à l'amélioration de la vie en milieu rural : eau potable, sécurité alimentaire, désenclavement, investissements dans l'éducation et la santé, etc.

L'étude montre globalement que c'est la combinaison des facteurs socio-économiques et des facteurs liés à la dégradation de l'environnement et au changement climatique qui expliquent les migrations internes.

## CHANGEMENT CLIMATIQUE DES MÉNAGES RURAUX

Les populations ont partout souligné l'urgence de lutter contre le changement climatique mais soulignent surtout leur implication dans cette lutte par les politiques en les accompagnant et impulser les actions qu'elles entreprennent déjà sur le terrain. Développer les localités rurales, y améliorer les conditions d'existence, favoriser l'émergence de dynamiques pérennes d'autonomisation féminine, promouvoir des activités génératrices de revenus mais avec une vocation axée sur la préservation des ressources naturelles, accompagner les jeunes dans des projets économiques viables et écologiquement durables, etc. sont, selon elles, autant de pistes à explorer pour améliorer la résilience des ménages ruraux face au changement climatique et à la dégradation de l'environnement.

Pour mettre en place des solutions durables, des actions ont été identifiées dans cette étude. Elles sont articulées entre autres, sur la nécessité de promouvoir des actions de développement centrées, la valorisation des ressources locales, la promotion de filières économiques résilientes au changement climatique mais aussi l'appui au développement d'économies rurales vertes et à la promotion d'emplois verts dans les zones de départ avec un accent particulier accordé aux femmes et aux jeunes.

La promotion de l'économie verte doit aller de pair avec la valorisation du potentiel de l'économie bleue

(ressources des océans, des mers, des fonds marins, des fleuves, des lacs, des nappes souterraines, etc.). La promotion de ces deux niches qui offrent des opportunités économiques importantes pour les ménages ruraux guinéens doit néanmoins reposer sur des pratiques de production fondées sur la résilience et la durabilité. Dans la pratique, Il s'agit entre autres de :

- l'appui à la restauration des terres dégradées ;
- l'accompagnement pour le maraîchage dans les bas-fonds ;
- l'introduction de technologies de cuisson permettant une économie importante d'énergie ligneuse. Ce qui est indispensable pour réduire le déboisement et la destruction des formations végétales ;
- la promotion d'activités agro-écologiques centrées sur les principes d'une fertilisation basée sur des apports organiques (fumier par exemple), la protection par la couverture permanente (la couverture avec des matières végétales vivantes ou mortes), la conservation de l'eau des sols, le développement de complémentarités entre agriculture et élevage, etc. ;
- la promotion d'activités de reboisement centrées sur des espèces permettant de combiner rentabilité économique et souci de protection de l'environnement comme les essences naturelles (karité) ;
- la promotion de petits aménagements dans les bas-fonds et de systèmes de retenue d'eau à dimension écologique pour permettre le développement de la riziculture en hivernage et le développement du maraîchage en saison sèche ;
- la promotion de systèmes durables dans le domaine de l'apiculture comme les ruches kényanes qui présentent l'avantage de permettre de lutter contre la récurrence des feux de brousse. Les pratiques apicoles existantes jouent un rôle primordial dans la récurrence des feux de brousse.
- le développement d'une chaîne de valeur piscicole dynamique.

Pour renforcer la résilience des territoires et des communautés de la Guinée face aux risques environnementaux et climatiques, il est nécessaire de considérer plusieurs séries de mesures que nous avons classées en deux catégories : des recommandations contextuelles et des recommandations opérationnelles.







# INTRODUCTION

Ce document présente les résultats de l'étude de base menée dans le cadre du projet Renforcement de la résilience des communautés touchées par le changement climatique et la dégradation de l'environnement en Guinée. Financé par le Fonds de développement de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), l'organisme des Nations Unies chargé des migrations, le projet a pour but de « renforcer les connaissances et les capacités des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux de la République de Guinée à mieux gérer les questions relatives au nexus Migration, Environnement et Changement Climatique (MECC) ; mais aussi renforcer les moyens de subsistance des communautés les plus vulnérables en Guinée afin permettre au gouvernement d'adopter des mesures précises pour fournir des solutions adéquates à ces communautés et renforcer leur résilience durable ».

Le projet s'inscrit dans le cadre des initiatives menées par l'OIM en matière de MECC. Il est mis en œuvre dans les zones rurales fortement dépendantes des ressources naturelles (agriculture, sylviculture, élevage et pastoralisme) et qui connaissent en même temps d'importantes dynamiques migratoires (départ et transit). Il permet de mieux comprendre les liens entre la mobilité humaine et l'environnement en Guinée. Il vient s'arrimer aux efforts des pouvoirs publics guinéens pour faire face aux multiples défis du changement climatique effectués en collaboration avec des organisations internationales actives dans le domaine de l'environnement, du développement, de la population, etc. Les pouvoirs publics guinéens ont en effet mis en place, dès 2007, le Plan d'Action National d'Adaptation au changement climatique (PANA) et plus récemment La stratégie nationale sur le changement climatique et La Stratégie nationale du développement durable adoptés tous les deux en 2019.

Dans ces différents documents référentiels, une batterie de mesures urgentes et immédiates à entreprendre pour s'adapter aux effets néfastes du changement climatique y est énoncée à travers notamment le développement de la résilience contre le changement climatique, la mise en œuvre de projets d'adaptation et d'atténuation, la promotion d'une économie verte, le renforcement des capacités des acteurs stratégiques, etc. Cependant, les efforts sont surtout limités par un déficit de connaissance des liens sur les facteurs environnementaux et leurs impacts sur les tendances migratoires en Guinée. Celui-ci justifie

amplement la nécessité de mettre en lumière l'urgence d'une bonne coordination entre les politiques migratoires et environnementales. C'est dans cette perspective que l'OIM a mis en œuvre ce projet pilote de renforcement des capacités du gouvernement guinéen sur le lien entre la migration, l'environnement et le changement climatique, en vue d'atténuer les causes profondes des déplacements forcés et de favoriser la résilience au changement climatique des communautés.

Ce rapport est le cinquième livrable de l'étude de base entamée depuis le mois d'août 2020. Il fournit des données empiriques qui viennent s'ajouter notamment au livrable 2 portant sur la revue documentaire du nexus MECC en Guinée. Dans ce document d'environ 90 pages, nous avons mis en lumière l'état des lieux des recherches sur le nexus MECC en Guinée, sa prise en compte dans les documents stratégiques et institutionnels ainsi que dans les politiques publiques de la République de Guinée. Pour ce faire, nous avons fait le point sur les vulnérabilités environnementales auxquelles la Guinée est aux prises, montré

comment le changement climatique s'y manifeste en nous focalisant sur les principaux risques climatiques, leurs impacts sur les conditions de vie et sur les dynamiques migratoires. Nous avons également brossé un portrait des principales incidences du changement climatique et de la dégradation de l'environnement avant de fixer notre regard sur un état des lieux des enjeux migratoires en Guinée en nous préoccupant surtout de ceux causés ou accentués directement ou indirectement par le changement climatique et la dégradation de l'environnement.

La principale conclusion tirée de la revue documentaire est le caractère très parcellaire des études sur les interrelations entre les différentes dimensions du nexus MECC en Guinée et sa faible prise en compte dans les documents et politiques publics. Pourtant, le pays est en train de vivre des bouleversements climatiques et environnementaux de grande envergure au point qu'il est classé parmi les pays africains les plus vulnérables au changement climatique. Il connaît en outre d'importants mouvements migratoires au plan interne comme en direction de l'étranger. Cette première étude de base vient donc combler un gap de connaissances par son orientation vers une analyse des liens du nexus MECC à partir de données empiriques collectées auprès d'une diversité d'acteurs lors d'une enquête de terrain dans diverses localités de la Guinée.

S'appuyant sur une enquête de terrain ayant reposé sur une double approche qualitative et quantitative, la collecte des informations sur le terrain a permis de recueillir des données de nature à illustrer les liens entre migration, environnement et changement climatique en Guinée notamment en :

- montrant les effets du changement climatique et de la dégradation environnementale sur les migrations en accordant un accent particulier à la vulnérabilité des communautés et des ménages ruraux ;
- analysant l'impact du contexte environnemental sur les tendances migratoires internes et internationales, en tenant compte de la dimension du genre (prise en compte des femmes et jeunes et des autres groupes vulnérables) ;
- identifiant des activités pouvant servir de réceptacles au développement d'économies rurales résilientes face à la dégradation de l'environnement et au changement climatique.

**Le rapport est structuré dans ses grandes lignes autour des éléments suivants :**

- une brève présentation du cadre conceptuel du nexus MECC en Guinée ;
- une présentation de la méthodologie de l'enquête de terrain ;
- une présentation des résultats de l'enquête de terrain ;
- les conclusions et les recommandations pour une meilleure prise en compte du nexus MECC en Guinée.

# PREMIÈRE PARTIE : REPÈRES THÉORIQUES ET MÉTHODOLOGIQUES ET ÉLÉMENTS CONTEXTUELS DE L'ÉTUDE MECC DE LA GUINÉE

## 1.1. LE CADRE CONCEPTUEL DU NEXUS MECC APPLIQUÉ À LA GUINÉE

Le cadre conceptuel de l'étude de base du nexus Migration, environnement et changement climatique (MECC) de la République de Guinée repose sur une capitalisation des études Migration, environnement et changement climatique : données à l'usage des politiques (MECLEP) de l'OIM.

**Cette étude de base est structurée autour des questions de recherche suivantes :**

1. quel est l'état des lieux des liens entre le changement climatique, la dégradation de l'environnement et la migration en République de Guinée ?
2. quels sont les principaux facteurs climatiques et environnementaux qui influencent la migration en Guinée et comment cette influence s'effectue-t-elle et quels sont les principaux groupes concernés ?
3. quelle devrait être la stratégie pour intégrer les dynamiques du changement climatique, de l'environnement et de la migration dans les politiques, stratégies et cadres institutionnels et réglementaires de la République de Guinée ?

Sur la base de ces questions de recherche, cette étude de base MECC a donc pour objectif de :

- montrer les effets du changement climatique et de la dégradation environnementale sur les migrations en mettant un accent particulier sur la vulnérabilité des communautés et des foyers ruraux ;
- analyser l'impact du contexte environnemental sur les tendances migratoires internes et internationales, en tenant compte de la dimension du genre (prise en compte des femmes et jeunes et des autres groupes vulnérables) ;
- identifier les risques environnementaux et leurs éventuels impacts sur la migration, ainsi que des politiques environnementales ayant un impact sur la migration.

Le cadre conceptuel proposé englobe non seulement les variables climatiques qui déterminent le lien entre le changement climatique et la migration, mais aussi les facteurs non climatiques sous-jacents qui influencent directement ou indirectement la migration en République de Guinée. Le cadre conceptuel présente les aspects sous-jacents du lien entre le changement climatique, la dégradation de l'environnement

et la migration, en explorant les risques non climatiques et ceux liés au changement climatique, leurs impacts sur l'environnement et la société, les facteurs catalyseurs qui peuvent avoir un effet négatif sur les impacts négatifs déjà existants, et les mécanismes d'adaptation.

Dans le cadre conceptuel, les variables liées au changement climatique sont divisées en événements à déclenchement rapide et à déclenchement lent. Les événements à déclenchement rapide comprennent les crues soudaines, les inondations et la montée brusque des eaux, les glissements de terrain, les vents violents, etc. Ces événements à déclenchement rapide présentent à leur tour des risques climatiques secondaires dont les plus néfastes sont l'érosion côtière et l'intrusion de la salinité dans le sol et l'eau en raison des marées de tempête/marée, l'érosion des berges et les inondations intérieures du fait des inondations et de l'exploitation forestière, et les glissements de terrain en raison des crues soudaines.

Les événements à déclenchement lent comprennent l'élévation du niveau de la mer, l'acidification des océans, l'intrusion de la salinité, la sécheresse, l'augmentation des températures et la variation des précipitations. Les risques climatiques secondaires stimulés par ces événements comprennent à nouveau l'érosion côtière et l'intrusion de salinité en raison de l'élévation du niveau de la mer, l'augmentation des sécheresses en raison de la hausse des températures, les changements et l'absence de précipitations en raison des variations du régime des pluies.

La dégradation de l'environnement comprend principalement la pollution des milieux récepteurs, par exemple l'eau, la terre et l'air ; la mauvaise utilisation des terres, l'érosion et la perte de fertilité des sols, la désertification, la dégradation des zones humides, la perte de biodiversité, la déforestation, la destruction des mangroves, la surexploitation des ressources naturelles, l'amenuisement du débit des rivières, etc. Les facteurs non climatiques qui contribuent également aux décisions de migration des communautés touchées comprennent les épidémies, l'insécurité alimentaire, la pauvreté, la densité de population, la mauvaise gouvernance, les défis de sécurité locale, etc. En outre, certains risques naturels, tels que les glissements de terrain, peuvent également influencer les migrations.

L'étude tente de comprendre les caractéristiques socio-économiques du migrant type en raison des conséquences climatiques ou non climatiques. Pour ce faire, divers facteurs sont étudiés, par exemple l'origine, le niveau socio-économique, le sexe, la profession principale, le niveau d'instruction, l'accès aux services de base (santé et éducation), le fait que les personnes migrent en groupe, individuellement ou en tant que ménages entiers.

Le cadre conceptuel comprend en outre les types de migration, c'est-à-dire le degré de migration forcée ou volontaire, ainsi que les migrations saisonnière, temporaire ou permanente. La destination des migrants est prise en compte afin de déterminer si les personnes se sont déplacées à l'intérieur et/ou à l'extérieur de la Guinée. Enfin, la recherche a identifié les facteurs qui définissent le «choix de la destination» des migrants, les moyens de subsistance sur le nouveau lieu, la manière dont ils migrent vers leur nouvelle région, par exemple par le biais de réseaux ou d'autres moyens, et l'environnement dans la zone de destination, entre autres facteurs. La recherche prend également en compte l'impact de la migration sur les ménages restés au pays, ainsi que les effets de la migration selon le sexe.

Après avoir recueilli des données sur les risques induits par le changement climatique et la dégradation de l'environnement, ainsi que sur les tendances migratoires, l'étude cherche à établir les liens entre les

---

3] République de Guinée, Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts, 2019, Stratégie nationale sur le changement climatique – Guinée, PNUD, septembre, p. 20.

4] Les chiffres utilisés dans cette section sont tirés du document suivant : République de Guinée/Ministère du Plan et de la Coopération Internationale, 2017. Vision 2040 pour une Guinée émergente et prospère, 68 p. <https://pnadesguinee.org/images/documents/pnades/Vision-Guinee-2040.pdf>, consulté le 19 décembre 2020.

deux. En théorie, le changement climatique et la dégradation de l'environnement affectent plusieurs activités mais surtout celles tributaires des ressources naturelles : l'agriculture, la pêche, la sylviculture, l'apiculture, la foresterie, l'élevage, etc. Ils ont également des incidences en matière d'approvisionnement en eau et d'assainissement mais aussi dans le domaine de la sécurité alimentaire, des infrastructures, de la santé humaine, etc. L'agriculture, la pêche, l'élevage, la foresterie et d'autres secteurs et sous-secteurs sont largement touchés par les inondations, la sécheresse, les vents violents, l'érosion, la salinisation des sols, les variations de température et de précipitations, etc.

Ces phénomènes entraînent une réduction de la production agricole globale. La salinité des eaux souterraines met à rude épreuve le système d'irrigation, ce qui entraîne une diminution de la production des principales cultures, par exemple le riz en Basse Guinée. Certains facteurs non climatiques, comme mentionné ci-dessus, catalysent cette situation défavorable. Les communautés les plus touchées et les groupes les plus vulnérables tentent de s'adapter en recourant notamment à la migration.

L'étude a cherché à isoler les dynamiques migratoires imputables au changement climatique et à la dégradation de l'environnement, ce qui est un défi théorique de taille. Pour y arriver, notre démarche a reposé, au plan méthodologique, sur un usage combiné des approches qualitative et quantitative dans le cadre d'une enquête de terrain en République de Guinée.

## 1.2. LA GUINÉE : UN PAYS VULNÉRABLE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET EN BUTTE À D'IMPORTANTES DÉFIS DE DÉVELOPPEMENT

### 1.2.1. UNE BRÈVE PRÉSENTATION DU PAYS

La République de Guinée est un pays côtier situé en Afrique de l'Ouest. Elle s'étend sur une superficie de 245 857 km<sup>2</sup>. Sa population était de 10,5 millions d'habitants au dernier recensement réalisé en 2014. Les projections démographiques font voir le rythme de croissance rapide de la population qui devrait atteindre environ 16 millions en 2030, 20 millions en 2040 et 25 millions en 2050<sup>3</sup>. Comme ailleurs en Afrique, l'une des caractéristiques marquantes de sa population est sa jeunesse.

La Guinée est divisée en sept (7) régions administratives plus la zone spéciale de Conakry. Elle compte quatre régions naturelles se caractérisant chacune par des conditions écosystémiques et fauniques ainsi qu'un relief bien distinct avec cependant une diversité à l'intérieur de chacune d'elles<sup>4</sup>:

1) la Guinée maritime ou Basse Guinée est une région côtière de basse altitude. Le climat y est de type sub-guinéen. Les quantités de pluie dépassent annuellement souvent 2000 mm. Elle correspond à la zone de la mangrove. Elle couvre 18% du territoire national. Les activités économiques reposent essentiellement sur la riziculture pluviale, la pêche, les cultures fruitières, l'industrie, l'exploitation minière, les services, etc.

---

5] République de Guinée/Ministère du Plan et de la Coopération Internationale, 2017. Vision 2040 pour une Guinée émergente et prospère, 68 p. <https://pndesguinee.org/images/documents/pndes/Vision-Guinee-2040.pdf>, consulté le 5 novembre 2020.

6] République de Guinée, 2018. Contribution nationale volontaire à la mise en œuvre des ODD au Forum politique de haut niveau - New-York, [https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/19612Guinea\\_RNV\\_GUINEE\\_Version\\_restructure\\_4.pdf](https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/19612Guinea_RNV_GUINEE_Version_restructure_4.pdf), consulté le 6 novembre 2020.



La région concentre 30% de la population guinéenne. Celle-ci est surtout établie dans la capitale Conakry qui est également le principal lieu d'installation de migrants internes mais également d'immigrés provenant majoritairement de la sous-région ouest-africaine ;

2) la Moyenne Guinée correspond au massif du Fouta-Djallon dont l'altitude varie de 600 à 1500 mètres (Mont Loura) ; la saison sèche dure de 5 à 6 mois (de novembre à avril) et la pluviométrie moyenne atteint près de 800 mm par an. Elle couvre environ 22% du territoire guinéen. Le Fouta-Djallon constitue l'origine des principaux fleuves de la région. Anciennement couvert de forêts, le massif est aujourd'hui caractérisé par une végétation dégradée. L'érosion y représente une contrainte majeure qui compromet la survie des activités de production agricole. L'économie de la Moyenne Guinée repose grandement sur les activités agro-pastorales. Elle est considérée comme une zone importante de départ de migrants qui se dirigent vers les centres urbains et vers les pays voisins de la Guinée, notamment le Sénégal ;

3) la Haute Guinée correspond à la partie Nord-Est du pays. Le climat y est de type sud-soudanien et la pluviométrie moyenne y est d'environ 1500 mm. Elle est la zone de savane. Elle couvre environ 40% du territoire. Les activités productives reposent essentiellement sur l'élevage et les cultures vivrières qui sont concentrées le long des vallées fluviales. Au plan démographique, l'une des caractéristiques principales de la région est l'inégale répartition de la population alors qu'au plan migratoire, le trait dominant tient aux déplacements des populations vers les zones minières ;

4) la Guinée Forestière, au Sud du pays, a un climat de type équatorial, avec une longue saison pluvieuse et une pluviométrie moyenne supérieure à 2000 mm annuellement. C'est essentiellement la zone de la grande forêt. Elle couvre 20% du territoire de la Guinée. Les ressources forestières sont fortement menacées par un défrichage intensif résultant surtout de l'arrivée massive de réfugiés ayant fui les conflits survenus au cours des dernières décennies dans les pays frontaliers que sont le Liberia, la Sierra Leone et la Côte d'Ivoire. Malgré les mesures de conservation, de lourdes menaces continuent de peser sur les ressources ligneuses disponibles en Guinée forestière dont l'écosystème est également fragilisé par le changement climatique. Enfin, la Guinée Forestière abrite d'importants gisements miniers.

### 1.2.2. MALGRÉ SES RICHESSES, UN PAYS CONFRONTÉ À DE NOMBREUSES CONTRAINTES DE DÉVELOPPEMENT

La Guinée est dotée de ressources forestières parmi les plus importantes en Afrique de l'Ouest. Les forêts dominent le territoire contribuant ainsi à faire du pays un « puit de carbone ». La végétation du pays se compose de forêts de palétuviers (mangrove), de savanes herbeuses et de forêts. La position géographique de la Guinée, son relief, l'importance des cours d'eau, le volume des précipitations, etc. font que le pays est considéré comme le « château d'eau de l'Afrique de l'Ouest » puisque le pays dispose d'un important réseau hydrographique constitué de près de 1100 cours d'eau répartis en 23 bassins versants dont 14 internationaux<sup>5</sup>.

L'économie de la Guinée est fortement tributaire de l'exploitation des richesses naturelles, notamment des ressources minières, agricoles et halieutiques. Le secteur agricole dont dépend la sécurité alimentaire du pays est constitué de petites exploitations familiales, contribuant à un peu moins de 20 % du PIB et

---

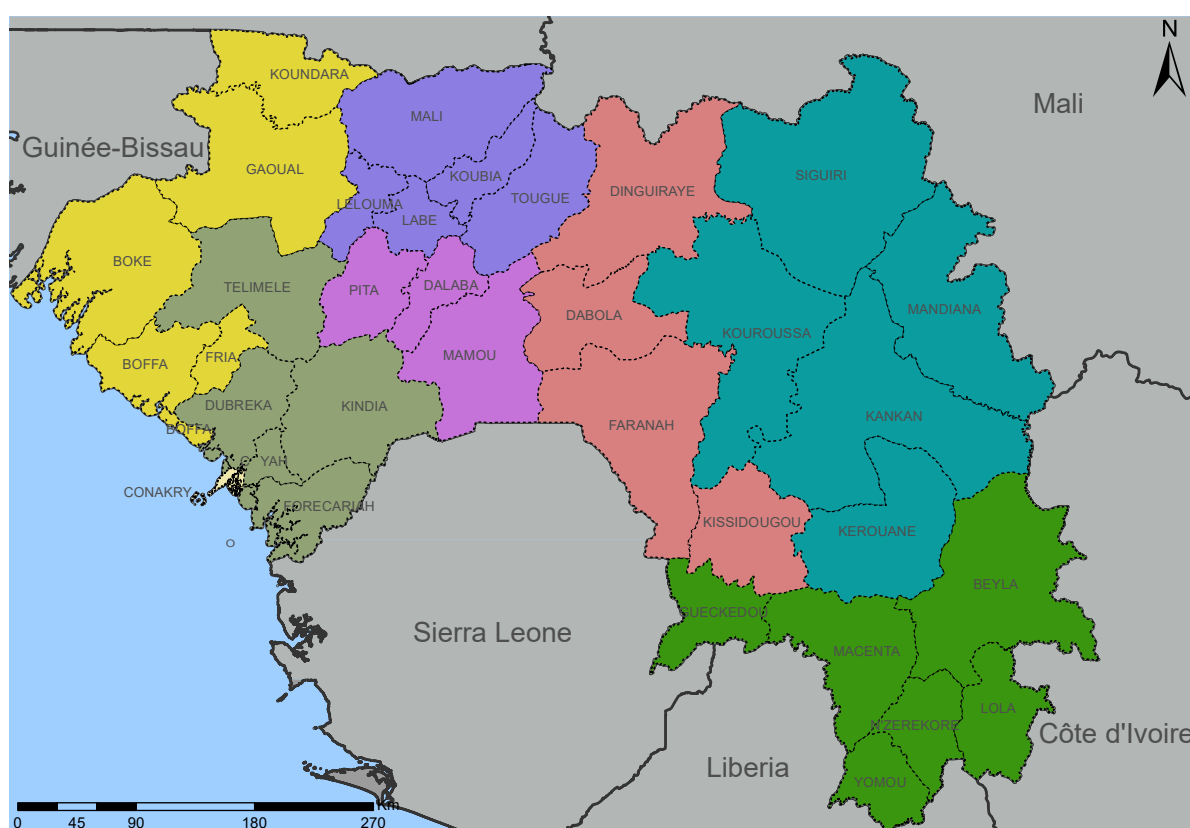
7] PNUD, 2019. Rapport sur le développement humain 2019. Les inégalités de développement humain au XXI<sup>e</sup> siècle – Guinée, [http://hdr.undp.org/sites/all/themes/hdr\\_theme/country-notes/fr/GIN.pdf](http://hdr.undp.org/sites/all/themes/hdr_theme/country-notes/fr/GIN.pdf), consulté le 14 décembre 2020.

8] Parmi les conséquences de la crise sanitaire causée par le virus Ebola, on peut citer de nombreux décès mais également des impacts socioéconomiques négatifs : commerce, transport surtout aérien, chute des exportations de fruits et légumes vers les pays, impacts sur les secteurs agricole et minier.

employant 80% de la population en plus d'être la principale source de revenu pour 57 % de la population rurale<sup>6</sup>. Il se caractérise par une prédominance des cultures pluviales, ce qui le met dans une position de grande vulnérabilité au changement climatique. Il est largement dominé par la culture du riz, qui est pratiquée dans 80% des exploitations et est la culture centrale de la zone côtière. Les autres spéculations cultivées sont le fonio, le maïs, l'arachide, le manioc, le café, le palmier à huile, l'hévéa, l'anacarde, l'orange, la mangue, la banane, etc. L'élevage, la pêche, les mines, les industries, l'économie populaire et les services sont les autres secteurs importants de l'économie guinéenne.

La Guinée dispose de nombreux atouts que sont l'importance de ses ressources naturelles, la jeunesse de sa population et sa résilience face aux nombreux chocs politiques, économiques et sanitaires que le pays a traversés au cours de son histoire. Pourtant, malgré ses richesses, la Guinée continue d'être classée parmi les Pays les Moins Avancés (PMA) ainsi que dans la catégorie des pays à « faible niveau de développement humain ». En 2018, elle était classée au 174ème rang parmi 189 pays et territoires selon l'Indice du Développement Humain (IDH) du PNUD<sup>7</sup>. Nonobstant les progrès réalisés et le dynamisme de sa croissance économique jusqu'à la crise de la COVID-19, la Guinée continue de faire face à des inégalités sociales de taille ainsi qu'à une pauvreté galopante aggravée par l'épidémie d'Ébola que le pays a connue en 2014-2015<sup>8</sup> et qui risque d'être davantage accentuée par la pandémie actuelle de la COVID-19.

**FIGURE 1 : CARTE DE RÉFÉRENCE DE LA GUINÉE**



Source : OIM, 2020, Division Gestion de l'information

La Guinée doit aujourd'hui surmonter d'importants défis de développement et le tout dans un contexte sociopolitique assez instable. Ces défis ont, entre autres noms<sup>9</sup> : l'accentuation de la pauvreté, une instabilité sociopolitique chronique, la dégradation des systèmes d'éducation, de santé, d'habitat et de transport, l'ampleur de l'insécurité alimentaire, les ravages de la dégradation des ressources naturelles sous l'effet des pressions anthropiques et du changement climatique, le creusement des inégalités sociales, spatiales et de genre, une démographie galopante et une urbanisation non contrôlée, la détérioration de la situation socioéconomique des femmes et les nombreux obstacles à leur autonomisation du fait de pratiques socio-culturelles et de normes religieuses solidement ancrées, le chômage des jeunes, l'ampleur de la corruption, le poids des dynamiques migratoires internes comme externes, particulièrement celui des migrations irrégulières, etc. La prise en charge de ces défis requiert des solutions sociopolitiques et économiques audacieuses et surtout résolument orientées vers l'amélioration significative des conditions d'existence dans le pays.

### 1.2.3. UN PAYS VULNÉRABLE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Même si la République de Guinée est l'un des pays les plus humides de l'Afrique de l'Ouest et malgré qu'elle soit dotée d'importantes richesses naturelles, elle n'en reste pas moins vulnérable au changement climatique. Elle est considérée comme un « point chaud » (hotspot) en matière de changement climatique en raison de la grande vulnérabilité du pays face à ce phénomène. Celle-ci s'y manifeste de diverses manières, affecte beaucoup de secteurs socioéconomiques et frappe de manière différenciée les quatre régions naturelles du pays.

La Stratégie nationale sur le changement climatique – Guinée réalisée en 2019 souligne la vulnérabilité du pays. Ses projections montrent les tendances suivantes pour le futur.

**TABLEAU 1: VARIATION DE LA TEMPÉRATURE ET DES PRÉCIPITATIONS PROJÉTÉES POUR LA GUINÉE DANS LA STRATÉGIE NATIONALE SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE**

Horizon	VARIATION DE PROJECTION
TEMPÉRATURES (en degrés Celsius)	
2020	L'analyse des températures indique que les températures seront élevées dans l'ensemble, mais varieront de 0,514 à 0,728. Les températures très élevées se localiseront dans les régions du Nord-Est, Ouest et Nord-Ouest et les faibles températures au Sud-Est du pays.
2030	La tendance sera totalement différente. Les températures varient de 0,71 à 1,014. Dans l'ensemble, elles seront encore plus élevées. Les températures très élevées se localiseront dans les régions du Nord-Est et Nord-Ouest et les faibles températures au Sud-Est du pays.
2050	Les variations des températures (très élevées) seront d'environ 1,08 à 1,529 et se localiseront au Nord-Est et Nord-Ouest du pays. Les faibles températures d'environ 1,305 au Sud-Est du pays.
2075	Les variations des températures seront d'environ de 1,388 à 1,964. Les températures très élevées (1,964), se localiseront au Nord-Est et Nord-Ouest du pays. Les très faibles températures au Sud-Ouest et Sud Est.
2100	Les températures varieront de 1,432 à 2,026. Les températures très élevées (2,026), se localiseront au Nord-Est et Nord-Ouest du pays et les très faibles températures (1,432) au Sud-Ouest et Sud-Est.

9] République de Guinée/Ministère du Plan et de la Coopération internationale, 2017. Vision 2040 pour une Guinée émergente et prospère, <https://pn-desguinee.org/images/documents/pndes/Vision-Guinee-2040.pdf>, consulté le 7 août 2020. Ce document qui sert de plan pour l'émergence repose sur un diagnostic sans complaisance des nombreuses contraintes au développement de la Guinée. L'ensemble des entraves économiques, institutionnelles, culturelles, sociales, etc. a été passé au peigne fin à travers une analyse qui, pour chaque secteur, a tenté d'isoler les défis, les tendances lourdes, les menaces et les opportunités.

Horizon	VARIATION DE PROJECTION
PRÉCIPITATIONS	
2020	Les projections montrent une répartition hétérogène des intensités pluviométriques sur l'ensemble du pays, variant de 0,436 à 0,558%. Les zones déficitaires en précipitations se situent principalement au Nord-Ouest et au Nord-Est. Les zones en abondance de précipitations seront les zones se situant au Sud du pays.
2030	Le phénomène sera presque le même que celui produit en 2020. Les précipitations varieront de 0,608 à 0,778%. On notera une légère augmentation de précipitations en cette période.
2050	Les variations de précipitations iront de 1,259 à 1,611%. Les zones déficitaires en précipitations se situeront principalement au Nord-Ouest et au Nord-Est. Les zones en abondance de précipitations, seront les zones se situant au Sud du pays.
2075	Les résultats obtenus montrent que les variations de précipitations seront importantes (1,259 à 1,611%) – les quantités en précipitations recueillies diminuent du Sud vers le Nord.
2100	Les zones les plus intensément touchées par la baisse des précipitations se situeront principalement au Nord-Ouest. Au cours de cette période, les variations se situeront entre 1,177 à 1,506 %.

Source : République de Guinée, Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts, 2019. *Stratégie nationale sur le changement climatique – Guinée, PNUD, p. 32.*

La Guinée voit de plus en plus ses ressources en eau être menacées de diminution et de stress hydrique notamment par la forte demande pour les activités agricoles, minières artisanales. Selon les projections, cette situation devrait s'accroître risquant ainsi de porter un rude coup à la fourniture d'électricité dans les barrages hydroélectriques ainsi qu'à l'irrigation. Ce qui est porteur de risques d'une plus grande exposition des populations à davantage de précarité socio-économique et à une plus grande insécurité alimentaire. Ces évolutions climatiques ne manquent pas d'engendrer des conséquences parmi lesquelles : l'assèchement des terres, la perte de la biodiversité, la famine, la migration, les inondations (pertes des récoltes, d'espèces animales), l'ensablement des cours d'eaux, des destructions d'habitat, le déboisement, les pertes de superficies de mangroves, l'intrusion d'eau saline et la dégradation des sols, l'érosion côtière, etc.

Le développement national est bouleversé du fait de la précarité des conditions d'existence dans certaines régions et de la nécessité d'importants moyens étatiques pour faire face aux effets néfastes du changement climatique. Les effets du changement climatique se conjuguent avec de fortes pressions sur les ressources naturelles qui sont de nature à accentuer leur dégradation. Ainsi, selon le document de Stratégie nationale du développement durable (SNDD), la Guinée aurait perdu 956 000 hectares de forêt, soit 12% de sa couverture forestière entre 2010 et 2017 (p. 10). Les pratiques non durables d'exploitation des ressources naturelles qui contribuent à leur dégradation sont d'après la SNDD :

- les pratiques agricoles non durables, comme l'agriculture sur brûlis largement répandue dans le pays ;
- le prélèvement incontrôlé des ressources ligneuses, notamment l'utilisation du charbon de bois pour la production d'énergie domestique ;
- la pêche illicite et la surpêche, combinées à la dégradation des ressources en eau qui menacent les ressources démersales ;
- l'exploitation mal contrôlée des ressources minières ;
- le surpâturage et les feux de brousse ;
- la fabrication de charbon, la cuisson des briques en argile et le fumage du poisson ;
- la production de sel par cuisson ;
- la contamination des eaux et la pollution liée au rejet de déchets gazeux, liquides et solides d'origine industrielle, minière et artisanale ;
- l'urbanisation et le développement des infrastructures.

La vulnérabilité au changement climatique de la Guinée se manifeste à travers des secteurs-clés, à savoir les ressources en eau, la zone côtière, l'agriculture et l'élevage. Les conséquences dans chaque secteur concernent les activités socioéconomiques. Par exemple, si les ressources en eau sont affectées, on observe une baisse du potentiel hydroélectrique, la multiplication des conflits autour des points d'eau, le manque d'eau potable dans les zones urbaines, le déficit pluviométrique avec son corollaire l'agriculture et l'élevage sous tension, etc. On voit ainsi comment les différents secteurs sont en interaction et interagissent dans le schéma d'un système écologique qui a des liens ténus avec le système social.

Les vulnérabilités associées au changement climatique et à la dégradation environnementale sont réelles. Elles sont durement ressenties par les populations exposées à ces risques, notamment les femmes et les jeunes. En effet, la Guinée est constituée de plusieurs ethnies dans l'organisation sociale desquelles le rôle de la femme est central pour la gestion du ménage ; tout comme beaucoup d'attentes sont portées sur les jeunes pour le fonctionnement et la relève dans le ménage. Si ces deux couches sont affectées dans leurs activités quotidiennes, c'est toute la structure sociale qui est en danger. La vulnérabilité n'est pas une fatalité. Les populations locales développent des stratégies d'adaptation à leur portée et tirées de leur historicité produit d'une histoire locale et d'une culture endogène. Mais cela ne suffit pas. L'ampleur des pertes et des dommages à grande échelle nécessite de gros moyens que l'État peine à avoir, déjà sur plusieurs fronts dont la lutte contre la pauvreté et l'atteinte du développement.

### 1.3. DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE POUR L'ÉTUDE DU NEXUS MECC EN GUINÉE

Le contexte et les objectifs de l'étude ont déterminé la mise en œuvre d'une démarche mixte reposant sur une double approche complémentaire : une enquête qualitative et une enquête quantitative. Plusieurs outils complémentaires ont été utilisés pour mieux comprendre les liens entre migration, environnement et changement climatique en République de Guinée :

- des entretiens avec des acteurs institutionnels à Conakry, à Faranah et Koundara ;
- une enquête quantitative auprès des ménages dans quatre préfectures de la Guinée en prenant le souci de prendre en compte chacune des quatre régions naturelles du pays : Beyla (Guinée Forestière), Faranah et Siguiri (Haute Guinée), Mamou (Moyenne Guinée) et une enquête quantitative auprès de migrants internes à Conakry (Basse Guinée). Il convient de préciser que la préfecture de Mamou ne fait pas partie des zones d'intervention du projet dans le cadre duquel cette étude de base est menée. Mamou a été sélectionné à titre de localité de contrôle par rapport aux zones de mise en œuvre du projet d'autant plus Mamou est une zone de départ de migrants internes et internationaux mais aussi un important carrefour routier et socio-économique ;
- des entretiens individuels semi-structurés avec des migrants internes à Conakry ;
- des focus-groupes et des ateliers communautaires avec des populations majoritairement composées de femmes à Faranah et à Koundara.

Le dispositif de recherche mis en place pour l'enquête de terrain a été caractérisé par sa souplesse, sa diversité et sa flexibilité, des qualités indispensables pour une étude devant être réalisée dans des délais relativement courts et d'éloignement du terrain.

Cette étude de base s'appuie sur plusieurs sources de données. Initialement, l'étude de terrain devait reposer essentiellement sur une enquête quantitative auprès de ménages dans des localités d'intervention du projet en incluant les critères de la diversité géographique et socio-économique, mais également sur des entretiens individuels semi-structurés et des focus-groupes avec des populations locales et des acteurs institutionnels. Cependant, pour les besoins liés à la nécessité d'obtenir des données riches et exhaustives et à notre souci de mieux comprendre l'importance du facteur environnemental comme déclencheur et/ou accélérateur de migration, nous avons jugé utile d'introduire un outil supplémentaire consistant en une enquête qualitative auprès de migrants internes établis à Conakry, la capitale de la Guinée.

### 1.3.1. ORGANISER À DISTANCE L'ENQUÊTE DE TERRAIN EN GUINÉE

Les conditions de réalisation de l'étude, notamment l'éloignement géographique du terrain par rapport au lieu de résidence du consultant international ainsi que les contraintes de mobilité dans le contexte de crise sanitaire de la COVID-19, ont imposé d'anticiper sur les opérations de collecte de données avant notre déplacement en Guinée. C'est ainsi que la conduite de l'enquête auprès des ménages, la réalisation des entretiens qualitatifs avec les migrants internes établis à Conakry ont été confiés à des enquêteurs recrutés sur place et chargés de réaliser le travail sous la supervision de notre assistant de recherche.

Ce choix se justifie également par la période de déroulement de l'étude. Entamée depuis le début du mois d'août, l'étude devait voir sa phase de terrain se dérouler dans la deuxième quinzaine du mois de septembre 2020. Finalement, notre déplacement en Guinée n'a pu se faire qu'à la fin du mois de septembre pour un séjour de dix jours mené au pas de course pour boucler toutes les activités liées à la collecte de données avant l'élection présidentielle du 18 octobre 2020 particulièrement redoutée pour les situations d'instabilité et de violence qu'elle n'a malheureusement pas manqué de susciter.

Le contexte particulier de déroulement de l'enquête nous a amené à faire le choix d'organiser la collecte des données avant notre arrivée. Ce choix s'est d'autant plus justifié que la durée relativement courte de notre séjour à Conakry et les longs déplacements prévus ne nous permettaient d'organiser les enquêtes pendant notre séjour en Guinée. Face à cette situation, nous avons recruté une équipe d'enquêteurs de l'Université Général Lansana Conté de Sonfonia pour la collecte des données à Conakry tandis que, pour les autres localités de l'intérieur du pays, notre assistant de recherche a mis à contribution son réseau professionnel pour le recrutement d'enquêteurs expérimentés sauf pour Faranah où nous nous sommes appuyé sur l'Institut Supérieur Agronomique et Vétérinaire (ISAV) de Faranah pour l'administration du questionnaire dans cette localité en mobilisant notamment des membres du personnel enseignant et des étudiants de l'ISAV. La signature d'un mémorandum d'entente entre l'ISAV et l'OIM a facilité la mise à contribution de l'ISAV dans la réalisation des enquêtes quantitatives à Faranah.

### 1.3.2. L'ENQUÊTE PAR QUESTIONNAIRE AUPRÈS DES MÉNAGES RURAUX

Une enquête représentative a été menée auprès des ménages ruraux dans différentes localités de la Guinée qui présentent le statut de zones de départ et d'installation de migrants. En choisissant d'étudier à la fois les communautés d'origine et celles de destination, nous cherchons à mieux comprendre les dynamiques variées qui structurent les liens en matière de MECC dans les communautés les plus touchées de la Guinée. De plus, ce choix permet de trianguler et de diversifier les données tout en prêtant attention aux profils des populations mobiles et immobiles face au changement climatique et à la dégradation de l'environnement. Devant la difficulté d'isoler les facteurs relevant du changement climatique et de la dégradation de l'environnement des autres facteurs politiques, économiques, institutionnels, etc., l'accent a été mis dans le questionnaire sur les déplacements volontaires, les déplacements forcés, les mobilités saisonnières, la réinstallation planifiée, les mobilités internes et externes dans les localités d'étude.

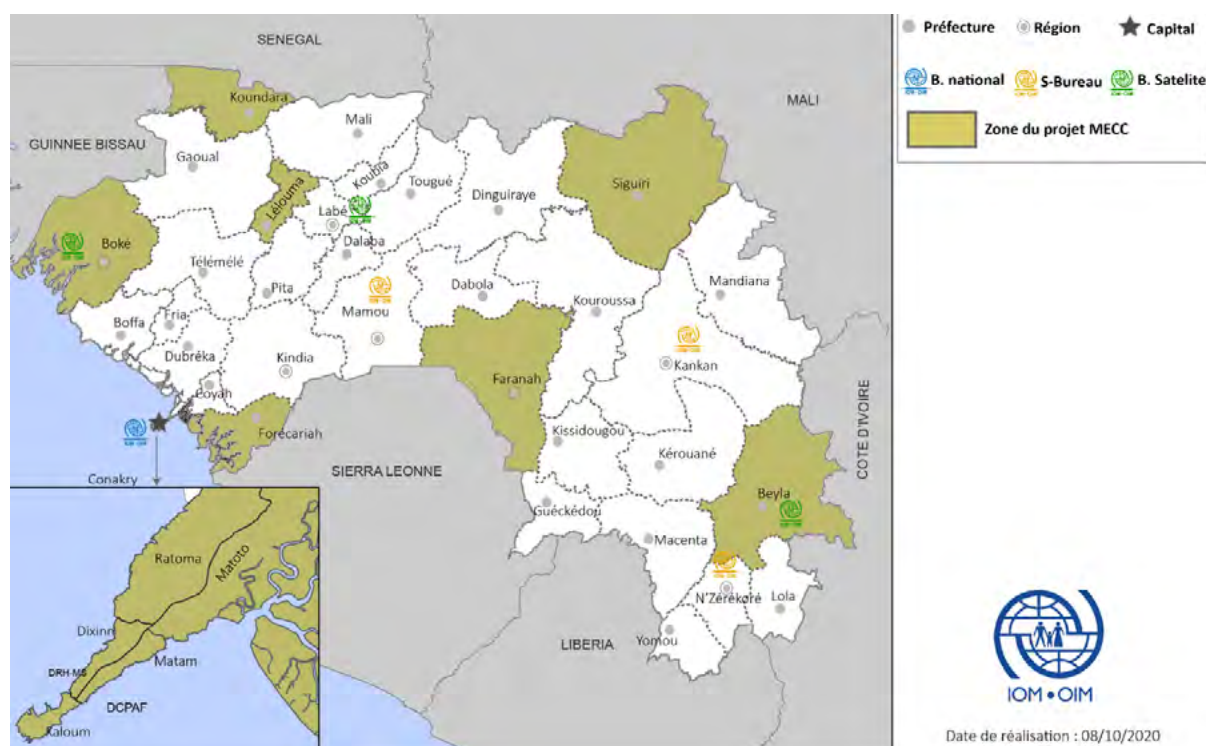


L'enquête quantitative a été axée sur les perceptions du changement climatique, ses conséquences, ses incidences sur les activités productives, ses impacts sur les migrations, les actions et activités à promouvoir pour s'y adapter, sur les voies et moyens pour développer une économie résiliente au changement climatique dans les préfectures ciblées par le projet MECC à travers notamment la promotion de métiers verts et le développement d'une économie verte.

L'enquête par questionnaire a pris la modalité d'une enquête ménage pour comprendre les effets des bouleversements environnementaux sur les conditions d'existence et sur les dynamiques migratoires. Le questionnaire a été articulé autour des rubriques suivantes : conditions d'existence, activités, usages des ressources naturelles, déterminants migratoires, incidences des bouleversements environnementaux sur les dynamiques migratoires, effets de la migration sur l'exploitation des ressources naturelles, promotion d'activités socio-économiques « sensibles » au changement climatique, bonnes pratiques en Guinée en matière d'activités génératrices de revenu contribuant à la résilience climatique et environnementale des territoires, ainsi que le potentiel en matière de création d'emplois verts dans les territoires.

L'enquête auprès des ménages a été menée dans la période allant du 19 au 26 octobre 2020. Les principaux sites de déroulement de cette enquête ont été Siguiri et Faranah (Haute Guinée), Mamou (Moyenne Guinée) et Beyla (Guinée forestière). Le choix de ces sites d'étude d'enquête s'est fait d'abord sur la base des localités d'intervention du projet Renforcement de la résilience des communautés touchées par le changement climatique et la dégradation de l'environnement en Guinée dans le cadre duquel cette étude de base est menée. Il s'agit en l'occurrence de Beyla, Boké, Conakry, Faranah, Forécaréah, Lelouma, Koundara et Siguiri. Comme on peut le constater, cinq localités parmi les huit bénéficiaires du projet ont été sélectionnés pour l'enquête quantitative auprès des ménages ruraux.

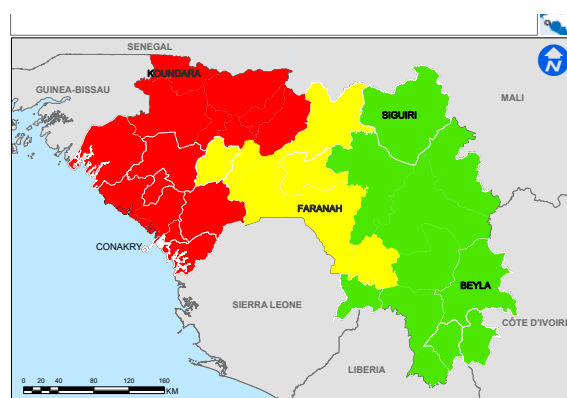
**FIGURE 2 : LOCALISATION DES ZONES D'INTERVENTION DU PROJET MECC EN GUINÉE**



Source : OIM, 2020, Division Gestion de l'information

La sélection des sites d'enquête s'est également appuyée sur la nécessité de faire ressortir la pluralité des expériences, des enjeux et des liens en matière de MECC à l'échelle de la Guinée. Comme cette étude a une couverture nationale, il était indispensable de choisir des sites de recherche qui permettent in fine de faire ressortir les singularités selon les régions naturelles, les aires administratives (régions, préfectures, sous-préfectures), les situations socioéconomiques, les milieux de résidence, le degré d'intensité des défis environnementaux, la variabilité des risques climatiques, le degré de dépendance des ressources naturelles, la nature des événements climatiques extrêmes (à survenue lente versus à survenue soudaine), les caractéristiques des migrations (motifs, trajectoires, zones de départ et de d'installation, profils des migrants, déplacements internes, migrations internationales, caractère forcé ou volontaire de la migration), etc.

**FIGURE 3 : LOCALISATION DES CINQ ZONES D'ENQUÊTE DE L'ÉTUDE DE BASE MECC**



Source : OIM, 2020, Division Gestion de l'information

L'enquête auprès des ménages a porté sur un échantillon de 570 ménages.

**TABEAU 2: RÉPARTITION DES MÉNAGES RURAUX ENQUÊTÉS**

Localité enquêtés	Nombres de ménages	Détails sur le déroulement de l'enquête
Siguiri	146	Dans chacune de ces trois localités, l'enquête a été réalisée par une équipe de cinq enquêteurs qui ont été formés au téléphone. L'enquête s'est déroulée dans la semaine allant du 21 au 27 septembre 2020. Le questionnaire a été envoyé par courriel puis les fiches d'enquête imprimées sur place. Une fois l'enquête terminée, les fiches remplies ont été acheminées à Conakry via le système de transport en commun pour y faire l'objet d'une saisie, d'un traitement et d'une analyse au moyen du logiciel STATA. Cette tâche a été confiée à des agents de saisie et à un statisticien de l'Université Général Lansana Conté de Sonfonia.
Mamou	150	
Beyla	148	
Faranah	120	L'enquête de terrain est l'œuvre de l'ISAV qui a confié l'administration du questionnaire dans les sous-préfectures de Faranah à cinq enquêteurs formés de trois enseignants-chercheurs et de deux étudiants. L'enquête a été menée du 26 au 30 septembre. Nous avons fait le point sur le déroulement de l'enquête puis récupéré les fiches d'enquête lors notre passage à Faranah pendant notre séjour de recherche dans cette localité.

Nous avons confié la réalisation des activités de collecte des localités de l'intérieur du pays (Siguiri, Beyla et Mamou) à des enquêteurs expérimentés en matière d'enquête sociologique et demeurant dans ces localités. Nous avons confié leur recrutement à notre assistant de recherche qui a mis à contribution ses réseaux professionnels et académiques dans ces localités pour sélectionner, dans chaque localité, une équipe de cinq enquêteurs devant administrer chacun au minimum 25 questionnaires à des ménages ruraux.

Compte tenu de la distance géographique de ces préfectures par rapport à Conakry, la formation des enquêteurs a été assurée par notre assistant de recherche. Celle-ci s'est faite au téléphone. Dans chaque localité, les cinq enquêteurs devaient se retrouver ensemble dans un endroit paisible pour parcourir, au téléphone mis en mode haut-parleur, l'ensemble des rubriques du questionnaire pour s'assurer d'une compréhension commune des différentes questions. Des réponses appropriées ont été fournies aux différentes interrogations posées par les enquêteurs. Une fois la formation finalisée, le budget de la collecte de données (déplacement, impression des documents, moitié des honoraires) a été mis à la disposition des enquêteurs.

Les enquêteurs ont utilisé les motos comme moyen de transport pour rallier les sous-préfectures d'enquêtes. Une fois sur place, ils devaient prendre contact avec les autorités locales pour expliquer les objectifs de l'étude et son déroulement. Une fois les ménages à enquêter identifiés, l'enquêteur réalisait le travail en remplissant le questionnaire papier. Les enquêtes ont été menées dans les langues locales, en pular à Mamou, en mandingue à Siguiro et en koniaké à Beyla. Une fois toutes les enquêtes complétées, le leader de chaque équipe devait rassembler l'ensemble des questionnaires remplis et l'envoyer à Conakry à notre assistant de recherche en utilisant le réseau de transport en commun. Heureusement, malgré les risques de perte, l'ensemble des questionnaires a pu être récupéré par notre assistant de recherche. Les données ont été saisies et ont fait l'objet d'un traitement statistique qui a été affiné au Sénégal.

Pour ce qui concerne Faranah, l'enquête a été réalisée en collaboration avec l'ISAV qui a mis à notre disposition cinq enquêteurs. La formation des enquêteurs a été assurée par l'ISAV elle-même. Après avoir disposé du budget de collecte de données, les responsables de l'ISAV ont ainsi déployé les enquêteurs sur le terrain dans les sous-préfectures sélectionnées pour abriter les enquêtes de terrain.

### Encadré 1 : Déroulement typique de l'enquête dans une sous-préfecture de Faranah

L'enquête a été menée du 28 au 30 septembre. J'ai bénéficié d'une formation sur le contenu du questionnaire et sur les critères de sélection des ménages à enquêter. J'ai mené l'enquête dans le district de Yaltia situé à 35 km de la sous-préfecture de Hermakono située à 25 km de la préfecture de Faranah. Les activités menées pour la réalisation de cette enquête sont :

- rencontre avec les activités administratives de l'ISAV ;
- mise à disposition des fiches d'enquête et de l'ordre de mission de l'ISAV ;
- prise de contact avec les autorités locales de Yaltia ;
- administration du questionnaire à 25 ménages (14 hommes et 11 femmes) ;
- remise des fiches d'enquête remplies à l'ISAV ;
- rédaction du rapport de l'enquête de terrain.

Source : Rapport d'une enquêtrice de l'ISAV

Globalement, pour l'enquête par questionnaire auprès des ménages ruraux, un total de 570 enquêtes a été réalisée dans les quatre localités d'études ainsi réparties :

**TABEAU 3 : QUESTIONNAIRES ADMINISTRÉS DANS LE CADRE DE L'ENQUÊTE AUPRÈS DES MÉNAGES**

LOCALITÉ	NOMBRE DE QUESTIONNAIRES ADMINISTRÉS				
	Nombre d'enquêteurs	Cible	Total des questionnaires	Répartition par sexe	
				Total homme	Total femme
Mamou	5	Ménages ruraux	150	92	58
Siguiro	5		146	105	41
Beyla	5		148	79	69
Faranah	5		120	67	53
TOTAL			570	346	224

### 1.3.3. L'ENQUÊTE QUANTITATIVE AUPRÈS DES MIGRANTS INTERNES À CONAKRY

Ce volet n'était pas prévu dans la démarche méthodologique initiale. Son choix a été imposé par la nécessité de mieux comprendre les déterminants des dynamiques migratoires à Conakry qui est le principal lieu d'installation des migrants internes en Guinée en raison de processus d'urbanisation, d'occupation de l'espace et de configuration de l'économie guinéenne qui contribuent à faire de l'agglomération de Conakry un important lieu d'attraction socio-économique et le site d'installation des populations victimes de l'exode rural et à la recherche de meilleures conditions d'existence dans la capitale guinéenne qui est aussi le principal lieu de concentration des activités économiques, industrielles, commerciales, administratives, éducatives, de santé, etc. du pays.

Pour ce faire, un questionnaire structuré autour des rubriques telles que l'identification, le changement climatique et la dégradation de l'environnement, les motivations migratoires, les liens avec la localité d'origine, les perceptions des changements environnementaux, les liens avec la localité d'origine, etc. a été élaboré pour obtenir des données de référence sur le profil des migrants internes et sur les incidences des facteurs liés à la dégradation de l'environnement et au changement climatique dans leurs dynamiques migratoires.

L'administration du questionnaire a été confiée à des étudiants en sciences sociales de l'Université Général Lansana Conté de Sonfonia qui ont réalisé l'enquête du 19 au 23 septembre 2020 après avoir suivi une formation de deux heures portant sur les objectifs de l'étude, le profil des enquêtés, les modalités de leur recrutement et le déroulement proprement dit de l'enquête. 129 questionnaires ont été administrés dans diverses localités de Conakry par une équipe de cinq enquêteurs.

**TABEAU 4 : QUESTIONNAIRES ADMINISTRÉS DANS LE CADRE DE L'ENQUÊTE AUPRÈS DES MIGRANTS INTERNES À CONAKRY**

ZONE	QUESTIONNAIRES				
Conakry	Nombre d'enquêteurs	Cible	Total des questionnaires	Total homme	Total femme
	5	Migrants internes	129	89	40

#### 1.3.4. LE VOLET QUALITATIF DE L'ÉTUDE

Ce volet qualitatif a reposé essentiellement sur la combinaison de trois outils de recherche : l'entretien individuel semi-structuré, le focus-groupe et les entretiens avec les acteurs institutionnels. Les entretiens individuels semi-structurés ont été menés pour compléter l'enquête auprès des ménages pour aborder plus en profondeur les liens entre migration, environnement et changement climatique selon les perceptions et les points de vue des populations locales en veillant à intégrer une diversité de profils dans les répondants : chefs de ménages, femmes, jeunes, migrants de retour, migrants internes, agriculteurs, pêcheurs, etc.

Vingt-cinq entretiens individuels semi-structurés ont été menés à Conakry auprès de migrants internes au moyen d'un guide d'entretien structuré autour des rubriques suivantes : profil, expériences, contraintes, activités, perceptions du changement climatique, conséquences, liens entre changement climatique et migration, promotion d'activités dans le domaine de « l'économie verte », etc. Les entretiens ont été réalisés en quatre jours, soit du mercredi 23 au samedi 26 septembre 2020 et la transcription a également pris quatre jours.

**TABEAU 5 : ENTRETIENS QUALITATIFS À CONAKRY**

ZONE	ENTRETIENS INDIVIDUELS AVEC DES MIGRANTS INTERNES À CONAKRY			
Conakry	Nombre d'enquêteurs	Cible	Total des entretiens	Total femme
	5	Migrants internes	25	40



Cibler ces migrants internes et même externes installés à Conakry a permis d'obtenir des données de référence sur les incidences des causes environnementales et climatiques en Guinée à partir d'une zone géographique qui offre une diversité de situations, de trajectoires et d'expériences. Ces entretiens ont été menés par une équipe de cinq enquêteurs qui ont enregistré et ensuite transcrit les entretiens avec les migrants internes. Ce qui a permis d'obtenir un corpus de données qualitatives d'une centaine de pages utiles pour mettre en lumière comment les parcours migratoires sont tributaires de la dégradation de l'environnement et du changement climatique en Guinée.

Ces entretiens individuels ont été complétés par des focus-groupes et des entretiens avec les acteurs institutionnels que nous avons menés lors de notre séjour de recherche en Guinée.

### 1.3.5. LE SÉJOUR DE RECHERCHE EN GUINÉE

Nous avons séjourné en Guinée du 28 septembre 2020 au 8 octobre 2020 pour compléter le processus de collecte de données et rencontrer sur place les principales parties prenantes du projet, notamment les acteurs institutionnels.

Nous avons mis à profit notre présence en Guinée pour organiser des focus-groupes et des ateliers communautaires à Koundara et à Faranah qui étaient les principaux sites retenus par l'OIM pour accueillir la mission de terrain composée d'employés de l'OIM (coordonnateur du projet MECC et membre de l'équipe de gestion des données et de l'information) et du consultant international. Les focus-groupes ont eu pour objectif de permettre d'analyser plus en profondeur les vulnérabilités liées au changement climatique et à la dégradation de l'environnement, surtout leurs incidences sur les dynamiques migratoires mais également d'examiner comment le changement climatique est perçu par les populations locales, surtout les femmes, quelles sont ses incidences sur les migrations à l'échelle locale, quels sont les mécanismes à promouvoir pour atténuer ses effets et enfin comment développer une économie verte résiliente au changement climatique dans les localités de mise en œuvre du projet avec une priorité à l'appui aux actions de résilience des femmes.

**TABEAU 6 : DÉROULEMENT DE LA MISSION DE TERRAIN EN GUINÉE**

LOCALITÉ	DATE	ACTIVITÉS
Conakry	29 septembre 2020	Dans chacune de ces trois localités, l'enquête a été réalisée par une équipe de cinq enquêteurs qui ont été formés au téléphone. L'enquête s'est déroulée dans la semaine allant du 21 au 27 septembre 2020. Le questionnaire a été envoyé par courriel puis les fiches d'enquête imprimées sur place. Une fois l'enquête terminée, les fiches remplies ont été acheminées à Conakry via le système de transport en commun pour y faire l'objet d'une saisie, d'un traitement et d'une analyse au moyen du logiciel STATA. Cette tâche a été confiée à des agents de saisie et à un statisticien de l'Université Général Lansana Conté de Sonfonia.

Koundara	Jeudi 01 octobre 2020	<p>Arrivée à Koundara</p> <p>Rencontre avec le directeur préfectoral de l'Environnement des Eaux et Forêts de Koundara ;</p> <p>Rencontre avec des femmes leaders de 8 groupements féminins de Koundara-centre, dont entre autres : le groupement des femmes pour la transformation des produits locaux, le groupement des femmes Fouladou-Dar-Esalam</p> <p>Rencontre avec l'ONG AJDATEK de Koundara et de jeunes leaders dont le président du CECOJ ;</p> <p>Organisation d'un focu-groupe centré sur les vulnérabilités environnementales, les incidences du changement climatique, les dynamiques migratoires, les pratiques de résilience, les activités de production, les caractéristiques de l'économie verte à promouvoir</p>
	Vendredi 2 octobre 2020	<p>Réalisation d'un focus-groupe et d'un atelier communautaire avec des femmes du groupement des femmes maraîchères de la sous-préfecture de Sam Mbailo</p> <p>Visite de périmètres agricoles de femmes (riz, maïs, haricot et arachide) et entretiens semi-structurés avec des femmes exploitantes agricoles</p>
Faranah	Samedi 3 octobre 2020	<p>Organisation d'une rencontre avec trois groupements des femmes de la commune urbaine de Faranah, en l'occurrence : le groupement des femmes Sogbaya, le groupement de Laya-Doula et le groupement de Nafa-Dandaya</p> <p>Échanges axés sur les causes, les manifestations et les conséquences du changement climatique à Faranah et dans la région naturelle de la Haute Guinée et les dynamiques migratoires dans la localité</p> <p>Réalisation d'un entretien avec le directeur préfectoral du Bureau de Stratégie et du Développement (BSD) sur l'état des lieux de la dégradation de l'environnement et du changement climatique, sur les activités à mettre en œuvre pour réduire les pressions sur les ressources naturelles et sur le développement d'activités socio-économiques résilientes au changement climatique</p> <p>Rencontre avec l'équipe de direction de l'ISAV (directeur, directeur adjoint chargé de la recherche, chef du service secrétariat central) et le personnel d'enquête (3 enseignants-chercheurs et 2 étudiants)</p> <p>Échanges centrés sur le bilan de l'enquête de terrain (formation, mise en œuvre, problèmes rencontrés, leçons et apprentissages)</p> <p>Remise des fiches d'enquête remplies dans les sous-préfectures de Faranah où l'enquête de terrain a été réalisée</p>

Conakry	Mercredi 7 octobre 2020	<p>Au siège du ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts (MEEF)</p> <p>Rencontre de débriefing présidée par le secrétaire général du MEEF avec parmi les participants : le secrétaire général du MEEF ; le chargé de mission du MEEF ; le point focal MECC au MEEF ; l'expert national en changement climatique et gestion durable du capital naturel du PNUD ; chercheurs du Centre de Recherche Scientifique de Conakry-Rogbanè (CERESOR), équipe du projet MECC de l'OIM, équipe de recherche (consultant international et assistant de recherche, consultante nationale)</p> <p>Exposé liminaire du Secrétaire général sur un état des lieux de la dégradation de l'environnement et du changement climatique en Guinée</p> <p>Présentation des résultats préliminaires de l'étude de base MECC par le consultant</p>
	Jeudi 8 octobre 2020	<p>Au siège de l'OIM</p> <p>Rencontre de débriefing</p> <p>Planification des prochaines étapes de l'étude</p>

**PHOTO 1 :**  
**RENCONTRE AVEC DES GROUPEMENTS DE FEMMES À**  
**KOUNDARA**



**PHOTO 2 : RENCONTRE AVEC UN GROUPEMENT DE**  
**FEMMES ET LE DIRECTEUR PRÉFECTORAL DU BUREAU**  
**STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT (BSD) À FARANAH**



Outre les visites de terrain qui nous ont fait parcourir près de 1800 km en cinq jours et de traverser trois régions naturelles du pays (Basse, Moyenne et Haute Guinée) et ainsi découvrir la beauté du relief et les magnifiques paysages de la Guinée en cette période de l'hivernage marquée par la luxuriance de la végétation mais aussi d'être mis à l'épreuve des nombreuses contraintes de développement du pays, notamment l'état déficient du réseau routier du pays, nous avons mis à profit notre présence en Guinée pour mener des échanges avec des acteurs institutionnels et des chercheurs universitaires sur la question du changement climatique ou de la migration.

### 1.3.6. TRAITEMENT ET ANALYSE DES DONNÉES D'ENQUÊTE

Les questionnaires ont été recueillis sur papier et compilés à la fin de l'enquête. Une équipe de 5 agents de saisie a été mobilisée pour le traitement des données du questionnaire. Les données collectées grâce au questionnaire ont été analysées grâce au logiciel STATA. Ce logiciel nous a permis de générer les données les plus pertinentes pour la recherche, de croiser les variables et ainsi de rendre compte avec des données probantes de l'état des lieux du nexus MECC dans les communautés les plus touchées de la République de Guinée en veillant à désagréger les variables selon les zones de résidence, les caractéristiques socioéconomiques des ménages, la vulnérabilité éco-géographique, les inégalités de genre et de génération, etc.

Les entretiens qualitatifs (individuels et de groupe) ont fait l'objet d'un enregistrement à chaque fois que les personnes à enquêter étaient consentantes. Les données d'entretien ont fait l'objet d'une transcription pour être exploitées et traitées avant de faire l'objet d'une analyse thématique. L'analyse s'est faite par rapport aux quatre thèmes suivants : perceptions des changements environnementaux et climatiques, impacts sur les activités de production et les conditions de vie, stratégies d'adaptation au changement climatique et à la dégradation de l'environnement, incidences sur les dynamiques migratoires, mesures à envisager dans une perspective de promotion des emplois verts. Des extraits significatifs ont été sélectionnés dans les verbatims pour illustrer, étayer et renforcer l'argumentaire.

### 1.3.7. L'ATELIER DE RESTITUTION ET DE VALIDATION

Les résultats de cette étude MECC ont été restitués et validés au cours d'un atelier organisé le vendredi 18 décembre 2020 à Conakry. Présidé par le Chef de cabinet du Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts et par la Cheffe de mission de l'OIM Guinée, cet atelier a enregistré la présence d'une cinquantaine de participants issus des institutions gouvernementales, des organisations internationales et des représentations diplomatiques, de la société civile, des centres de recherche et des universités a servi de cadre de présentation et de discussion des résultats de cette étude de base MECC. L'atelier a été organisé autour des moments forts suivants :

- une cérémonie protocolaire ;
- la présentation des résultats de l'étude ;
- les commentaires et questions des participants ;
- les réponses aux questions ;
- la mise en place de trois travaux de groupe. Les deux groupes devaient élaborer un plan d'action à partir respectivement des recommandations contextuelles et celles opérationnelles tandis que le troisième avait pour mandat de passer tout le rapport provisoire au peigne fin pour suggérer des améliorations autant sur la forme que le fond.

Les commentaires reçus pendant l'atelier de restitution et de validation ainsi ceux formulés par l'équipe du projet MECC de l'OIM Guinée ont permis de bonifier de manière substantielle le contenu de ce rapport dont la réalisation n'a manqué d'échapper à plusieurs difficultés.

### 1.3.8. DIFFICULTÉS RENCONTRÉES ET MODALITÉS DE LEUR RÉOLUTION

Plusieurs difficultés ont ponctué le déroulement de l'enquête de terrain et notre séjour de recherche en Guinée.

La première difficulté est relative à la difficulté d'identifier les migrants internes car les gens ne se perçoivent pas d'emblée ainsi. Une autre difficulté a eu trait à l'indisponibilité des répondants. Ils disaient manquer de temps à consacrer à de longs entretiens. Les enquêteurs ont ainsi été obligés de multiplier les rendez-vous avant de pouvoir s'assurer de la disponibilité d'informateurs souvent très pressés que l'entretien s'achève pour retourner à leurs activités professionnelles. Par ailleurs, certains enquêtés ont catégoriquement refusé l'utilisation de l'enregistreur pendant l'entretien, mais les enquêteurs ont usé d'un discours de persuasion sur les objectifs de l'enquête et la préservation de l'anonymat pour arriver à vaincre leur réticence.

Une difficulté totalement imprévue est liée au fait que certains répondants à Conakry ont exigé d'être payés pour répondre au questionnaire. De leur avis, beaucoup d'études sont menées sans qu'ils voient des retombées sur leurs conditions d'existence et sur leur situation socioprofessionnelle. Pour eux, les enquêteurs et les structures qui les envoient s'enrichissent sur leur dos. Il est donc légitime pour eux qu'ils réclament leur part de l'argent qui sert à financer les études pour lesquelles ils sont enquêtés. Outre l'usage de la négociation pour obtenir le consentement des personnes ciblées, les enquêteurs n'ont pas hésité à payer soit un café ou une boisson pour obtenir leur accord d'être enquêtés. Il faut reconnaître qu'un tel comportement n'est pas spécifique à la Guinée. Nous l'avons rencontré lors d'enquêtes au Sénégal, notamment auprès de groupes vulnérables en milieu urbain. C'est une réalité avec laquelle il faudra de plus en plus composer et prendre en compte ses implications aux plans éthique et déontologique ainsi que sur la qualité des données.

Parmi les autres difficultés lors de l'enquête de terrain, on peut notamment citer :

- le mauvais état des routes. Les enquêteurs devaient parcourir souvent de longues distances pour se rendre dans les sous-préfectures retenues pour l'enquête. Avec l'hivernage, ils avaient du mal à se déplacer sous la pluie et sur des pistes latéritiques ;
- la coïncidence des enquêtes avec les travaux champêtres. Certains chefs de ménage ont été peu disponibles car entièrement pris par les travaux agricoles pendant la journée. Pour s'assurer de leur disponibilité, les enquêteurs ont effectué les enquêtes en soirée ou dans les lieux d'activité professionnelle (champs, ateliers, commerces, marché, etc.) ;
- l'absence d'ordre de mission et le manque d'un document pouvant attester du caractère officiel de l'enquête. Certains enquêteurs ont déploré le fait de n'avoir pas pu disposer d'ordre de mission. Cela a rendu difficile le travail de collaboration des autorités locales. Certains sous-préfets mis au courant de l'enquête sont même allés jusqu'à interdire toute activité de collecte dans leur sous-préfecture en l'absence d'un document officiel justifiant son organisation dans les localités sous leur administration. Devant ces situations, il a été demandé aux enquêteurs de diversifier les sous-préfectures d'enquête et de bien expliquer l'approbation par le gouvernement guinéen du projet dans le cadre duquel cette étude est menée ;
- la nécessité de traduire le questionnaire en langue locale. Or le questionnaire regorge de termes savants pour lesquels il est difficile de trouver l'équivalent en langue nationale : changement climatique, économie verte, emplois verts, résilience, etc. La compréhension de ces termes par la personne enquêtée était ainsi conditionnée à l'explication fournie par l'enquêteur et à l'aisance de ce dernier dans la langue utilisée pour l'enquête. Ceci a comme conséquence un allongement de la durée de l'administration du questionnaire. Les enquêteurs devaient s'assurer que l'enquêté a bien compris le sens des questions avant de noter la réponse.

Pour ce qui est de notre séjour de recherche en Guinée, une des difficultés majeures lors de la mission a été l'éloignement de Koundara et de Faranah et l'accès difficile à ces localités du fait de routes impraticables à certains endroits. Mais ces difficultés n'ont pas affecté la programmation des activités prévues sur le terrain grâce surtout à une bonne planification de la mission et à la bonne collaboration des partenaires locaux à Koundara comme à Faranah.

Pendant nos déplacements, nous avons constaté que les pluies avaient coupé des routes notamment sur l'axe Koumbia-Gaoual, Koundara-Labé, Mamou-Faranah et Kindia-Conakry. Ce qui a fortement accru le temps mis pour parcourir les localités. Sur les cinq jours qu'a durés la mission, presque les trois jours ont été consacrés à voyager dans des conditions pleines d'incertitude. Ainsi, nous avons été bloqués pendant au moins trois heures entre Koundara et Labé au sommet des monts de la Moyenne Guinée parce que la route était devenue impraticable et totalement obstruée par des camions incapables de franchir les parties de la route rendues boueuses à cause de l'hivernage. C'est de justesse que notre chauffeur excellent et expérimenté a pu se frayer un chemin pourtant escarpé nous permettant ainsi de rallier Labé pour pouvoir continuer en direction de Faranah.

Sans la dextérité du chauffeur et sa connaissance du terrain, le séjour sur le terrain aurait pu ne pas se dérouler selon la planification initiale. Il est évident que programmer la mission de terrain pendant l'hivernage impliquait de composer avec les aléas climatiques. En plus la saison des pluies est moins propice pour observer les conséquences liées à la dégradation de l'environnement puisque la végétation était partout exubérante et les cours d'eau abondamment remplis. Si la mission était organisée en saison sèche, le paysage présenterait certainement plus les stigmates des impacts des activités anthropiques et des dommages causés par le changement climatique (feux de brousse, déboisement, érosion, assèchement des cours d'eau, etc.).



**PHOTO 3 : LE VÉHICULE DE TRANSPORT DE L'ÉQUIPE DE LA MISSION DE TERRAIN EN SORTIE DE PISTE ENTRE KOUMBIA ET GOUAL, UNE ILLUSTRATION DES CONDITIONS ARDUES DE DÉPLACEMENT À CETTE PÉRIODE DE L'HIVERNAGE**



Une autre difficulté est relative au temps relativement limité de notre séjour à Conakry. L'ampleur des objectifs de l'étude, la complexité du nexus MECC et la multiplicité des acteurs à rencontrer imposaient de disposer d'un temps d'enquête plus long pour rencontrer plus d'acteurs institutionnels et communautaires.

Enfin, notre mission de terrain s'est déroulée en pleine crise sanitaire de la COVID-19 et a coïncidé avec la campagne électorale pour l'élection présidentielle du 18 octobre 2020 mais heureusement le contexte d'incertitude sanitaire et sociopolitique imputable à ces événements n'a nullement influé sur le déroulement de la mission sur le terrain.







# DEUXIÈME PARTIE – RÉSULTATS DE L'ÉTUDE DE BASE DU NEXUS MECC EN RÉPUBLIQUE DE GUINÉE

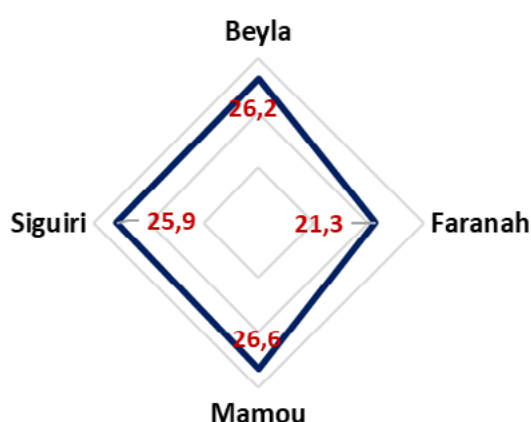
## 2.1. LE NEXUS MECC À TRAVERS LES PERCEPTIONS, LES DISCOURS ET LES PRATIQUES DE MÉNAGES RURAUX EN GUINÉE

Les données nécessaires pour rédiger cette section ont été collectées sur la base de l'enquête-ménage réalisée dans des ménages établis dans des communes rurales relevant des préfectures de Mamou, Faranah, Beyla et Siguiri. Au total, 570 individus chefs de ménages ou leurs représentants ont été enquêtés et repartis entre 223 femmes, soit 38,90% de l'échantillon contre 347 hommes soit 61,10%.

### 2.1.1. PROFILS SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES DES MÉNAGES ENQUÊTÉS

L'échantillon est quasiment équitablement réparti entre les préfectures avec une légère différence pour Faranah (21,3%) relativement aux autres préfectures. La préfecture de Mamou occupe la plus grande part de ménages enquêtés avec 26,6% de l'échantillon. Elle est suivie de Beyla et de Siguiri représentant respectivement 26,2% et 25,9% de l'échantillon des ménages.

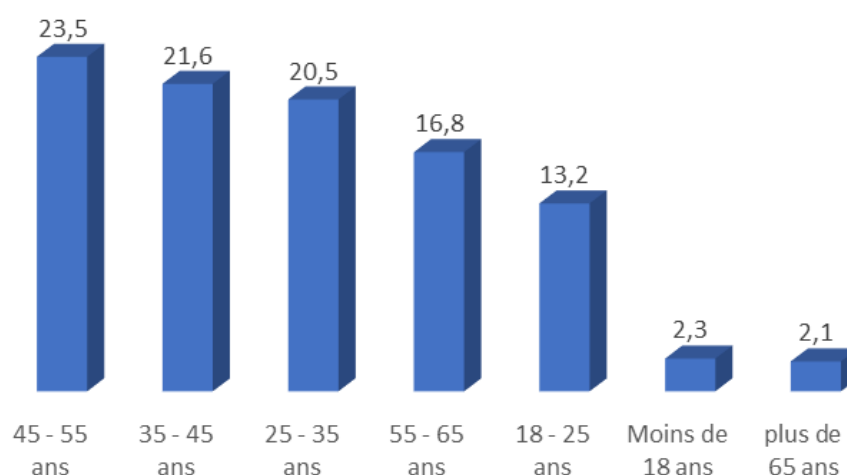
*Graphique 1: Répartition de l'échantillon par préfecture (%)*



Source : Calcul de l'auteur

Les personnes enquêtées sont pour la plupart des adultes, étant donné que 64% des répondants ont au moins 35 ans. Les moins de 18 ans représentent 2,3% des répondants alors qu'un cinquième des enquêtés est âgés entre 25 et 35 ans (20,5%). Ceux qui sont âgés entre 18 et 25 ans représentent 13,2% de l'échantillon des répondants. Cette diversité dans les âges est de nature à permettre d'obtenir une vision plus holistique des changements climatiques et des changements environnementaux ainsi qu'un aperçu de leurs différentes évolutions dans le temps.

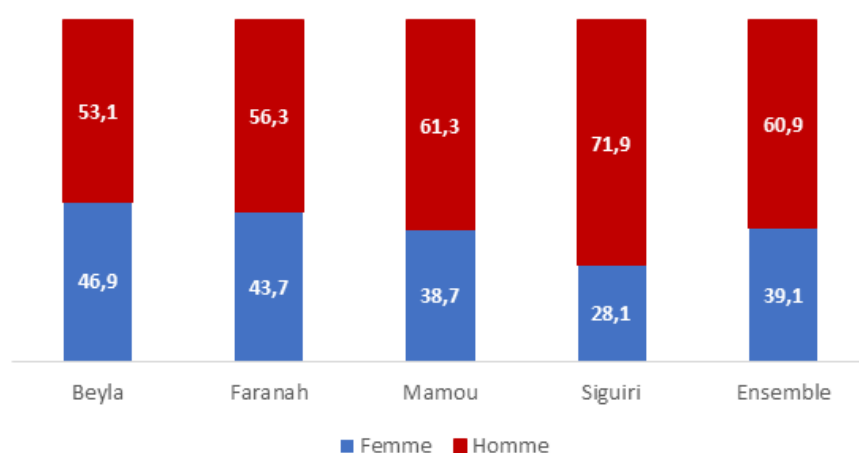
*Graphique 2: Répartition des répondants par âge(%)*



Source : Calcul de l'auteur

L'échantillon des répondants est dominé par les hommes. En effet, 3 personnes enquêtées sur 5 sont des hommes. Cette prédominance masculine se retrouve au niveau de toutes les préfectures avec un plus grand écart noté à Siguiri où 7 répondants sur 10 sont des hommes. Pour la préfecture de Beyla et Faranah, la dominance masculine est faible avec des proportions de 53,1% et 56,3% d'hommes dans les répondants.

*Graphique 3: Répartition des répondants par sexe selon la préfecture (%)*



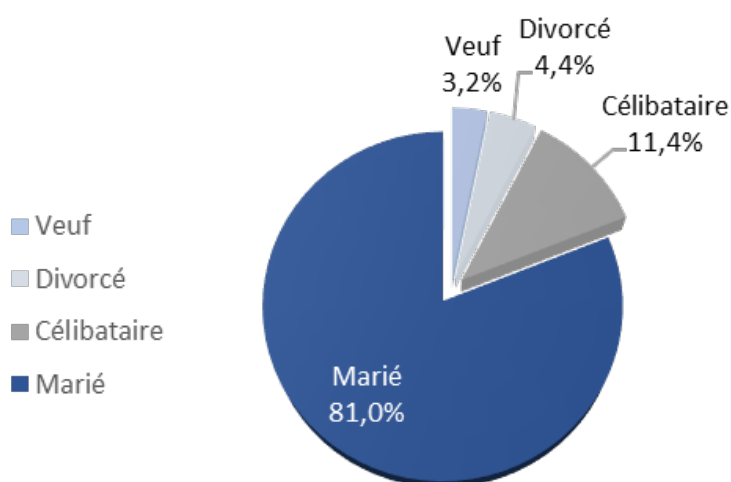
Source : Calcul de l'auteur

Malgré nos efforts pour inclure plus de mixité dans le choix des personnes interrogées, les enquêteurs ont été en majorité orientés vers les hommes qui se trouvent être les principaux chefs de ménage en milieu rural et vers qui sont dirigées les personnes de l'extérieur de surcroît venues dans le cadre d'enquêtes. Cette situation est de nature à cacher toute la dimension liée au genre que nous avons placée au cœur de cette étude.

C'est en partie pour corriger ce biais que nous avons privilégié dans les entretiens qualitatifs lors de notre mission de terrain les cibles féminines pour mieux rendre compte de leurs perceptions des changements climatiques et des bouleversements environnementaux et de leurs impacts sur les activités productives et sur les rôles et statuts socio-économiques. La prédominance des hommes parmi les personnes enquêtées reflète néanmoins l'état actuel des relations de genre au sein des familles en milieu rural. Elle illustre également une tendance à « l'effacement » des femmes lorsqu'il s'agit de répondre à des enquêtes malgré leur bonne connaissance des enjeux abordés dans le cadre de cette étude sur le nexus MECC du fait de la forte dépendance de leurs activités socio-économiques vis-à-vis des ressources naturelles.

L'échantillon des enquêtés est constitué en majorité d'individus mariés. En effet, 4 répondants sur 5 sont mariés. Ceci peut être corrélé avec la dominance des individus d'âge avancé dans l'échantillon des répondants. Les célibataires représentent 11,4% des répondants alors que les divorcés et les veufs représentent respectivement 4,4% et 3,2%. En plus comme l'enquête s'adresse aux chefs de ménage, il n'est pas surprenant que l'écrasante majorité soit dans les liens du mariage qui plus est fortement répandu en milieu rural.

*Graphique 4: Situation matrimoniale des répondants (%)*



Source : Calcul de l'auteur

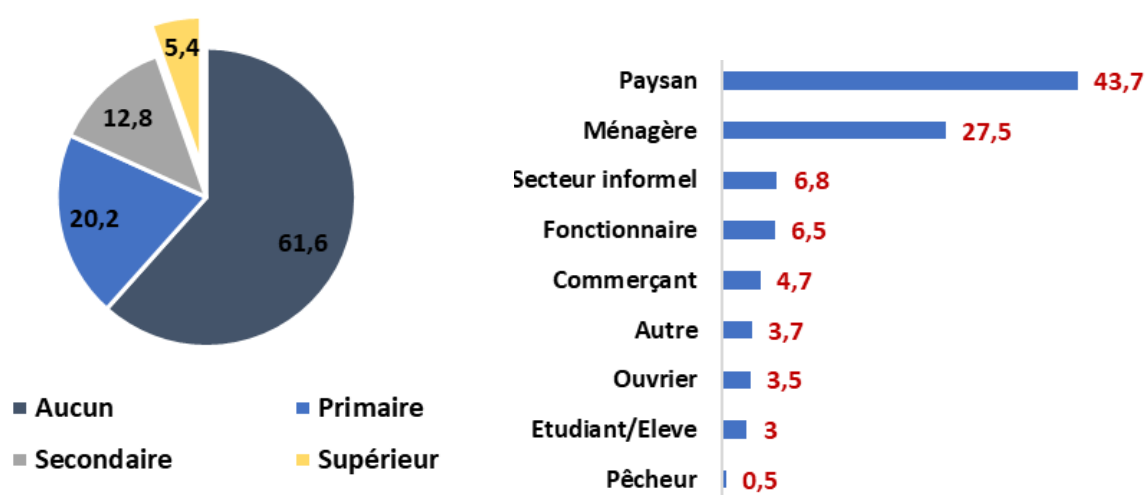
La majorité des personnes enquêtées a déclaré être sans instruction. Elles sont 61.6% à être dans cette situation. Cependant, un cinquième des répondants possède un niveau primaire, 12.8% un niveau secondaire et seulement 5,4% ont un niveau supérieur. Une telle distribution des résultats concernant le niveau d'instruction illustre une situation d'illettrisme largement répandu en milieu rural. Elle met néanmoins en lumière les défis d'accès à la scolarisation dans les campagnes où beaucoup de personnes demeurent exclues du système scolaire surtout pour les catégories d'âge majoritaires dans les enquêtes. Des efforts

substantiels ont été réalisés au cours des dernières décennies par les pouvoirs publics de la Guinée mais le fossé à combler demeure très important. Les progrès de taille sont indispensables en termes de construction d'infrastructures scolaires pour corriger les inégalités scolaires tout en luttant contre les abandons scolaires.

Concernant la catégorie socioprofessionnelle, les deux catégories les plus citées sont celles de paysan et de ménagère. 43,7% des personnes enquêtées ont indiqué être des paysans en attendant par-là que l'essentiel de leurs activités professionnelles porte sur des activités agricoles. 27,5% des personnes enquêtées sont des ménagères, terme qui, dans le cadre d'enquêtes dans les pays africains, désigne des femmes se définissant par la prépondérance des activités domestiques effectuées au sein des ménages mais qui cache l'ampleur du travail effectué dans d'autres domaines comme l'agriculture, l'élevage, la transformation de produits agricoles. Ce terme ne présente donc pas assez de fécondité pour rendre compte des multiples activités féminines. Il peut être considéré comme une manière de cantonner les femmes dans une « assignation professionnelle » assez réductrice car les femmes en milieu rural ne sont jamais uniquement des ménagères même si elles ont tendance à se définir comme telles surtout face à des enquêteurs qui n'arrivent pas à faire preuve d'une subtilité leur permettant de proposer des choix plus conformes à la réalité professionnelle des femmes.

Les répondants du secteur informel représentent 6,8% alors que les fonctionnaires ne représentent que 6,5% et les commerçants 4,7%.

*Graphique 5: Niveau d'instruction et profession des répondants (%)*

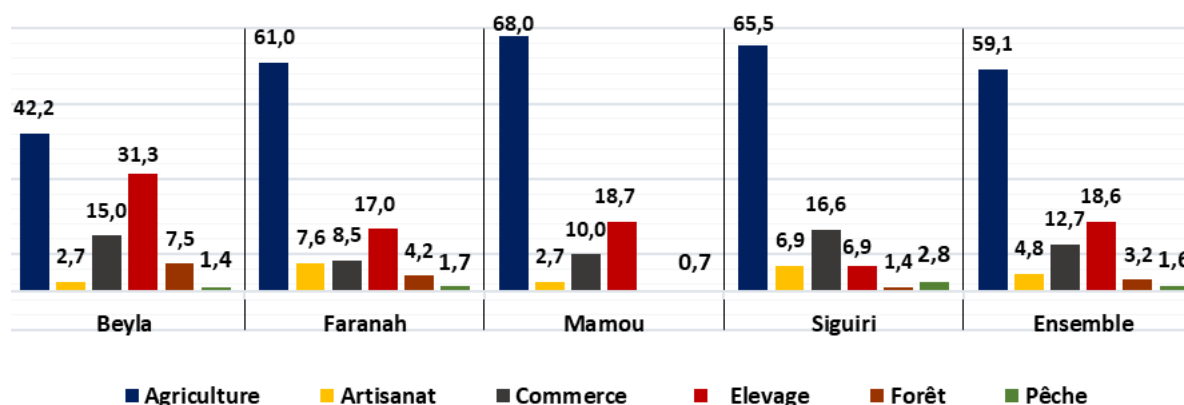


Source : Calcul de l'auteur

Dans l'ensemble, l'activité principale des populations est l'agriculture selon 59,1% des répondants. Cette dominance du secteur agricole se retrouve au niveau de toutes les préfectures. Il est suivi de l'élevage avec 18,6% et du commerce avec 12,7%. L'élevage est plus pratiqué à Beyla tandis que le commerce est relativement plus exercé à Siguiri (16,6%). Globalement, l'artisanat (4,8%), la foresterie (3,2%) et la pêche (1,6%) sont faiblement pratiqués. Cependant, l'artisanat est plus pratiqué à Faranah (7,6%) et Siguiri (6,9%), tandis que la foresterie l'est dans la préfecture de Beyla (7,5%).

Cet aperçu sur les profils des personnes enquêtées et sur les activités socio-économiques à Beyla, Faranah, Mamou et Siguiri avait pour but de donner quelques caractéristiques de base permettant par la suite de mieux comprendre leurs perceptions des changements climatiques et de la dégradation de l'environnement dans ces localités, leurs incidences sur les activités et leurs propositions sur les solutions à mettre en œuvre pour y faire face.

Graphique 6: Les principales activités socio-économiques (%)



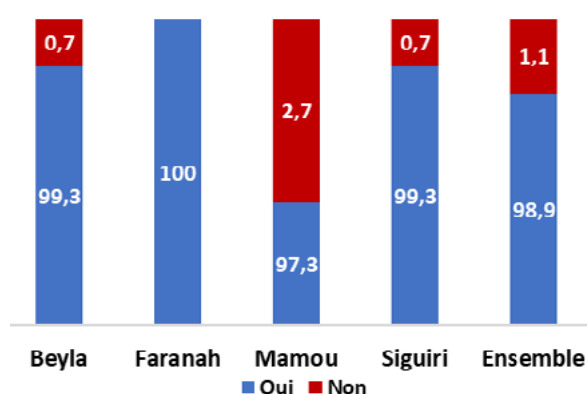
Source : Calcul de l'auteur

## 2.1.2. LES CHANGEMENTS ENVIRONNEMENTAUX : AMPLEUR, GRAVITÉ ET DÉCLINAISONS D'UN PROBLÈME CRUCIAL

Une rubrique importante du questionnaire a porté sur les perceptions des personnes enquêtées des changements environnementaux survenus dans leur localité de résidence ainsi que leurs représentations du changement climatique, de ses manifestations et de ses conséquences. Les données quantitatives recueillies à Beyla, Faranah, Mamou et Siguiri sont complétées par les entretiens qualitatifs réalisés eux à Koundara et à Faranah et qui ont le mérite d'approfondir mais surtout d'illustrer des réalités révélées par le questionnaire.

L'écrasante majorité des personnes enquêtées dans les localités d'étude affirme avoir constaté des changements dans l'environnement. Elles sont 98,9% à déclarer avoir fait le constat que l'environnement n'est plus le même. Ce fort constat est identique dans les quatre localités d'étude. Que ce soit à Beyla, Faranah, Mamou et Siguiri, les répondants ont quasi-unaniment déclaré avoir constaté des changements environnementaux. À Faranah d'ailleurs, ce constat est fait par l'ensemble des personnes enquêtées. Une situation qui met en évidence le constat des changements environnementaux dans cette localité de la Haute Guinée mais située à la lisière de la Guinée forestière.

Graphique 7: Constat de changements environnementaux (%)

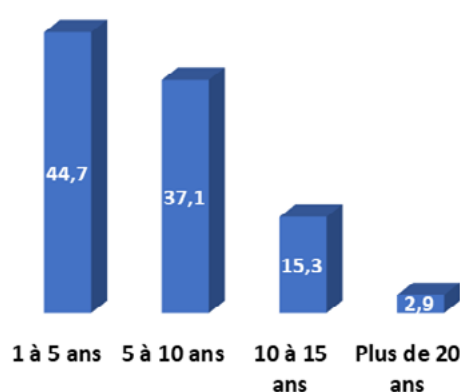


Source : Calcul de l'auteur

Le consensus sur les changements environnementaux est un indicateur pertinent des changements environnementaux en Guinée. Ceux-ci se déclinent aux yeux des populations sous des « modalités empiriquement observables » parce que : « il pleut moins » ; « les températures sont trop chaudes » ; « on n'a plus les quantités de pluie qui étaient recueillies dans le passé » ; la végétation n'est plus aussi dense que dans mon enfance » ; « les terres ne sont plus aussi fertiles qu'avant » ; « le climat n'est plus ce qu'il était » ; « certains points d'eau tarissent de manière précoce » ; « certains cours d'eau s'assèchent trop vite » ; « il y a moins de gibier en brousse » ; « les cultures ne donnent plus de bons rendements » ; « les sols se dégradent plus vite » ; « les produits non ligneux sont moins abondants » ; « on observe la récurrence de pluies totalement dévastatrices » ; « l'air est de moins bonne qualité », « le cadre de vie est jonché de déchets de toute sorte surtout de déchets plastiques », « l'insalubrité est généralisée » ; « il y a nettement plus de feux de brousse », « la nature est devenue moins généreuse », etc.

On a ici autant d'extraits de discours tirés des entretiens qualitatifs qui mettent en lumière des « preuves empiriques » puisées à même les observations personnelles des répondants de la réalité des bouleversements environnementaux qui se sont exacerbés au cours des cinq dernières années pour 44,7% des personnes enquêtées. Cependant, 37,1% les ont constatés depuis 5 à 10 ans tandis que 15,3% ont affirmé que ces problèmes se sont amplifiés depuis ces 10 et 15 dernières années. Les personnes qui pensent que ces changements ont commencé il y a plus de 20 ans sont moins nombreuses. Elles ne représentent que 2,9% des répondants. Ces résultats témoignent certes du caractère récent des changements environnementaux pour la majorité des répondants mais ils doivent être corrélés avec la répartition par âge des répondants. Du point de vue des populations enquêtées à Beyla, Faranah, Mamou et Siguiri, les changements environnementaux sont non seulement une réalité tangible mais surtout leur accentuation encore plus marquée de manière récente puisque le pourcentage cumulé des personnes ayant fait le constat du changement il y a moins de 10 ans s'élève à 81,8%.

*Graphique 8 : Durée du constat des changements environnementaux (%)*



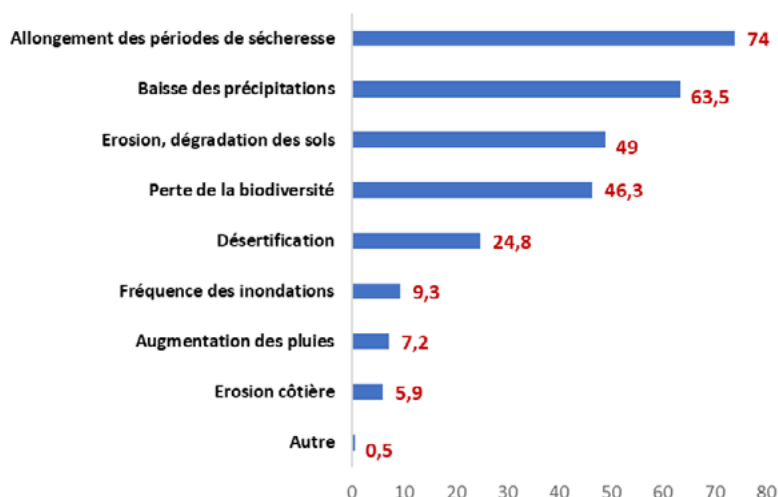
Source : Calcul de l'auteur

Après avoir fait le constat de la réalité des changements environnementaux, il était indispensable de s'intéresser à ce que recouvre le terme pour les populations enquêtées en nous s'intéressant notamment aux contenus qu'elles donnaient aux changements environnementaux.

Une rubrique importante du questionnaire a servi à recueillir les caractéristiques des changements environnementaux. D'après les réponses obtenues, nous constatons que l'allongement de la durée des sécheresses et la baisse des précipitations sont les changements environnementaux les plus marquants pour les populations. 74% des populations enquêtées considèrent la récurrence des sécheresses et l'allongement de leur durée comme révélateurs des changements environnementaux. Ce changement est résumé par l'expression « il pleut moins maintenant » qui revenait comme un leitmotiv lors de nos rencontres avec les

populations pendant notre séjour de recherche en Guinée. Les autres caractéristiques des changements environnementaux sont l'érosion et la dégradation des sols (49%) et la perte de la biodiversité (46,3%). La désertification a été évoquée par un quart des répondants tandis que 9,3% d'entre eux ont souligné la fréquence des inondations, 7,2% l'augmentation des pluies et 5,9% l'érosion côtière comme les changements environnementaux les plus importants.

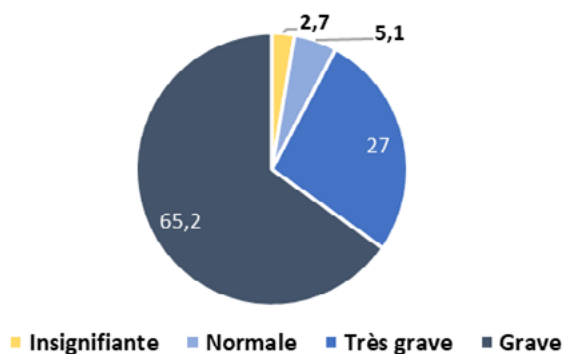
Graphique 9 : Caractéristiques des changements environnementaux (%)



Source : Calcul de l'auteur

Pour ce qui est de l'ampleur des changements environnementaux, le constat de sa gravité est partout constaté. 65,2% des répondants jugent leur ampleur grave. 27% jugent même que celle-ci est très grave. Le pourcentage cumulé des deux groupes, soit 92,2%, amène à penser que les populations ont une prise de conscience réelle de l'ampleur des bouleversements environnementaux. Ce qui devrait justifier l'adoption de mesures à la hauteur de l'ampleur des changements. En conséquence, peu de répondants ont minimisé l'ampleur des changements environnementaux. En effet, 5,1% et 2,7% trouvent respectivement la situation normale et l'ampleur des changements insignifiante. Pour des populations dont les activités socio-économiques sont fortement tributaires des ressources naturelles, ce constat n'a rien de surprenant. Il est à la hauteur des modifications qu'elles sont en mesure de détecter selon plusieurs indices empiriques puisés dans leurs observations du comportement de leurs cultures, des changements dans la répartition dans le temps et dans l'espace des quantités de pluie, par exemple.

Graphique 10 : Ampleur des changements environnementaux (%)

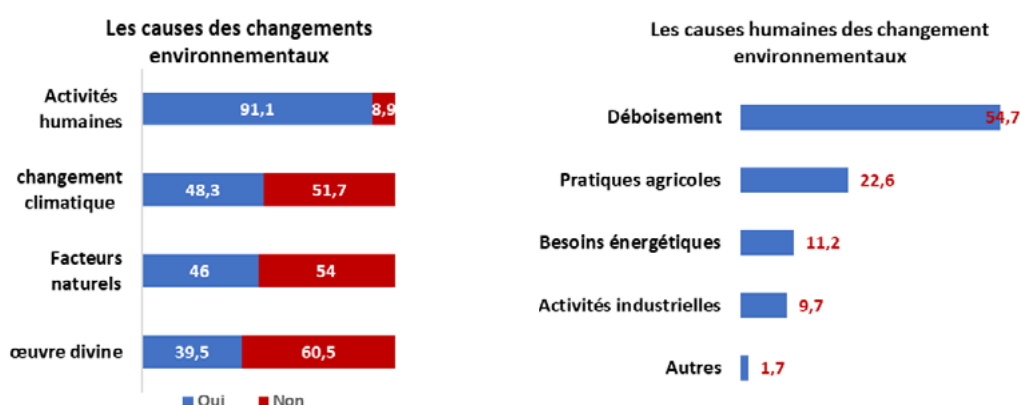


Source : Calcul de l'auteur



Interrogées sur les causes des changements environnementaux, les populations ont, dans leur écrasante majorité, désigné les activités humaines. Elles sont 91,1% à indiquer que les changements environnementaux sont imputables uniquement aux activités humaines tandis que le changement climatique et les facteurs naturels ne sont pointés du doigt que par respectivement 48,3% et 47% des enquêtés. Les personnes considérant les changements environnementaux comme une « œuvre divine » ne sont que 39,5% des personnes enquêtées. Le pourcentage de personnes privilégiant une lecture loin d'être fataliste des changements environnementaux est une dimension fondamentale dans une perspective d'intervention à travers la mise en œuvre d'actions de remédiation car il y a là un substrat propice à l'appropriation par les populations de mesures destinées à réduire l'ampleur des changements et à restaurer les écosystèmes dégradés ou à promouvoir des activités plus faiblement anthropiques.

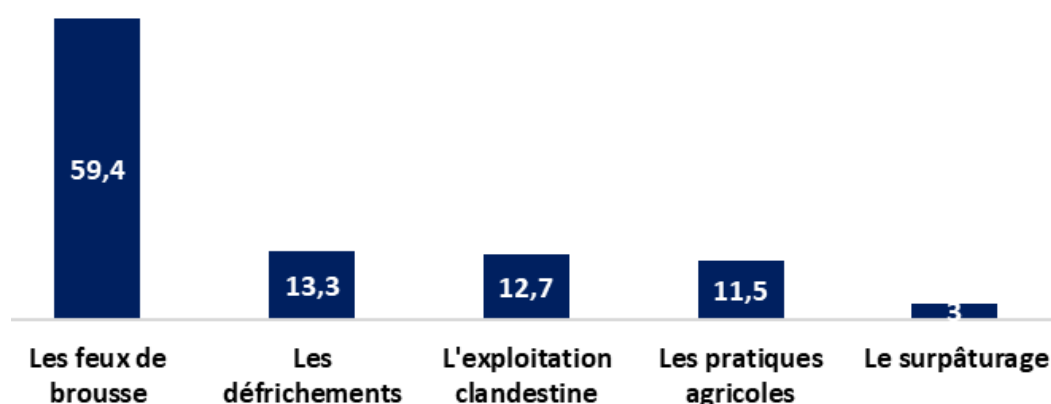
Graphique 11: Causes des changements environnementaux (%)



Source : Calcul de l'auteur

Parmi les activités anthropiques responsables, aux yeux des personnes enquêtées, des changements environnementaux, le déboisement vient au premier rang. Il est considéré par 54,7% des personnes enquêtées comme la principale cause tandis que 22,6% désignent les pratiques agricoles comme le facteur explicatif des bouleversements environnementaux. Les personnes considérant les besoins énergétiques et les activités industrielles comme étant à l'origine de la dégradation de l'environnement sont respectivement de 11,2% et 9,7%.

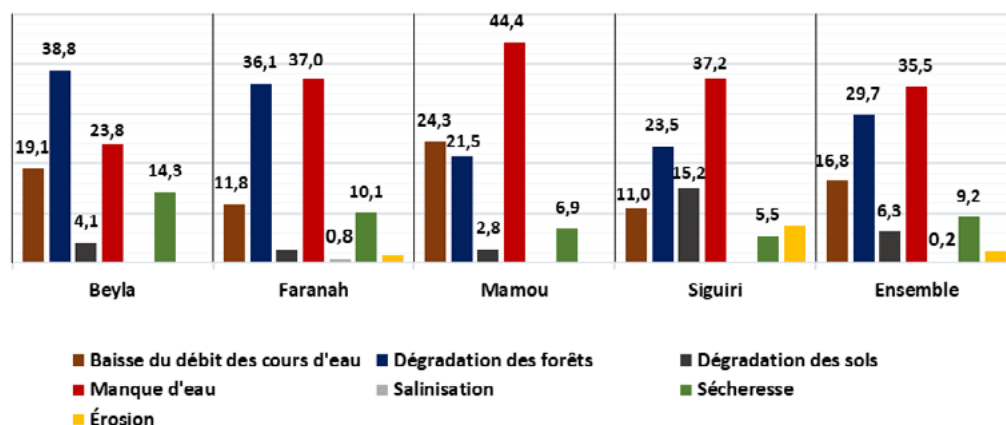
Graphique 12: Causes anthropiques de la dégradation de l'environnement (%)



Source : Calcul de l'auteur

Les changements environnementaux sont perçus comme se déclinant en des problèmes environnementaux de plusieurs natures mais ayant pour dénominateur commun leurs incidences directes sur les conditions de vie et les activités de production des populations. L'enquête révèle que les problèmes environnementaux les plus rencontrés sont le manque d'eau (35,5%), la dégradation des forêts (29,7%) et la baisse du débit des cours d'eau (24,3%).

Graphique 13: Les problèmes environnementaux (%)



Source : Calcul de l'auteur

Toutes les quatre localités d'étude sont confrontées au manque d'eau à l'exception de Beyla où la dégradation des forêts (38,8%) est plus manifeste dans cette localité de la Guinée forestière. Le fait que le manque d'eau soit considéré partout comme un problème crucial traduit une « situation paradoxale » qui tient à la distorsion des immenses ressources hydriques dont est dotée la Guinée que subsume bien le qualificatif de « château d'eau » accolé au pays et l'ampleur du manque d'eau qui est considéré par 35,5% des personnes enquêtées comme le problème environnemental le plus crucial. Le manque d'eau fait ici référence davantage à la disponibilité de l'eau potable en milieu rural guinéen. Ce que les populations indexent à travers ce terme est une absence de réponse ou une réponse insuffisamment prise en charge en matière d'investissements publics dans le domaine de l'hydraulique rurale.

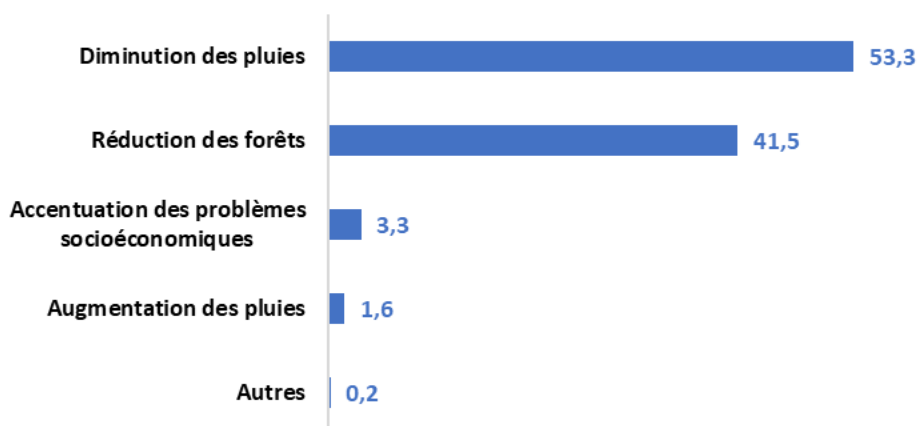
Comme montré plus haut, le changement climatique a été identifié comme une cause importante des changements environnementaux. Pour mieux rester au cœur de l'étude surtout en vue de décrypter les liens entre environnement et changement climatique, il était important d'approfondir la dimension liée au changement climatique dans le questionnaire. Ceci, afin d'examiner sa compréhension par les populations enquêtées, la définition qu'elles en donnent, les réalités auxquelles il renvoie, ses manifestations, ses causes, ses conséquences, etc.

### 2.1.3. LE CHANGEMENT CLIMATIQUE : CONTENU, MANIFESTATIONS ET IMPACTS AUX YEUX DES POPULATIONS DE BEYLA, FARANAH, MAMOU ET SIGUIRI

La plupart des personnes enquêtées ont une perception du changement climatique ancrée dans des « indices empiriques » se matérialisant à travers des changements visibles dans les écosystèmes, les pratiques de production, les conditions d'existence, etc. À la question de savoir, ce que recouvre le changement climatique, 53,3% des personnes enquêtées considèrent que le changement climatique s'exprime à travers la diminution des pluies tandis que 42,5% indiquent que la réduction des forêts en est le signe le plus tangible. Une minorité des répondants, soit 3,3%, perçoit le changement climatique comme une accentuation des

problèmes économiques. Il convient de signaler que 1,6% des enquêtés considèrent que le changement climatique s'actualise à travers une augmentation des pluies.

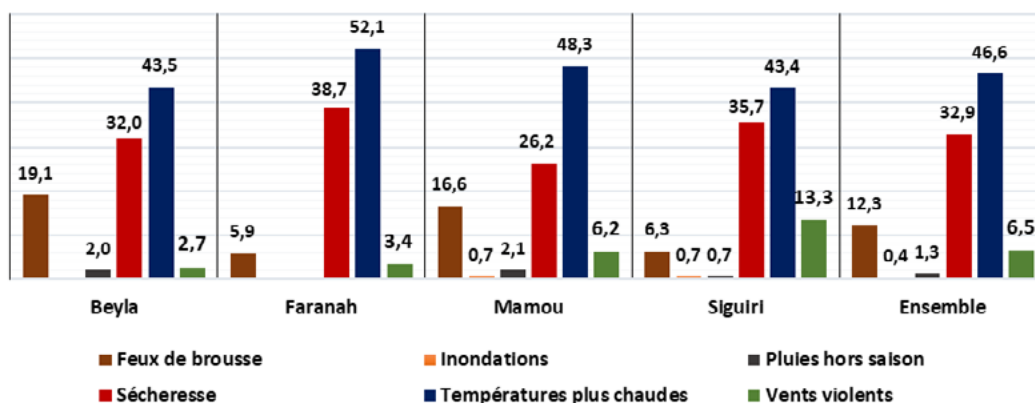
Graphique 14: Perception du changement climatique



Source : Calcul de l'auteur

Les personnes enquêtées ont également identifié des événements climatiques qui mettent en relief davantage la réalité du changement climatique. Dans l'ensemble, les événements climatiques les plus fréquents sont l'élévation des températures (46,6%), la sécheresse (32,9%), les feux de brousse (12,3%) et les vents violents (6,5%).

Graphique 15: Les événements climatiques selon la localité (%)



Source : Calcul de l'auteur

Le regard sur les événements climatiques les plus fréquents est uniforme dans les quatre préfectures. D'ailleurs, il convient de préciser que l'élévation des températures et la sécheresse sévissent plus à Faranah que dans les autres localités, avec respectivement 52,1% et 38,7%. Quant aux feux de brousse, ils surviennent le plus à Beyla (19,1%) et à Mamou (16,6%). Les vents violents sont plus enregistrés à Siguiri situé plus en zone savanienne avec 13,3%.

Il convient de préciser que les ménages ciblés dans cette enquête sont majoritairement situés dans des communes rurales de la Guinée. Comme le montre la section sur les caractéristiques socio-démographiques, il s'agit de personnes dotées d'un faible niveau d'instruction. Leur compréhension du changement climatique était conditionnée à la définition que l'enquêteur leur a proposée dans leur langue locale de déroulement de l'entretien. Il n'est pas donc étonnant que les personnes recourent à des descriptions empiriques de changements dans leur environnement et dans les conditions de vie pour rendre compte de ce qui relève à leurs yeux du changement climatique. C'est pour cette raison qu'il nous a paru important de compléter ces résultats quantitatifs par des éléments discursifs puisés dans les entretiens qualitatifs ainsi que dans les réponses aux questions ouvertes du questionnaire.

La manière dont les répondants décrivent l'évolution des impacts du changement climatique montre une prise de conscience de son ampleur mais surtout une vision « idyllique » du passé qui se voit à travers une propension à « enjoliver » le passé et à dépeindre sous des traits plus négatifs les conditions écosystémiques prévalant aujourd'hui.

Pour la Haute Guinée, ce que révèlent les entretiens, c'est surtout un environnement dégradé et un climat changeant. Les répondants insistent sur la déforestation, le raccourcissement de la saison pluvieuse, la récurrence des températures chaudes, le tarissement des cours d'eau. D'autres signes de changement sont liés à la chute des rendements agricoles, à la destruction des forêts qu'ils imputent en majorité aux sociétés minières. D'ailleurs, beaucoup de répondants ont mis l'accent sur la responsabilité des activités humaines dans la dégradation de l'environnement de la Haute Guinée. Sur ce point, les sociétés minières ont été perçues comme jouant un rôle considérable dans la destruction de l'environnement à côté de l'orpaillage et comme ayant des pratiques extrêmement néfastes pour l'environnement : pollution des cours d'eau et appauvrissement des sols à cause des rejets chimiques, destruction d'habitats naturels pour la faune et la flore.

## Encadré 2 : Le lourd tribut environnemental de l'exploitation minière

« Oui, avant l'arrivée des sociétés minières, en ce moment d'hivernage, les paysans n'ont pas besoin des puits pour laver les habits. C'est les marigots qui servaient de lieu de lavage des habits, mais présentement personne ne peut avoir le courage de partir laver les habits parce que tout est bourré et l'eau qui provient des marigots c'est comme du sirop. Tout est rouge parce que c'est des eaux qui viennent des montagnes et ces montagnes sont exploitées par les sociétés minières et présentement il n'y a pas de marigots utilisables ».

Entretien à Conakry

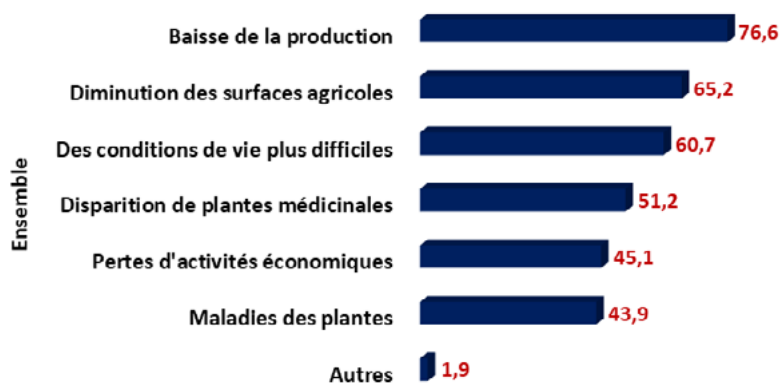
Concernant la Guinée Forestière, malgré ses abondantes richesses en biodiversité, cette région naturelle subit de multiples assauts contribuant à un recul des formations forestières suite à un déboisement intensif accentué par l'afflux de réfugiés s'y étant installés lors des conflits civils au Libéria, en Sierra Leone et en Côte d'Ivoire. L'analyse des discours fait voir que la dégradation de l'environnement en Guinée Forestière s'exprime à travers un recul notoire de la forêt du fait des activités industrielles contribuant à d'énormes ponctions sur les ressources ligneuses. Elle montre également que les perturbations pluviométriques sont devenues plus récurrentes : « on ne se retrouve plus avec la pluie, une année il peut pleuvoir moins, une autre année plus abondamment au point de laisser destructions et dévastations sur son passage » (répondant à Beyla).

Pour ce qui est de la Basse Guinée, l'analyse des réponses aux questions ouvertes montre surtout une insistance sur les destructions de la forêt de mangrove. Les pratiques dévastatrices pointées du doigt sont l'extraction du sel marin, la déforestation, les activités minières, la destruction des bas-fonds, les feux de brousse accentués par la pratique de l'agriculture sur brûlis, l'avancée du front urbain qui se fait au détriment des écosystèmes, etc. Ces changements sont considérés comme affectant les conditions d'existence par leur rôle dans leur précarisation ainsi que dans la dégradation du cadre de vie : « l'exploitation minière est en train de dévaster la nature. Nous sommes, tout le temps, incommodés par la poussière, l'air pollué. Ceci n'est rien comparé aux conséquences de leurs activités très négatives sur la nature, surtout sur les cours d'eau. Nos champs sont en train d'être détruits » (entretien à Conakry).

L'analyse des réponses données aux questions ouvertes par les populations de la Moyenne Guinée ont répertorié plusieurs changements illustratifs des changements environnementaux et des effets nocifs du changement climatique. Ils ont trait au tarissement des marigots, la tendance au raccourcissement de l'hivernage, la récurrence des feux de brousse, le manque de pâturages, la destruction de la végétation surtout du fait du déboisement.

À la question de savoir quels sont les impacts globaux des changements climatiques, il ressort de l'enquête quantitative que les dimensions les plus affectées sont la baisse de production, la diminution des surfaces agricoles, le durcissement des conditions de vie, la perte de plantes médicinales, la perte d'activités économiques et enfin les ravages affectant les plantes. En effet, selon 76,6% des enquêtés, le principal impact des changements climatiques sur l'activité socio-économique est la baisse de la production. Il s'ensuit la diminution des surfaces agricoles (65,2%), des conditions de vie devenues plus difficiles (60,7%). Un peu plus de la moitié des répondants a évoqué la disparition des plantes médicinales comme un impact des changements climatiques sur l'activité socio-économique (51,2%). La perte d'activités économiques et les maladies des plantes ont été le moins soulignées par les répondants avec respectivement des proportions de 45,1% et 43,9%.

*Graphique 16: Impacts globaux des changements climatiques (%)*



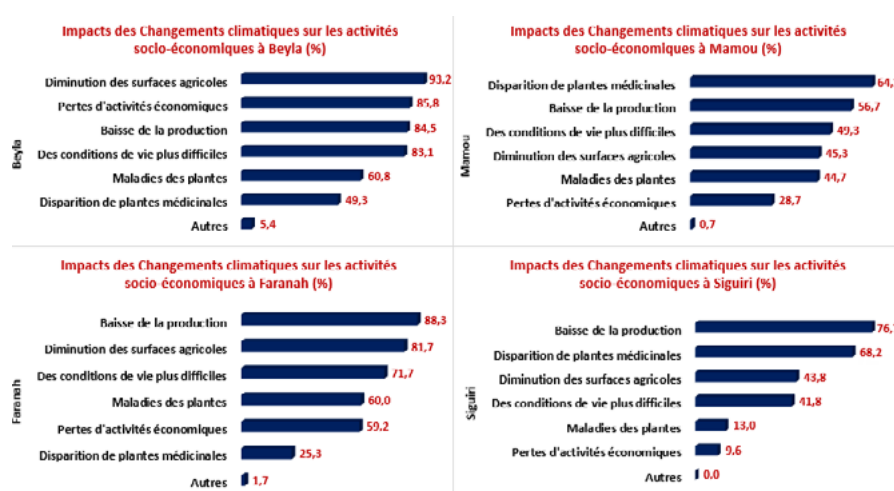
Source : Calcul de l'auteur

Les impacts globaux du changement climatique ne sont pas uniformes selon les localités d'enquête. L'ampleur de l'impact des changements climatiques sur les activités socio-économiques diffère d'une préfecture à une autre. En effet, les personnes enquêtées à Beyla se considèrent comme plus impactées par la diminution des surfaces agricoles (93,2%), les pertes d'activités économiques (85,8%), la baisse de la production (84,5%) et des conditions de vie plus difficiles (83,1%). La vie socio-économique de la préfecture de Mamou, important carrefour routier et localité caractérisée par le poids des activités commerciales au plan économique, semble être relativement la moins impactée par les changements climatiques. Néanmoins, 64,2% des personnes qui ont été enquêtées considèrent la disparition des plantes médicinales comme un

impact des changements climatiques, de même que la baisse de la production (56,7%). Dans la préfecture de Faranah, les principaux impacts sur les activités socio-économiques sont la baisse de la production (88,3%), la diminution des surfaces agricoles (81,7%) et des conditions de vie plus difficiles (71,7%). Enfin, les activités socio-économiques de la préfecture de Siguiri sont plus impactées par la baisse de la production (76,7%) et la disparition des plantes médicinales (68,2%).

Cette variabilité dans le classement des secteurs les plus impactés par le changement climatique ne doit pas occulter le fait que pour la majorité des personnes interrogées, le changement climatique est porteur de changements négatifs drastiques au plan environnemental et affecte les secteurs économiques dépendant de l'utilisation des ressources naturelles : agriculture, foresterie, élevage, pêche, etc.

*Graphique 17: Impacts des changements climatiques sur les activités socio-économiques des régions (%)*



Source : Calcul de l'auteur

### Encadré 3 : La baisse des rendements, un révélateur des changements drastiques dans le cycle pluviométrique selon les femmes de Koundara

«Nous sommes dans la culture de l'arachide et de l'oignon mais nous constatons une baisse des rendements d'année en année. On pouvait atteindre 10 sacs pour la récolte mais aujourd'hui nous dépassons difficilement 3 sacs. Pour l'oignon, avec une boîte, on pouvait obtenir 2 à 3 sacs mais aujourd'hui les choses ne sont plus ce qu'elles étaient. La perturbation dans la pluviométrie est notre plus grand problème [...]. Quand les enfants ne travaillent pas, cela nous fatigue car tout est à la charge de la mère. C'est pourquoi il est indispensable d'appuyer les mères».

Présidente de groupement féminin à Koundara, octobre 2020

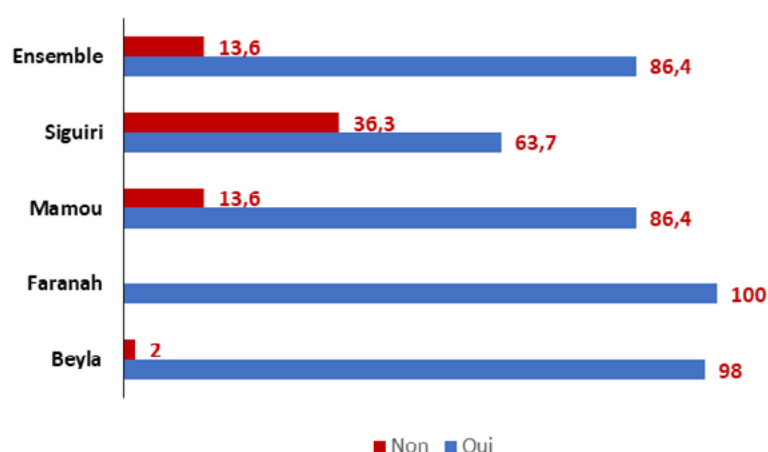


## 2.1.5. ADAPTATION DES MÉNAGES RURAUX À LA DÉGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT ET AU CHANGEMENT CLIMATIQUE : LA PLACE DE MIGRATIONS

Face à un contexte environnemental en bouleversement et devant l'accélération du changement climatique, la recherche de pratiques adaptatives est d'une importance cruciale pour les ménages ruraux, qui plus, est dans un contexte socio-économique où les pouvoirs publics sont dans l'incapacité de répondre efficacement à leurs besoins sociaux de base (accès à l'eau, amélioration des conditions d'existence, équipements de santé, infrastructures éducatives, etc.).

Dans l'ensemble, 86,4% des répondants ont dit savoir s'adapter au contexte de changements environnementaux. Cette capacité d'adaptation est plus forte à Faranah, où tous les enquêtés se sont adaptés aux changements environnementaux, et à Beyla qui enregistre 98% des répondants ayant pu s'adapter au contexte de changements environnementaux. En revanche, la capacité d'adaptation est plus faible à Siguiri (36,3%) et à Mamou (13,6%).

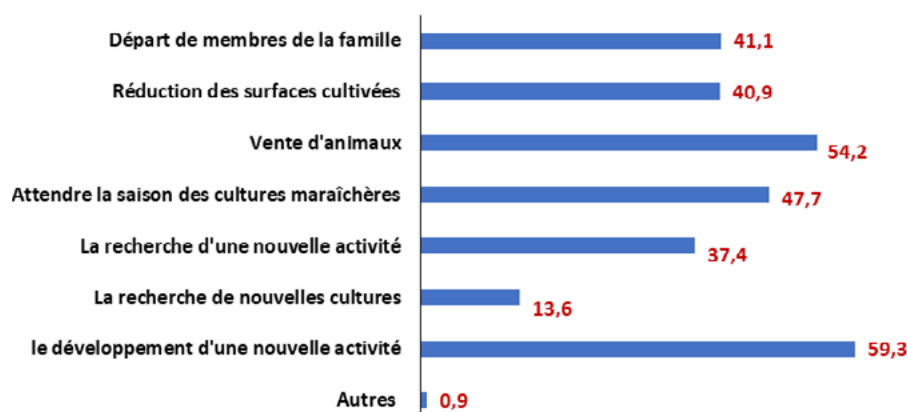
*Graphique 18 : Adaptation au contexte de changements environnementaux (%)*



Source : Calcul de l'auteur

Les stratégies les plus adoptées pour faire face aux impacts des changements environnementaux sont: le développement d'une nouvelle activité (59,3%), la vente d'animaux domestiques (54,2%) et l'attente de la saison des cultures maraîchères (47,7%). Cependant, 41,1% ont quitté leur famille et 40,9% ont réduit leurs surfaces cultivées. La recherche d'une nouvelle culture est la stratégie la moins engagée pour faire face aux changements environnementaux.

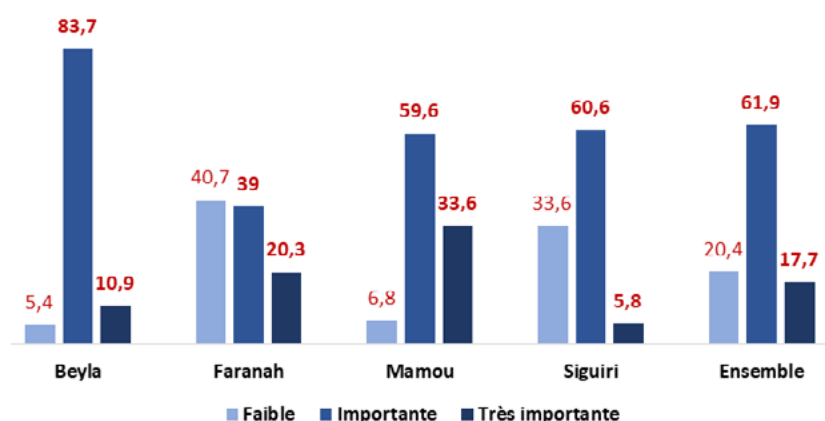
Graphique 19 : Pratiques d'adaptation des populations face aux changements environnementaux (%)



Source : Calcul de l'auteur

Globalement, la migration occupe une place importante dans les actions engagées pour faire face aux changements environnementaux. 6 répondants sur 10 considèrent la migration comme la pratique adaptative par excellence face aux changements environnementaux. De plus, 17,7% des enquêtés pensent même que sa place est très importante. Cette importance donnée à la migration dans les stratégies d'adaptation se retrouve dans toutes les préfectures. Celles de Faranah et Siguiri enregistrent plus de répondants qui pensent que la place qu'elle occupe est faible, avec respectivement des proportions de 40,7% et 33,6%. Il semblerait que c'est à Mamou et à Beyla où la migration est plus adoptée comme stratégie puisque, dans la première 33,6% pensent que la place de la migration est très importante, en sus 59,6% pensent qu'elle est juste importante, tandis que dans la seconde, 83,7% des répondants considèrent qu'elle est importante alors que 10,9% pensent qu'elle est très importante.

Graphique 20 : Place de la migration comme pratique d'adaptation (%)

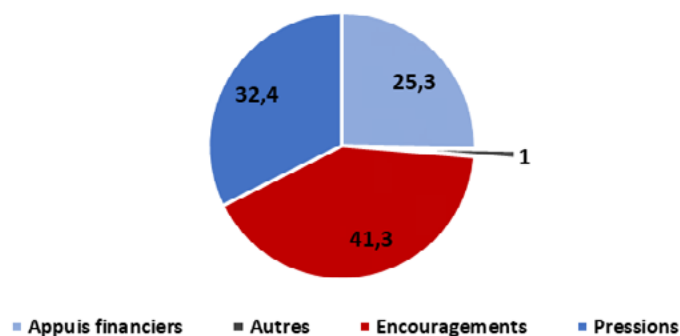


Source : Calcul de l'auteur

Il convient cependant de signaler que malgré le fait que la grande majorité des répondants considère que la migration occupe une place importante voire très importante dans les actions engagées face aux changements environnementaux, la majorité déclare que cette action est inappropriée pour la résilience. En effet, 55,8% des répondants pensent qu'elle est inappropriée contre 44,2% qui pensent le contraire.

Par ailleurs, il est sorti des analyses que la décision des hommes d'aller en migration est souvent influencée par les femmes. En effet, 41,3% des répondants affirment que les femmes encouragent les hommes à migrer, 32,4% révèlent qu'ils subissent des pressions de la part des femmes et une personne enquêtée sur quatre confie que les hommes migrants bénéficient d'appuis financiers des femmes.

Graphique 21 : Influence des femmes sur la décision de migrer (%)

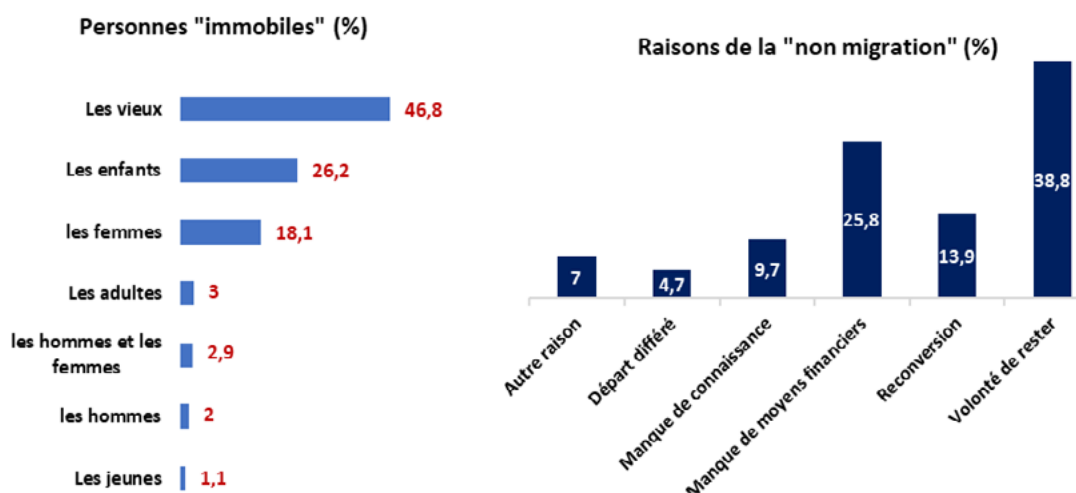


Source : Calcul de l'auteur

À Beyla, Faranah, Mamou et Siguiri, le départ en migration est majoritairement le fait des jeunes et des adultes à la recherche de revenus plus importants pour prendre en charge leurs familles restées en milieu rural mais aussi pour accroître leurs chances de mobilité socio-économique dans un contexte de morosité économique et de dégradation des conditions d'existence en milieu rural notamment. Les données qualitatives mettent en lumière des motivations intimement liées à la dégradation de l'environnement et aux effets néfastes du changement climatique pour expliquer la place conférée aux migrations dans les pratiques d'adaptation des ménages.

L'étude montre que les catégories sociales les moins concernées par la migration sont les personnes âgées (46,8%), les enfants (26,2%) et les femmes (18,1%). Ceci implique que les gens qui se lancent le plus dans la migration sont les adultes et les jeunes, plus particulièrement les hommes.

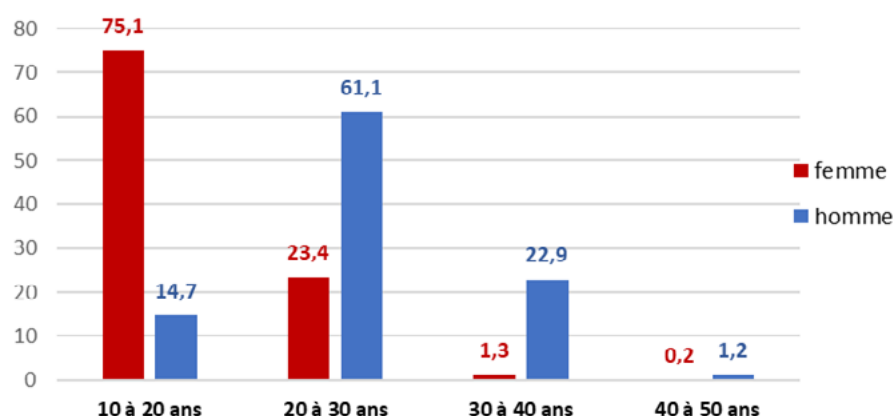
Graphique 22 : Personnes « immobiles » et raisons de leur « non-migration » (%)



Source : Calcul de l'auteur

Selon les répondants, la quasi-totalité des migrants de sexe féminin ont moins de 30 ans (98,5%). En effets, les trois quarts affirment que les femmes qui migrent ont moins de 20 ans et 23,4% témoignent qu'elles sont souvent âgées entre 20 et 30 ans. Concernant les hommes migrants, la plupart sont des jeunes de 20 à 30 ans selon 6 répondants sur 10. Ils sont suivis des individus de 30 à 40 ans (22,9%) et les hommes de moins de 20 ans (14,7%).

Graphique 23 : Tranche d'âge des hommes et des femmes migrants (%)

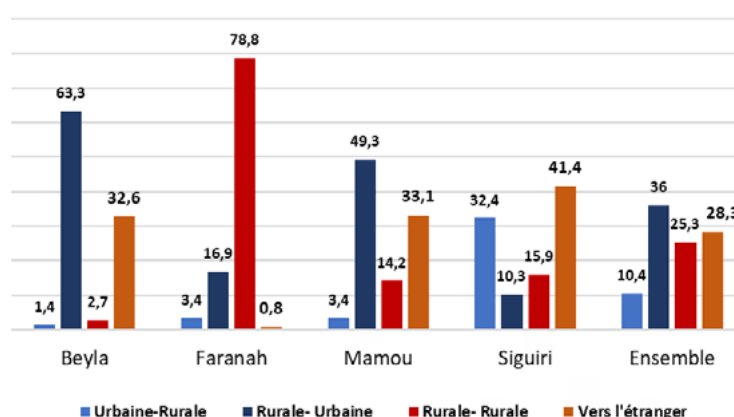


Source : Calcul de l'auteur

Dans l'ensemble, l'exode rural est la forme de migration la plus partagée. En effet, 36% des répondants révèlent que les migrants quittent le milieu rural pour rejoindre le milieu urbain. Cependant, près de 3 enquêtés sur 10 pensent que la migration vers l'étranger est plus pratiquée alors que 25,3% ont constaté des migrations entre milieux ruraux. La mobilité urbaine vers le rural ne représente que 10%.

La forme de mobilité des migrants diffère d'une préfecture à une autre. Pour les préfectures de Beyla et Mamou, le déplacement des zones rurales vers les villes est plus pratiqué avec des proportions respectivement de 63,3% et 49,3%. En revanche, à Faranah c'est la mobilité intra-rurale qui domine avec 78,8% et à Siguiri, c'est la migration vers l'étranger qui est la plus pratiquée.

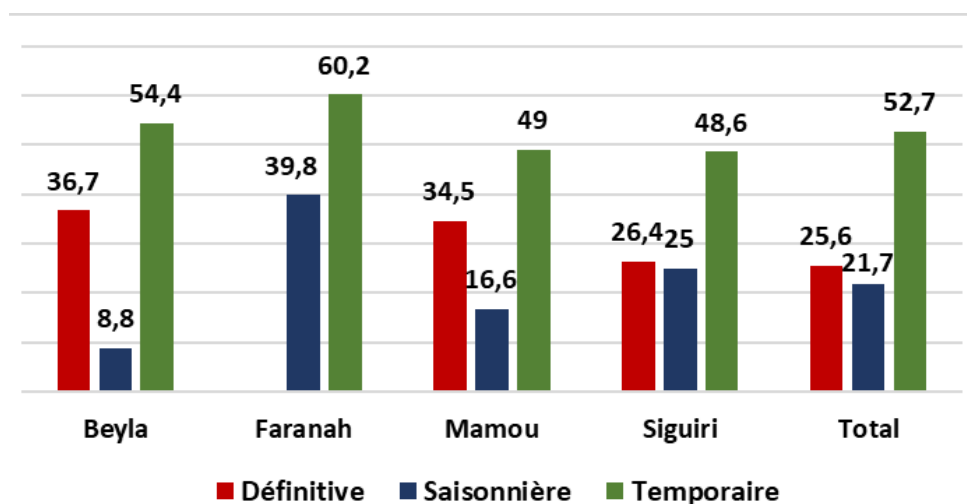
Graphique 24 : Formes de mobilité (%)



Source : Calcul de l'auteur

Globalement, la plupart des migrations sont temporaires (52,7%). Ce constat est unanime au niveau des préfectures. En revanche, un quart des répondants révèlent que souvent les migrations sont définitives. La migration saisonnière est plus fréquente à Faranah avec une proportion de 39,8%.

Graphique 25 : Durée de la migration (%)



Source : Calcul de l'auteur

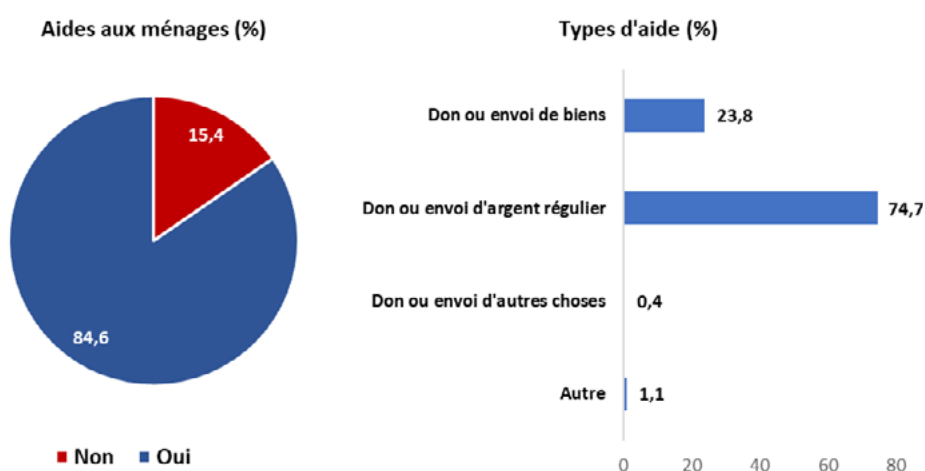
Dans les quatre localités, les moyens utilisés pour réagir face aux chocs environnementaux et aux risques climatiques sont d'opter dans un premier temps pour une migration saisonnière faite d'alternance entre installation en milieu urbain pendant la saison sèche et revenir au village pendant les mois d'hivernage. Mais, pour beaucoup de ménages, cette installation en ville pensée au départ comme provisoire se transforme rapidement en séjour de plus longue durée, voire en installation définitive en ville où l'économie informelle offre une palette d'activités de survie permettant de gagner des revenus et surtout des facilités d'insertion pour des migrants internes le plus souvent ne possédant pas des qualifications scolaires et professionnelles pour s'orienter vers d'autres secteurs.

L'exode rural n'est pas la seule stratégie d'adaptation des ménages ruraux face aux multiples risques d'ordre environnemental, climatique, socio-économique, etc. auxquels ils sont exposés, le départ vers des zones minières figure parmi les stratégies d'adaptation des ménages tout comme la recherche d'opportunités économiques alternatives dans le secteur de l'orpaillage. La trajectoire de migrants de la localité de Siguiri en Haute Guinée illustre ce type de trajectoire ainsi que l'ancrage des pratiques d'adaptation dans le secteur de l'orpaillage. Ce dernier connaît actuellement un essor à Siguiri qui devient ainsi un foyer d'attraction pour des migrants internes guinéens qui abandonnent leurs activités agricoles dans leurs localités d'origine pour une reconversion dans l'extraction aurifère artisanale qu'ils considèrent comme permettant des possibilités d'enrichissement plus rapide. Ce qui est indispensable pour contribuer à la prise en charge de la famille, mais également pour épargner en vue de financer un futur projet migratoire international dans les pays limitrophes ou bien en Europe qui passe dans beaucoup de cas par les chemins hautement risqués de l'émigration clandestine. Parmi les profils des orpailleurs originaires d'un milieu rural de la Guinée, il y a certes une diversité de profils mais pour l'essentiel, on retrouve de jeunes ruraux, des producteurs agricoles, des exploitants forestiers, bref des ruraux à la recherche d'activités alternatives à leurs activités subissant les contrecoups du changement climatique et de la dégradation de l'environnement dans leurs localités d'origine.

Généralement, l'enquête montre que les migrants viennent en aide à leurs familles. En effet, 84,6% des répondants témoignent que les migrants viennent en aide à leur famille. Le type d'aide le plus reçu des migrants est le don ou l'envoi d'argent régulier, c'est ce qu'affirment environ trois quarts des enquêtés. Il

s'ensuit le don ou envoi de biens avec 23,8%.

*Graphique 26 : Aides aux ménages dans les localités d'origine et types d'aide (%)*



Source : Calcul de l'auteur

Les transferts de fonds des migrants internes sont une source de revenus vitale pour de nombreuses familles rurales. Ils sont un élément indispensable de leur résilience face aux chocs environnementaux et aux contraintes économiques et sociales : inondations, mauvaises récoltes, perte de bétail, feux de brousse, destruction de terres agricoles, déboisement, sécheresses, insécurité alimentaire, manque d'eau, etc. Les ménages ont déployé des stratégies pour contrecarrer les effets néfastes des risques générés par le changement climatique. Des solutions endogènes ont été explorées certes pour amoindrir l'intensité des risques et désastres naturels mais une bonne partie des stratégies de résilience a reposé sur les migrations internes et internationales.

C'est pour cela que l'analyse du profil, des parcours, des motivations, des liens avec le milieu d'origine, etc. des migrants internes établis à Conakry est d'une réelle importance pour mieux comprendre les liens entre environnement, changement climatique et migrations en République de Guinée.

## 2.2. LE NEXUS MECC À L'ÉPREUVE DE LA RÉALITÉ: PROFILS, MOTIVATIONS ET TRAJECTOIRES DES MIGRANTS INTERNES À CONAKRY

Il y a une dimension où il est possible d'examiner l'intensité et l'étroitesse des liens entre migration, environnement et changement climatique, ce sont bien les profils, les motivations et les itinéraires des migrants internes établis à Conakry qui est le lieu de d'installation de nombreux migrants internes en raison de son statut de principal lieu de concentration des activités administratives, économiques, scolaires, commerciales, etc. de la Guinée.

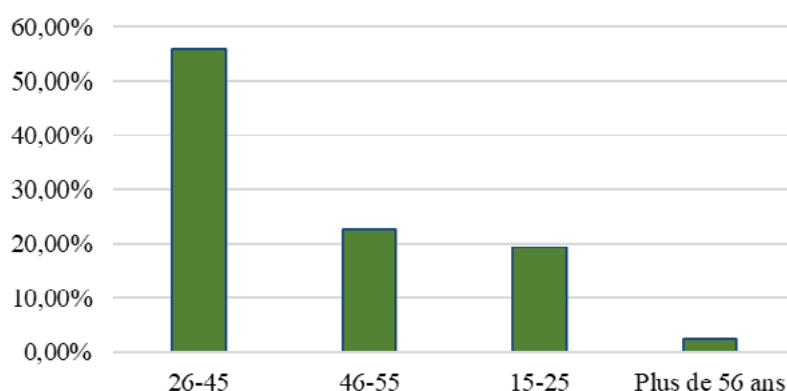
S'intéresser aux trajectoires des migrants internes permet de disposer d'un regard précieux sur les incidences de la dégradation de l'environnement et du changement climatique sur les dynamiques migratoires en Guinée. Les données nécessaires pour mettre en lumière les liens ont été collectées sur la base d'une enquête interne auprès de 129 migrants internes dont 40 femmes, soit 31% de l'échantillon. Elles sont complétées par 30 entretiens qualitatifs approfondis avec 25 migrants internes dont 5 femmes, soit 20% de l'échantillon.



### 2.2.1. PROFILS DES MIGRANTS INTERNES DE CONAKRY

L'âge des migrants internes est situé dans les tranches d'âge de 26-45 pour 55,80% ; 46-55 pour 22,50% ; 15-25 pour 19,40% ; plus de 56 pour seulement 2,30%.

*Graphique 27 : Répartition des migrants internes selon le groupe d'âge (%)*



Source : Calcul de l'auteur

Globalement, 55,8% des personnes enquêtées à Conakry sont situées dans le groupe d'âge des 26-45 ans tandis que ceux âgés entre 46 et 55 ans font 22,5% de l'échantillon. Les jeunes constituent 19,40%. Ceci met en lumière que les mobilités internes sont le fait des jeunes et des adultes, ce qui est corroboré du reste par l'enquête en milieu rural où la majorité des ménages a souligné que la migration concerne surtout les jeunes et les adultes. C'est donc une population active qui quitte les zones rurales pour venir s'établir à Conakry. Ce qui implique moins de bras pour les travaux champêtres et pour les autres activités des ménages ruraux. C'est également la couche la plus dynamique et celle la plus portée sur les changements indispensables pour améliorer les conditions d'existence dans les milieux ruraux qui opte pour une installation en ville.

Cette situation n'est pas sans conséquences sur la résilience des milieux ruraux face à la dégradation de l'environnement et au changement climatique. Certes, les envois monétaires sont d'une précieuse utilité pour la survie des ménages mais pour des dynamiques de résilience plus pérennes, des ressources humaines sont indispensables pour développer des initiatives permettant de concilier gains économiques et préservation de l'environnement qui sont au cœur de l'économie verte devant sous-tendre les pratiques des ménages dans une perspective de promotion d'économies rurales résilientes au changement climatique.

Les migrants internes enquêtés à Conakry sont majoritairement des hommes. Ils représentent 69% de l'échantillon contre 31% de femmes. Des efforts ont été faits dans la prise en compte de la dimension genre pour mieux mettre en lumière leurs parcours et leurs motivations. Cela a permis d'inclure plus de femmes dans les dernières journées de l'enquête pour veiller à une prise en compte de la diversité liée au genre.

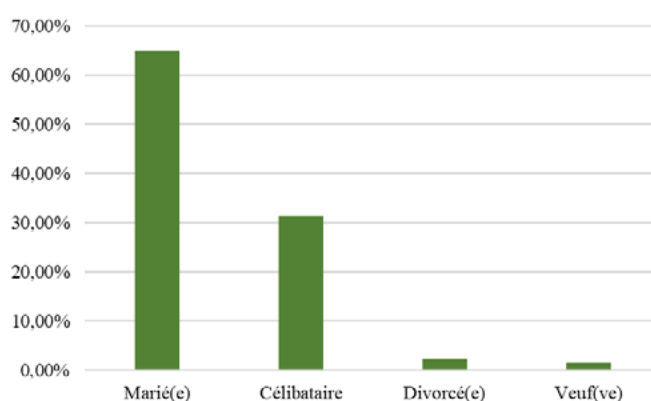
La migration interne n'est pas uniquement l'apanage des hommes même s'ils sont plus nombreux dans les ménages ruraux à le faire en raison de prescriptions socio-culturelles conférant à l'homme le rôle de pourvoyeurs de revenus. Mais actuellement, des bouleversements en profondeur sont observables en milieu rural guinéen et qui mettent en lumière des dynamiques d'autonomisation socio-économique chez les femmes. Déjà elles assument d'immenses responsabilités domestiques et socio-économiques en milieu rural à titre d'épouses, de mères et de productrices mais également comme principales responsables des besoins liés à l'énergie (pour la cuisine) et à la recherche de l'eau (de boisson).

Le rôle socio-économique des femmes se trouve accentué dans un contexte de départ en migration des hommes mais aujourd'hui des femmes (jeunes et adultes) sont de plus en plus nombreuses à venir s'établir à

Conakry et à s'insérer au plan professionnel dans le commerce ambulant, la vente de détail, la restauration, l'entretien ménager, la transformation de produits halieutiques, etc. La débrouillardise des femmes et leur résilience se laissent voir près des carrefours routiers, dans les marchés installés, le long des routes où on les retrouve en grand nombre les bras lestés de produits destinés à la vente ambulante (tissus, produits de beauté, produits alimentaires, etc.) si elles ne sont pas devant une table, occupées par la préparation de repas destinés à la vente.

Pour ce qui est de la situation matrimoniale des personnes enquêtées à Conakry, la majorité est mariée, soit, 64,8%. Les célibataires représentent 31,30% de l'échantillon tandis que les divorcés et les veufs constituent respectivement 2,3% et 1,6%.

*Graphique 28 : Situation matrimoniale des migrants internes (%)*

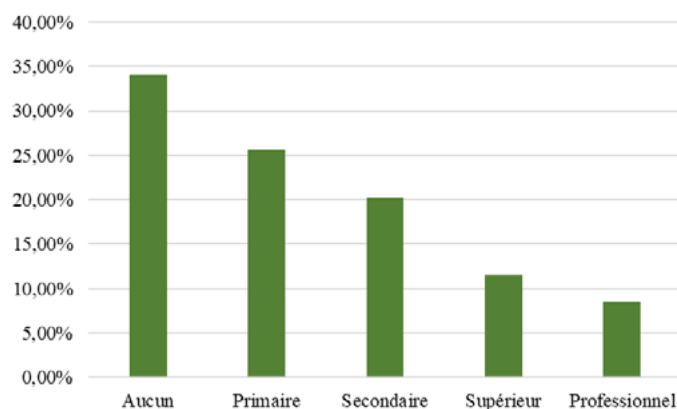


Source : Calcul de l'auteur

La proportion des célibataires reflète la répartition par âge de la population enquêtée marquée par la part importante des jeunes et des jeunes adultes. Elle est un effet direct également des problèmes ardues d'accès au logement à Conakry, de la cherté du coût de la vie et des difficultés pour l'accès à l'emploi et à des revenus réguliers. Autant d'entraves à la réalisation des aspirations matrimoniales pour beaucoup de migrants internes, pour les hommes comme pour les femmes.

Le profil de formation des personnes enquêtées à Conakry fait voir une forte représentation des personnes ayant déclaré n'avoir aucun niveau de formation. Ils sont 31,4% à être dans cette situation. Les enquêtés ayant un niveau de scolarité primaire sont de 25,6% tandis que ceux qui ont été jusqu'au secondaire représentent 20,20%. La proportion des enquêtés ayant été jusqu'à l'université est de 11,6% alors que les personnes qui disent détenir un diplôme professionnel forment 8,5% de l'échantillon.

*Graphique 29 : Répartition des migrants internes enquêtés selon le niveau d'instruction*

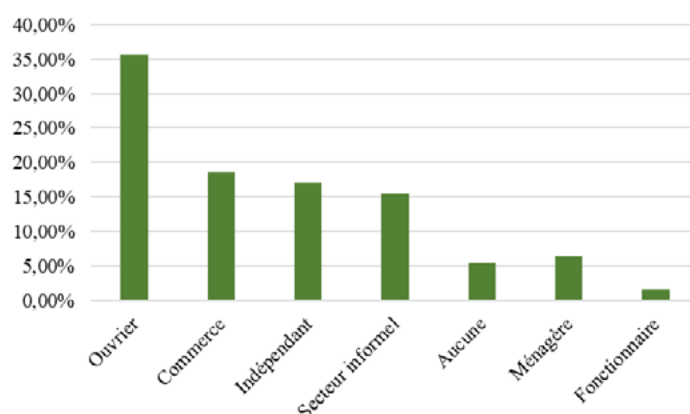


Source : Calcul de l'auteur

La proportion des diplômés du supérieur ne reflète pas leur poids dans la population générale. On peut signaler un biais dans l'enquête relatif au fait que certains enquêteurs de Conakry, des étudiants de l'Université Général Lansana Conté de Sonfonia, ont eu tendance à recruter des enquêtés dans leur réseau social proche et dans leur milieu d'interconnaissance. Ce qui les a amenés à interroger des personnes présentant le même profil qu'eux malgré les exigences indiquées au moment de la formation sur la nécessité de privilégier les critères de la diversité et du contraste dans le choix des enquêtés.

Concernant le secteur d'activité des personnes enquêtées à Conakry, la majorité des enquêtés ont déclaré être des ouvriers, soit 35,7%, ensuite viennent les commerçants (18,6%), les indépendants (17,1%), ceux évoluant dans le secteur informel (15,5%) et enfin les fonctionnaires (1,6%). 6,3% des enquêtés sont des ménagères tandis que 5,4% de l'échantillon ont indiqué n'avoir actuellement aucune activité professionnelle.

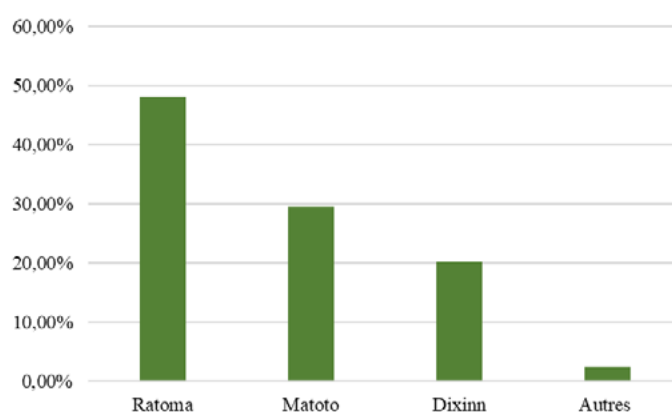
*Graphique 30 : Activités professionnelles des migrants internes (%)*



Source : Calcul de l'auteur

Les migrants internes enquêtés à Conakry habitent en majorité dans les communes de Ratoma et Matoto. Ils sont 48,1% à avoir élu domicile dans la commune de Ratoma. 29,5% résident dans la commune de Matoto tandis que ceux qui habitent la commune de Dixinn sont de 20,2%.

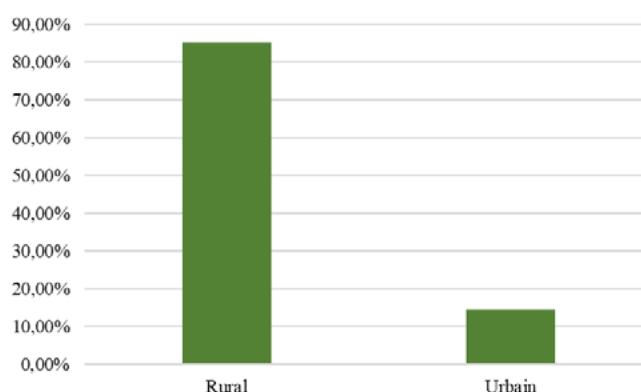
*Graphique 31 : Lieu de résidence à Conakry des migrants internes (%)*



Source : Calcul de l'auteur

Les migrants internes enquêtés à Conakry sont dans leur écrasante majorité d'origine rurale. Ils sont 85,3% à venir du milieu rural pour chercher à Conakry des possibilités de réalisation de leurs aspirations sociales, scolaires, professionnelles mais surtout cherche des moyens de soutenir les autres membres de la famille restés sur place.

Graphique 32 : Lieu de provenance des migrants internes (%)



Source : Calcul de l'auteur

L'analyse des caractéristiques des migrants internes enquêtés à Conakry laisse voir un profil typique : un jeune adulte homme célibataire dépourvu d'un niveau scolaire, d'origine rurale résidant dans la commune de Ratoma et qui gagne sa vie comme ouvrier ou comme indépendant et venu chercher des revenus pour améliorer sa situation socio-économique et celle de sa famille restée dans sa sous-préfecture d'origine. Cette motivation d'ordre économique est certes importante mais elle n'est pas exclusive de sa trajectoire migratoire interne. Les facteurs liés à la dégradation de l'environnement et au changement climatique ont certainement beaucoup influé dans sa décision de migrer à Conakry.

### 2.2.2. LE NEXUS MECC À TRAVERS LES DYNAMIQUES MIGRATOIRES INTERNES

En recueillant des données sur le parcours migratoire et les choix socio-économiques des migrants internes à Conakry, notre objectif est de mettre à l'épreuve des faits le nexus MECC en vue de mettre en exergue le rôle de la dégradation de l'environnement et du changement climatique dans les dynamiques migratoires. Avant d'examiner ces incidences, une partie du questionnaire a porté sur les perceptions du changement climatique et des bouleversements environnementaux des migrants internes dans leur localité d'origine. Sur ce point, la majorité des migrants enquêtés ont conscience que l'environnement de leur sous-préfecture d'origine a subi de réels changements. En effet, ils sont 82,2% à reconnaître la réalité des changements environnementaux contre seulement 17,8% qui pensent le contraire. Ce contraste n'empêche pas un consensus sur les impacts néfastes de la dégradation de l'environnement sur les conditions de vie dans les localités. 98,1% des enquêtés considèrent en effet que la dégradation de l'environnement affecte les localités d'origine. Elle est source de changements drastiques dans les écosystèmes mais aussi dans les moyens d'existence notamment dans les localités rurales de la Guinée.

#### Encadré 4 : Le changement climatique installe les paysans dans une spirale de problèmes

«Le changement climatique affecte négativement les activités de production des cultivateurs. Tu vois. Il y a des cultivateurs qui s'endettent en vue d'acheter les semences. Quand il pleut abondamment et que la pluie détruit tout ce qu'ils ont cultivé. Ils perdent doublement. Quand il pleut moins, ils perdent également. D'abord ils auront des difficultés pour rembourser leurs dettes. En plus, ils auront des difficultés pour entretenir leurs familles [...]. Le changement, tu sens réellement. Dans le passé, il ne faisait pas très chaud dans les années mais maintenant il fait excessivement chaud, tout le temps même. On sent réellement qu'il y a une dégradation causée par les feux de brousse et la coupe de bois».

Migrant interne à Conakry, octobre 2020

Pour les migrants internes, parmi les changements environnementaux qui contribuent le plus à la dégradation de l'environnement de leur localité d'origine, 27,13% ont cité la sécheresse, 15,5% le déficit pluviométrique, 19,37% la baisse de rendement agricole, 11,62% le manque d'eau potable tandis qu'autres ont souligné des dimensions relatives à la destruction de l'habitat naturel (5,42%).

Le quasi-consensus sur la réalité des changements environnementaux, on le retrouve également en ce qui concerne les changements climatiques puisque 95,7% des migrants enquêtés soulignent que les changements climatiques affectent les activités socio-économiques des populations contre seulement 4,3% qui pensent l'inverse. Nombreux sont également ceux qui pensent que les populations s'adaptent aux bouleversements environnementaux et climatiques qui ont joué un rôle déterminant dans leur décision de venir s'installer à Conakry. Sur ce point, ce sont surtout les données de l'enquête qualitative qui permettent de mieux mettre en lumière les interactions entre le binôme environnement et changement climatique et les migrations à travers les trajectoires des migrants internes. L'exploitation des entretiens laisse voir une structuration des verbatims autour des changements ci-après.

### Encadré 5 :

- « Évidences empiriques » du changement climatique selon des migrants internes interviewés à Conakry
- « On constate une baisse de l'activité agricole ».
- « La culture ne réussit pas à cause du manque d'eau ».
- « La mer a envahi les plaines rizicoles alors que c'est l'activité principale de la localité ».
- « Les feux de brousse affectent l'agriculture. Les cultivateurs, après avoir défriché les champs, dès qu'ils mettent le feu, ils n'arrivent plus à maîtriser le feu, le feu déborde et quand ça déborde, ça détruit l'environnement ».
- « La terre n'est plus fertile et le rendement est faible ».
- « Le sel marin détruit les terres cultivables, une année à cause de l'inondation, mes parents ont tout perdu, de ce fait j'ai décidé de sortir et d'aller à la recherche d'argent pour revenir aider les parents ».
- « La production agricole et pastorale devient de plus en plus faible à cause de la disparition des plantations et de l'appauvrissement des sols ».
- « Si les plantations donnaient bien au village par exemple ? A quoi bon de venir vivre en ville ? Mais ce n'est plus le cas. Là où les parents gagnaient 30 sacs, actuellement ce que tu gagnes c'est 7 à 8 sacs ».

Nous avons noté une insistance des discours sur une description en des termes qui indiquent la dureté des conditions d'existence dans les localités d'origine. C'est pourquoi, dans les entretiens, lorsque la question des raisons explicatives est abordée, nombreux ont été les répondants qui ont mis l'accent sur la prépondérance des facteurs socio-économiques dans leur décision de migrer à Conakry. Les raisons environnementales n'étaient pas explicitement mentionnées de prime abord. C'est seulement certains enquêteurs expérimentés qui ont pu approfondir le thème de l'influence des facteurs au changement climatique et de la dégradation de l'environnement. Ce qui fait que lorsque les approfondissements nécessaires étaient faits, les personnes enquêtées réalisaient du même coup que ce qui était présenté comme cause déterminante de leur migration était intimement liée à une exacerbation des événements climatiques qu'ils soient de nature lente

(sécheresse, érosion, salinisation des sols, pollution de la nappe phréatique à cause notamment des rejets chimiques et de l'exploitation aurifère artisanale, etc.) ou soudaine (inondations, vents violents, etc.) ainsi qu'à une accentuation de la dégradation de l'environnement (surtout les feux de brousse et le déboisement). Néanmoins, des migrants ont pu directement mettre en évidence la centralité de ces facteurs dans le départ de leur localité d'origine pour Conakry afin d'y trouver les moyens d'aider leurs proches à faire face à leur situation de vulnérabilité.

C'est ainsi que certains répondants ont imputé leur migration à la baisse de la production agricole ou à la faiblesse des rendements malgré l'ampleur et la dureté du travail fourni. « Les travaux agricoles sont non seulement plus épuisants mais ils ne permettent plus de gagner beaucoup » est le leitmotiv des discours des entretiens réalisés avec les migrants de Conakry. Beaucoup de personnes interviewées à Conakry ont indexé des conditions climatiques devenues changeantes qui représentent des obstacles au travail agricole. Ils ont également évoqué le durcissement des conditions de vie en milieu rural. S'y ajoute un sentiment d'abandon par les pouvoirs publics du fait de l'ampleur des besoins non satisfaits dans de multiples domaines devant contribuer à l'amélioration de la vie en milieu rural : eau potable, sécurité alimentaire, désenclavement, investissements dans l'éducation et la santé, etc.

Dans ces conditions, les revenus tirés des activités menées dans les terroirs d'origine et fortement dépendants des ressources naturelles deviennent insuffisants pour faire face à des dépenses toujours plus onéreuses en raison de la cherté de plus en plus grande du coût de la vie. La migration interne devient de facto le seul moyen pour acquérir des revenus qui ne sont plus soumis aux aléas de la pluviométrie comme le sont les activités agricoles.

## 2.3. ÉCONOMIE VERTE ET EMPLOIS VERTS, LEVIERS POUR UNE RÉSILIENCE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE DES MÉNAGES RURAUX

Les données nécessaires pour analyser les actions à entreprendre pour rendre les économies résilientes au changement climatique proviennent de l'exploitation des données recueillies grâce à l'ensemble des outils utilisés dans le cadre de cette recherche : questionnaire administré aux ménages ruraux, questionnaire destiné aux migrants internes à Conakry, guide d'entretien avec les migrants internes. Ces données sont complétées par celles que nous avons recueillies lors de notre enquête de terrain à Koundara et à Faranah. Elles prennent également appui sur l'analyse des entretiens réalisés avec des acteurs institutionnels à Conakry notamment des personnes-ressources du ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts ainsi que sur l'exploitation des documents de référence en matière de politiques publiques dans les domaines du changement climatique et du développement durable.

L'accent est néanmoins mis sur les propositions qui ont émané des populations locales et surtout des femmes sur les actions, les secteurs et les stratégies à prioriser dans la mise en œuvre des actions permettant de concilier logiques économiques et logiques environnementales. Ces actions doivent également avoir pour finalité d'agir sur les dynamiques migratoires liées à l'environnement et au changement climatique. Le développement d'une économie résiliente au changement climatique étant un antidote efficace pour « fixer » les populations sur leurs terroirs et leur fournir l'accompagnement approprié pour leur grande résilience.

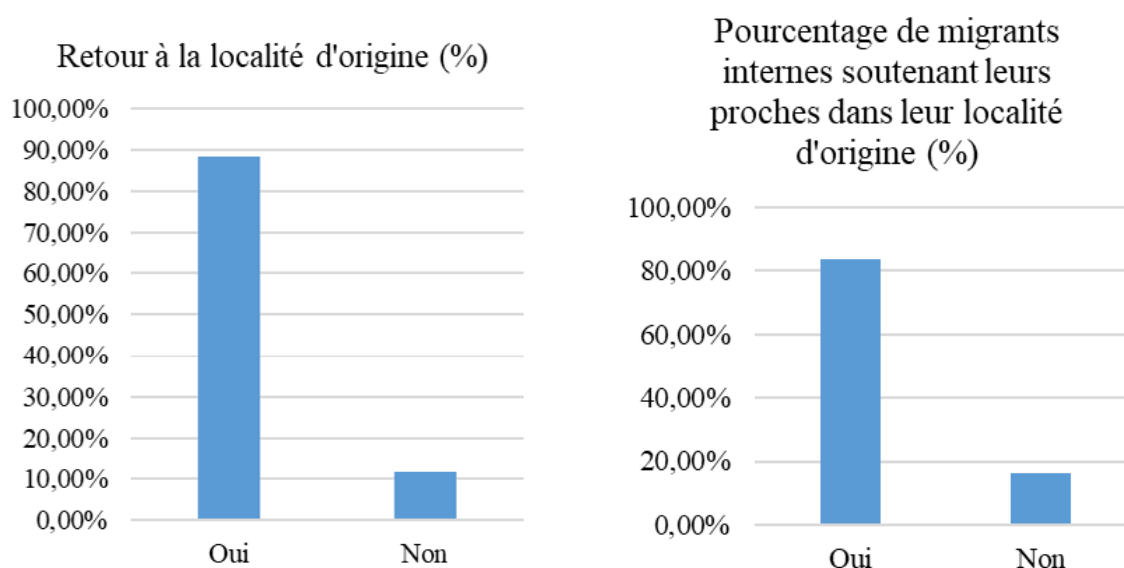
Une condition sine qua non pour la promotion d'emplois verts pérennes dans les zones rurales de la République de Guinée est de partir des besoins exprimés par les populations locales mais également de tenir compte de leurs capacités d'action et des potentialités localement disponibles. Il est également indispensable de privilégier une approche centrée sur le genre afin d'identifier les actions les plus pertinentes pour les femmes car articulées à leurs rôles socio-économiques, à leurs activités productives et à la levée des barrières pour leur autonomisation.

Un premier élément qui ressort de l'enquête quantitative auprès des migrants internes est qu'ils ont maintenu dans leur majorité des liens avec les localités d'origine. Ce maintien se matérialise à travers des visites régulières mais surtout un soutien revêtant diverses formes (envois d'argent, d'objets matériels, prise



en charge des besoins domestiques, etc.). Il prend enfin la forme de projets que les migrants internes souhaitent mettre sur pied dans leurs localités d'origine à court et moyen terme.

*Graphique 33 : Retour des migrants internes dans leurs localités d'origine et soutien à leur proches*



Source : Calcul de l'auteur

Ainsi, 88,4% des migrants internes ont déclaré retourner dans leur localité d'origine. 87,3% d'eux apportent du soutien à leurs proches. 58,1% ont indiqué vouloir retourner y vivre mais ce retour reste adossé à l'amélioration substantielle des conditions socio-économiques. Compte tenu de ces données, les migrants internes pourraient être des acteurs importants de la revitalisation des localités rurales dont ils sont originaires. Cela passerait par une orientation de leurs transferts vers le développement d'activités productives et la mise en œuvre de projets pouvant favoriser leur retour afin qu'ils soient des vecteurs de transformation sociale et économique de leurs localités.

Interrogés sur les activités économiques qu'ils souhaiteraient mettre en place, les migrants internes ont indiqué, dans leur majorité, des activités relevant des secteurs économiques suivants : agriculture, élevage, pêche, commerce, entrepreneuriat, sylviculture. Le maraîchage s'est démarqué comme principale activité ciblée, comme secteur dans lequel ils voudraient s'investir si des soutiens venaient à leur être octroyés pour lancer des initiatives économiques. Il est donc nécessaire de conférer une dimension de développement durable à ces activités en promouvant des méthodes permettant de renforcer les capacités d'adaptation des maraîchers au changement climatique à travers des formations et surtout une valorisation des pratiques locales de protection des équilibres écologiques.

Les entretiens avec les populations locales surtout avec les groupements féminins ont permis d'isoler les éléments comme les plus importants dans une perspective d'un accompagnement de leurs initiatives socioéconomiques. Pour les femmes rencontrées, l'accompagnement doit cibler en priorité les femmes actives dans des activités socio-économiques dans le cadre de leur groupement. Cet appui peut revêtir plusieurs formes :

- l'appui à la restauration des terres dégradées ;
- l'accompagnement pour le maraîchage dans les bas-fonds ;
- l'introduction de technologies de cuisson permettant une économie importante d'énergie ligneuse indispensable pour réduire le déboisement et la destruction des formations végétales ;

- la promotion d'activités agro-écologiques centrés sur les principes d'une fertilisation basée sur des apports organiques (fumier par exemple), la protection par la couverture permanente (la couverture avec des matières végétales vivantes ou mortes), la conservation de l'eau des sols, le développement de complémentarités entre l'agriculture et l'élevage, etc. ;
- la promotion d'activités de reboisement centrées sur des espèces permettant de combiner la rentabilité économique et le souci de protection de l'environnement comme les essences naturelles (karité) ;
- la promotion de petits aménagements dans les bas-fonds et de systèmes de retenue d'eau à dimension écologique pour permettre le développement de la riziculture en hivernage et le développement du maraîchage en saison sèche ;
- la promotion de systèmes durables dans le domaine de l'apiculture comme les ruches kényanes qui présentent l'avantage de permettre de lutter contre la récurrence des feux de brousse dont les effets sont dévastateurs. Les pratiques apicoles existantes jouent un rôle primordial dans la récurrence des feux de brousse ;
- la promotion de l'aviculture et de l'élevage de petits ruminants mais dans une perspective de développement durable ;
- la promotion de pépinières villageoises grâce à l'accompagnement des structures déconcentrées du Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts ;
- la promotion de l'arboriculture ;
- l'appui au développement de jardins potagers avec une priorisation des femmes et des jeunes dans le choix des bénéficiaires ;
- la promotion de systèmes améliorés de puits et l'appui à la maîtrise de l'eau à travers des infrastructures de taille adaptée et indispensables pour le développement de l'agriculture au-delà de l'hivernage ;
- l'introduction et la généralisation « d'engrais verts » (déjections animales ; composts, etc.) ;
- le développement de forêts communautaires. L'appui aux groupements féminins pourrait par exemple être conditionné au développement d'un volet de reboisement communautaire ;
- le développement de la pisciculture dans les zones présentant des potentialités dans ce domaine ;
- la vulgarisation de méthodes de valorisation des déchets plastiques (tri et recyclage) ;
- la mise en place d'unités de biogaz à travers des opérations de valorisation énergétique des déchets (bouse de vache), la revalorisation des déchets organiques en gaz de cuisson, le recyclage des déchets et la réutilisation des résidus dans l'agriculture, notamment le maraîchage ;
- l'appui et la capitalisation des initiatives endogènes (grillage de clôture contre la divagation du bétail, le forage de puits, l'aménagement de petits forages ruraux fonctionnant à l'énergie solaire) ; la promotion du développement de l'énergie solaire.

On a ici donc une palette de propositions endogènes pouvant servir de base pour des projets à mettre en œuvre dans le cadre du projet MECC en République de Guinée. Les populations rencontrées ont partout souligné l'urgence de lutter contre le changement climatique mais surtout de les impliquer dans cette lutte en accompagnant les actions qu'elles entreprennent déjà sur le terrain. Développer les localités rurales, y améliorer les conditions d'existence, favoriser l'émergence de dynamiques pérennes d'autonomisation féminine, promouvoir des activités génératrices de revenus mais avec une vocation axée sur la préservation des ressources naturelles, accompagner les jeunes dans des projets économiques viables et écologiquement durables, etc. sont autant de pistes à explorer pour améliorer la résilience des ménages ruraux face au changement climatique et à la dégradation de l'environnement.

# CONCLUSIONS

La question principale de cette étude portait sur l'analyse entre les éléments du nexus MECC dans les communautés les plus touchées de la République de Guinée. Sur la base d'une démarche méthodologique reposant sur une enquête auprès de 570 ménages ruraux dans les localités de Beyla, Faranah, Mamou et Siguiri et une enquête auprès de 129 migrants internes établis à Conakry mais aussi de la collecte de données sous forme d'entretiens et de focus-groupes avec des acteurs institutionnels et des populations majoritairement composées de femmes, nous avons démontré les impacts du changement climatique dans les migrations. L'étude permet de mettre en lumière les multiples visages de la dégradation de l'environnement en milieu rural guinéen et les incidences disparates du changement climatique sur les écosystèmes, les activités et les dynamiques sociales, économiques, écologiques et institutionnelles dans des zones marquées par leur réelle vulnérabilité aux risques climatiques.

La République de Guinée est habituellement présentée comme un « hotspot » en matière de changement climatique malgré ses immenses richesses écologiques et son rôle crucial dans la préservation de la biodiversité dans tout l'espace de l'Afrique de l'Ouest. Les données de nos enquêtes, malgré leur envergure limitée, confèrent un contour empirique à cette vulnérabilité en relayant les perceptions de populations locales sur le changement climatique, ses effets sur leur vie et en rendant compte des pratiques d'adaptation qu'elles déploient. Les résultats de l'étude permettent de confirmer que la dégradation de l'environnement et les changements climatiques jouent un rôle important dans la décision de migrer. Ils montrent également une prise de conscience de la réalité des changements climatiques et de l'ampleur de la dégradation de l'environnement.

La plupart des habitants et acteurs interrogés dans les localités de départ ainsi que les migrants installés à Conakry reconnaissent que l'environnement de leur région de départ s'est dégradé depuis une période qui varie de cinq à quinze ans. Certains l'imputent au changement climatique global. D'autres le voient comme résultant d'une action humaine. Les données d'enquête mettent en lumière le rôle des actions anthropiques dans les bouleversements environnementaux et climatiques enregistrés dans les quatre régions naturelles de la Guinée.

Plusieurs dimensions ont été présentées comme symptomatiques des changements environnementaux et climatiques. Elles sont liées à la perturbation du cycle pluviométrique, à la récurrence des sécheresses, à l'accentuation des épisodes de chaleur, à la fréquence des inondations dévastatrices, etc. La majorité des enquêtés s'accordent sur les conséquences négatives de ces changements dont l'ampleur est accentuée en milieu rural. Les changements environnementaux et climatiques contribuent à une précarisation des conditions de vie en sapant les fondements des économies rurales. En affectant l'agriculture, l'élevage, la pêche, la sylviculture, l'apiculture, etc., ces changements vont de pair avec une précarisation accrue des conditions d'existence pour les ménages ruraux dans un contexte où les pouvoirs publics ont du mal à répondre avec efficacité à leurs besoins de base dans les domaines de la sécurité alimentaire, de l'éducation, de la santé, des voies de communication, etc. En réaction à cette situation, la migration est apparue comme un moyen d'adaptation à la dégradation de l'environnement et au changement climatique.

L'étude a mis en exergue les multiples impacts de la dégradation de l'environnement et du changement climatique sur les femmes. Ayant des activités de production fortement tributaires des ressources naturelles ainsi que la responsabilité des soins non rémunérés (cuisine, éducation, santé et aide aux membres de la famille, nettoyage, corvées domestiques telles que la recherche d'eau et de produits ligneux pour la cuisson, etc.), les femmes voient ces charges s'accroître dans un contexte des hommes. C'est pourquoi il est indispensable de les mettre au cœur des programmes et projets de renforcement de la résilience face à la dégradation de l'environnement et au changement climatique.

Les migrants internes interrogés à Conakry n'ont pas reconnu d'emblée la dégradation de l'environnement et le changement climatique dans leurs motifs d'émigration mettant plutôt en relief la recherche de nouvelles opportunités socio-économiques à Conakry ou bien la détérioration de leur situation socio-économique et professionnelle dans leur localité d'origine mais derrière ces motifs se cachent des liens directs et indirects avec l'environnement et le changement climatique. Cette situation illustre toute la difficulté d'isoler les facteurs environnementaux des autres facteurs (économiques, sociaux, institutionnels, politiques, culturels) dans l'étude du nexus MECC. Plutôt qu'un rôle direct, ce qu'on observe, c'est plutôt un rôle d'amplificateur et d'accélérateur de la migration que joue la dégradation de l'environnement surtout dans les événements climatiques à survenue lente. Dans ceux à survenue soudaine comme les inondations, on est plutôt en face d'un rôle de déclencheur.

La situation socio-économique reste donc un moteur essentiel de la migration interne et externe, mais la dégradation environnementale contribue à cette migration a fortiori lorsque la source de revenus des familles dépend de l'agriculture. Les dégradations environnementales et climatiques viennent donc se surajouter à des contraintes structurelles et conjoncturelles dans les zones rurales vulnérables au changement climatique de la Guinée. Les dynamiques migratoires en Guinée mettent en lumière un effet d'agrégation des facteurs environnementaux, climatiques, socio-économiques, etc. dans leur explication et leur déroulement. Quant au rôle de la migration comme pratique d'adaptation aux changements climatiques et environnementaux, nous avons noté un quasi-consensus dans les réponses des personnes enquêtées. L'émigration est considérée comme une stratégie d'adaptation aux dégradations environnementales car permettant aux populations touchées par les dégradations d'obtenir d'autres revenus de subsistance. En effet, la migration permet de s'adapter aux difficultés de l'activité agricole, liées à l'environnement en diversifiant ou en se substituant aux revenus agricoles devenus insuffisants.

Mettre en place des actions en réponse aux dynamiques migratoires revient à impulser des processus de développement résilients au changement climatique. La promotion d'activités de développement adaptées au changement climatique et tenant compte des dynamiques de genre est indispensable dans les localités de départ pour pouvoir agir sur les mobilités internes et externes. La question des migrations irrégulières n'est pas apparue comme un thème abordé dans cette recherche mais elle a des liens directs et indirects avec la dégradation de l'environnement. Pour mettre en place des solutions durables, des actions ont été identifiées dans cette étude. Elles sont articulées à la nécessité de promouvoir des actions de développement centrées, entre autres, sur la valorisation des ressources locales, la promotion de filières économiques résilientes au changement climatique mais aussi l'appui au développement d'économies rurales vertes et la promotion d'emplois verts dans les zones de départ avec un accent particulier accordée aux femmes et aux jeunes.

# RECOMMANDATIONS

Au terme de cette étude de base sur le nexus MECC en Guinée, plusieurs recommandations peuvent être dégagées. Elles concernent à la fois l'adaptation aux changements de l'environnement et la réduction des risques de désastres environnementaux. Ces recommandations visent à soutenir et promouvoir l'adaptation des populations aux changements de l'environnement mais aussi à gérer et anticiper les transformations actuelles et futures.

Pour renforcer la résilience des territoires et des communautés de la Guinée face aux risques environnementaux et climatiques, il est nécessaire de considérer plusieurs séries de mesures que nous avons classées en deux catégories : des recommandations contextuelles et des recommandations opérationnelles.

## RECOMMANDATIONS CONTEXTUELLES

- Mettre en place des programmes intensifs d'amélioration du cadre de vie dans les localités rurales. L'accès à l'eau potable et à l'électricité, l'amélioration des conditions de santé et d'éducation, la sécurité alimentaire, un désenclavement optimal des localités rurales, la promotion d'activités socioéconomiques arrimées aux autres marchés et ruraux auraient des effets directs sur les dynamiques migratoires;
- Intégrer le nexus dans les documents stratégiques et de planification. Les référentiels de politique publique dans le domaine de la migration et de l'environnement doivent inclure ces enjeux. Par exemple, la politique nationale migratoire en cours d'élaboration devrait prendre en considération le nexus MECC. Vu son importance actuelle et future, un axe stratégique devrait même être développé autour du nexus au regard de l'ampleur des mobilités pour des raisons liées à la dégradation environnementale et au changement climatique. L'effort d'intégration du nexus MECC doit également concerner les documents stratégiques dans le domaine de l'environnement ainsi que les autres secteurs stratégiques (agriculture, forêts, habitat, mines, élevage, eau, décentralisation, assainissement, etc.) ;
- Renforcer les cadres politique, juridique, décisionnel et institutionnel en matière de MECC à travers la mise en place de mécanismes et de stratégies de gestion des risques et catastrophes liés aux événements soudains et lents en Guinée, ainsi que le déplacement planifié des populations des zones confrontées à des impacts climatiques irréversibles. Cela permettrait également une coordination accrue entre les différents organismes gouvernementaux chargés de ces questions ;
- Mettre en place des programmes et projets de lutte contre la dégradation de l'environnement et le changement climatique. La Guinée dispose de nombreux textes législatifs, documents stratégiques et plans d'actions dans le domaine du changement climatique qui sont relativement ambitieux et en articulation avec ses engagements internationaux et les enjeux de l'heure. Mais, comme ailleurs en Afrique, c'est souvent l'application effective qui est le principal obstacle. La Stratégie nationale sur le changement climatique ainsi que la Stratégie nationale du développement durable sont des documents stratégiques de qualité dont la mise en œuvre pourrait contribuer de manière significative à une réduction des risques climatiques et un renforcement de la résilience des communautés vulnérables face aux impacts du changement climatique à travers la promotion des emplois verts.
- Développer la finance durable à travers la promotion des investissements socialement et écologiquement responsables notamment dans les zones minières où la prise en compte des coûts environnementaux liés à l'exploitation minière doit déboucher sur la mise sur pied de mécanismes de financement d'actions de d'atténuation des nuisances environnementales par les collectivités locales et les organisations de la société civile, en particulier les groupements féminins de production ;



- Intensifier la coopération sous-régionale en matière de MECC d'autant que les enjeux ne peuvent être circonscrits à l'échelle nationale car les mobilités se déroulent essentiellement à l'intérieur de la sous-région ouest-africaine mais aussi en raison du caractère transfrontalier du changement climatique et de la dégradation de l'environnement. Les politiques, programmes et projets en matière de MECC gagneraient à privilégier une approche fondée sur une coordination plus forte des initiatives. Cette coopération devrait également passer par une harmonisation des législations et des politiques nationales portant sur l'environnement, la gestion des ressources naturelles, la migration, etc. Les organisations sous-régionales dont la Guinée est membre telles que la CEDEAO, l'OMVS, l'OMVG, l'Autorité du Bassin Niger (ABN), etc. devraient ainsi servir de cadres de mise en œuvre de ces initiatives qui pourraient être appuyées par les partenaires techniques et financiers. Cette coopération est rendue encore plus cruciale par le rôle écologique de la Guinée comme «château d'eau de l'Afrique de l'Ouest».

## RECOMMANDATIONS OPÉRATIONNELLES

- Renforcer de manière substantielle les capacités de recherche et le système de collecte de données sur le nexus MECC grâce au renforcement des capacités des universités, des institutions gouvernementales, des centres de recherche et de la société civile, etc., dans la production d'études et de connaissances sur le nexus MECC, la promotion de recherches empiriques permettant de documenter les différentes dimensions de ces liens et de servir de base aux politiques, programmes et projets dans ce domaine ;
- Capitaliser et renforcer les initiatives endogènes de lutte contre le changement climatique en particulier celles portées par les femmes et les jeunes grâce au développement de projets permettant de concilier rentabilité économique et viabilité écologique à travers par exemple le développement de pratiques agro-écologiques, de l'arboriculture, de fermes communautaires intégrées, de la pisciculture ;
- Favoriser l'émergence de « championnes et champions » chez les femmes et les jeunes dans les localités du projet en matière de promotion d'emplois verts ou de créations d'initiatives vertes. Les projets de ces jeunes actifs dans le domaine du recyclage de déchets domestiques, d'innovations sociales dans le domaine de l'économie sociale pourraient ainsi servir d'effet modèle pour démontrer aux jeunes tentés par l'émigration les potentialités localement disponibles et les opportunités socio-économiques sur lesquelles elles peuvent déboucher ;
- Soutenir les initiatives féminines pour la mise en place de pépinières villageoises, de périmètres maraîchers communautaires à travers un appui technique (clôture grillagée, semences adaptées, formation) et un appui institutionnel (mise en relation avec des partenaires en Guinée et à l'étranger pour un partage d'expériences, de connaissances et de pratiques) ;
- Promouvoir l'énergie solaire ou à défaut les foyers améliorés dans les localités rurales pour favoriser un amenuisement des pressions sur les ressources naturelles, surtout celles utilisées comme principales sources d'énergie par les ménages pour la préparation des repas ;
- Promouvoir le développement de chaînes de valeurs solides autour des produits forestiers non ligneux (fruits naturels par exemple) à travers le renforcement des capacités techniques (surtout dans le domaine de la transformation) et commerciales des groupements féminins actifs dans la valorisation de ces ressources aujourd'hui fortement demandées dans la sous-région et sur le marché mondial ;
- Appuyer le développement de projets écologiques de valorisation des déchets ménagers dans les localités rurales ;
- Valoriser le potentiel offert par l'économie bleue (ressources des océans, des mers, des fonds marins,

des fleuves, des lacs, des nappes souterraines, etc.) à travers la promotion d'activités permettant le développement de chaînes de valeur autour des ressources de cette niche (par exemple la pisciculture, la transformation des produits halieutiques, etc.) qui offre des opportunités économiques importantes pour les ménages ruraux guinéens mais les pratiques de production doivent être fondées sur la résilience et la durabilité dans une perspective de conciliation entre rentabilité socio-économique et préservation des ressources et de l'écosystème ;

- Renforcer les connaissances et les capacités des services déconcentrés de l'État guinéen, les collectivités territoriales, la société civile et les leaders féminins sur le nexus MECC.

## LISTE DES DOCUMENTS CONSULTÉS

OIM, 2014. Migration, environnement et changement climatique : données à l'usage des politiques (MECLEP) – Glossaire, [http://publications.iom.int/system/files/pdf/meclep\\_glossary\\_fr.pdf](http://publications.iom.int/system/files/pdf/meclep_glossary_fr.pdf).

OIM, 2020. Migration, environnement et changement climatique en Guinée. Rapport des résultats de la revue documentaire, Conakry, OIM, Projet Renforcement de la résilience des communautés touchées par le changement climatique et la dégradation de l'environnement en Guinée, 95 p.

République de Guinée/Ministère du Plan et de la Coopération Internationale (MPCI), 2017. Vision 2040 pour une Guinée émergente et prospère, 68 p., <https://pndesguinee.org/images/documents/pndes/Vision-Guinee-2040.pdf>.

République de Guinée/Ministère du Plan et de la Coopération Internationale, 2017. Plan National de Développement Économique et Social (PNDES) 2016-2020, <https://www.invest.gov.gn/document/pnds-document-principal>.

République de Guinée, Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts, 2019. Stratégie nationale sur le changement climatique – Guinée, PNUD, septembre.

République de Guinée / Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts (MEEF), 2018. Seconde Communication nationale à la Convention-Cadre des Nations unies sur les changements climatiques, juillet, 126 p., <https://unfccc.int/sites/default/files/resource/GUINEA%20-%20SCN-1.pdf>.

République de Guinée, Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts, 2019. Stratégie nationale du développement durable (SNDD), 2019.

République de Guinée, Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts/CCNUCC, 2015. Contribution Déterminée au niveau National (CDN), [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Guinea%20First/INDC\\_Guinee\\_version%20finale.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Guinea%20First/INDC_Guinee_version%20finale.pdf)

République de Guinée, Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts, 2018. Programme pays pour le Fonds Vert Climat (FVC), <https://www.greenclimate.fund/sites/default/files/document/guinea-country-programme.pdf>

République de Guinée, Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts, 2018. La Seconde communication nationale à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, <https://unfccc.int/sites/default/files/resource/GUINEA%20-%20SCN-1.pdf>.

## Questionnaire-ménage

### Étude de base Migration , environnement et changement climatique (MECC) en République de Guinée

Étude de base pour montrer les liens entre mobilités (migration interne ou à l'étranger), le changement climatique et les changements environnementaux (déboisement, sécheresse, feux de brousse, salinisation des terres, inondations, érosion, vents violents, dégradation du sol, etc.)

L'enquêteur/ enquêteuse assure au/à la répondante que les données seront traitées de manière confidentielle et anonyme et qu'elles ne seront pas transmises à des tiers.

Lieu de L'enquête :

Ville

Village

Sous préfecture

Préfecture

#### Section 1: Identification Sociodémographique de l'enquête

1.1 Sexe :

- ☐ 1. homme ☐ 2. femme

*La réponse est obligatoire.*

1.2 Catégorie d'âge :

- ☐ 1. Moins de 18 ans ☐ 2. 18 - 25 ☐ 3. 25 - 35  
☐ 4. 35 - 45 ☐ 5. 45 - 55 ☐ 6. 55 - 65  
☐ 7. plus de 65

*La réponse est obligatoire.*

1.3 Situation matrimoniale

- ☐ 1. célibataire ☐ 2. marié ☐ 3. divorcé ☐ 4. veuf

*La réponse est obligatoire.*

1.4 Si marié nombre enfants:

*Posez si la personne est mariée*

1.5 Niveau d'études

- ☐ 1. Aucun ☐ 2. Primaire ☐ 3. secondaire  
☐ 4. supérieur

*La réponse est obligatoire.*

1.6 Activité professionnelle:

- ☐ 1. Paysan ☐ 2. pêcheur  
☐ 3. pêcheur\_ ☐ 4. ménagère  
☐ 5. ménagère\_ ☐ 6. Secteur informel  
☐ 7. Autre (à préciser)

*La réponse est obligatoire.*

Si 'Autre (à préciser)',  
précisez :

#### Section 2: Perception des changements environnementaux

2.1 Avez-vous constaté des changements dans votre environnement immédiat?

- ☐ 1. Oui ☐ 2. Non

*La réponse est obligatoire.*

2.2 Si oui, depuis combien d'années avez-vous constaté ces changements?

- ☐ 1. 1 à 5 ans ☐ 2. 5 à 10 ans ☐ 3. 10 à 15 ans  
☐ 4. Plus de 20 ans

*Posez si changement environnemental constaté*

Si 'autre(s) (précisez)',  
précisez :

2.3 Quelles sont les principales caractéristiques de ces changements?

- ☐ 1. Erosion, dégradation des sols  
☐ 2. Allongement des périodes de sécheresse  
☐ 3. Baisse des précipitations  
☐ 4. Fréquence des inondations  
☐ 5. Augmentation des pluies  
☐ 6. Erosion côtière  
☐ 7. Désertification  
☐ 8. Perte de la biodiversité  
☐ 9. autre(s) (précisez)

*Ignorez si pas de changement environnemental constaté.*

**2.4 Quelle est l'ampleur de ces changements environnementaux?**

- ☐ 1. Très grave ☐ 2. grave ☐ 3. Normale  
☐ 4. Insignifiante

*Ignorez si pas de changement environnemental constaté.*

**2.5 Quelles sont selon vous les causes de ces changements?**

1. Volonté divine 2. Facteurs naturels  
3. Changement climatique 4. Activités humaines

☐ ☐ ☐ ☐

*Ordonnez 4 réponses.*

**2.6. Si activités humaines, lesquelles ?**

- ☐ 1. Pratiques agricoles ☐ 2. Besoins énergétiques  
☐ 3. activités industrielles ☐ 4. Déboisement  
☐ 5. Autres (à préciser)

*Posez si "Activités humaines" figure dans les causes des changements.*

Si 'Autres (à préciser)',  
précisez :

**Section 3: Environnement et changement climatique**

**3.1 Quand vous entendez le terme changement climatique, à quoi pensez-vous ?**

- ☐ 1. Diminution des pluies  
☐ 2. Augmentation des pluies  
☐ 3. Réduction des forêts  
☐ 4. Accentuation des problèmes socioéconomiques  
☐ 5. Autres (à préciser)

*La réponse est obligatoire.*

**3.2. Quels sont les événements climatiques extrêmes qui sévissent dans votre localité?**

- ☐ 1. Sécheresse ☐ 2. Feux de brousse  
☐ 3. Températures plus chaudes ☐ 4. Inondations  
☐ 5. Pluies hors saison ☐ 6. Vents violents  
☐ 7. Autre (à préciser)

*La réponse est obligatoire.*

**3.3. Quels sont les problèmes environnementaux rencontrés dans votre localité?**

- ☐ 1. Manque d'eau  
☐ 2. Dégradation des forêts  
☐ 3. Sécheresse  
☐ 4. Baisse du débit des cours d'eau  
☐ 5. Érosion  
☐ 6. Salinisation  
☐ 7. Dégradation des sols  
☐ 8. Autre (à préciser)

*La réponse est obligatoire.*

Si 'Autre (à préciser)',  
précisez :

**3.4. Quelles sont les causes anthropiques de la dégradation de l'environnement, notamment les ressources forestières ?**

- ☐ 1. Les feux de brousse  
☐ 2. Les pratiques agricoles  
☐ 3. Les défrichements  
☐ 4. L'exploitation clandestine  
☐ 5. Le surpâturage  
☐ 6. Autre (à préciser)

*La réponse est obligatoire.*

Si 'Autre (à préciser)',  
précisez :

**Section 4: Impacts des changements environnementaux sur les moyens d'existence**

**4.1 Quelles sont les principales activités socio-économiques de la population de votre région?**

- ☐ 1. Agriculture ☐ 2. Pêche ☐ 3. Elevage  
☐ 4. Forêt ☐ 5. Commerce ☐ 6. Artisanat

*La réponse est obligatoire.*

**4.2 Est-ce que les hommes et les femmes partagent les mêmes activités?**

- ☐ 1. Oui ☐ 2. Non

*La réponse est obligatoire.*

**4.3 Si non, quelles sont les activités des femmes?**

- ☐ 1. Agriculture ☐ 2. Pêche ☐ 3. Elevage  
☐ 4. Forêt ☐ 5. Commerce ☐ 6. Commerce\_

*Posez si les hommes et les femmes partagent les mêmes activités*

**4.4 Est-ce que les changements environnementaux ont un impact sur les activités socio-économiques de votre région?**

- ☐ 1. Oui ☐ 2. Non

*La réponse est obligatoire.*

**4.5. Si oui quels sont ces impacts?**

1. Diminution des surfaces agricoles  
2. Maladies des plantes  
3. Pertes d'activités économiques  
4. Des conditions de vie plus difficiles  
5. Disparition de plantes médicinales  
6. Baisse de la production  
7. Autres (précisez)

☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐

*Posez si oui à la dernière question*



**4.6 Est-ce que les populations s'adaptent à ce contexte de changements environnementaux?**

- ☐ 1. Oui ☐ 2. Non

*La réponse est obligatoire.*

**4.7 Si oui quelles sont les actions engagées par les populations pour faire face à ces changements?**

1. le développement d'une nouvelle activité
2. La recherche de nouvelles cultures (si oui précisez, le type de cultures)
3. La recherche d'une nouvelle activité dans la localité de résidence ou dans une localité voisine
4. Attendre la saison des cultures maraichères
5. Vente d'animaux
6. Réduction des surfaces cultivées
7. Départ de membres de la famille
8. autres (précisez)

*Posez si les populations s'adaptent*

**4.8 Dans ces actions quelles est la place de la mobilité/migration?**

- ☐ 1. Très importante ☐ 2. Importante ☐ 3. faible ☐ 4. faible\_

*La réponse est obligatoire.*

**Si 'faible\_', précisez :**

**4.9 Selon vous la migration est-elle une réponse appropriée aux impacts des changements environnementaux ?**

- ☐ 1. Oui ☐ 2. Non

**4.10 Si oui, pouvez-vous expliquer pourquoi?**

*Ignorez si "Non" à la question précédente*

**4.11 Si non, pouvez-vous expliquer pourquoi**

*Ignorez si "Non" à la question précédente*

**4.12 Généralement qui sont les personnes qui partent?**

- ☐ 1. les hommes  
☐ 2. les femmes  
☐ 3. les hommes et les femmes  
☐ 4. Les jeunes  
☐ 5. Les adultes  
☐ 6. Les jeunes et les adultes

**4.13 Les femmes ont-elles une influence sur les décisions de départ des hommes ?**

- ☐ 1. Oui ☐ 2. Non

*La réponse est obligatoire.*

**4.14 Si oui, comment ?**

- ☐ 1. Pressions ☐ 2. Appuis financiers  
☐ 3. Encouragements ☐ 4. Autres (précisez)

*Ignorez si "Non" à la dernière question*

**Si 'Autres (précisez)', précisez :**

**4.15 Généralement qui sont les personnes qui restent?**

- ☐ 1. les hommes ☐ 2. les femmes  
☐ 3. les hommes et les femmes ☐ 4. Les enfants  
☐ 5. Les jeunes ☐ 6. Les adultes  
☐ 7. Les vieux

*La réponse est obligatoire.*

**4.16 Pourquoi décident-ils/ elles de rester?**

- ☐ 1. manque de moyens financiers  
☐ 2. manque de connaissance  
☐ 3. volonté de rester  
☐ 4. départ différé  
☐ 5. reconversion (autre activité)  
☐ 6. autre raison (précisez)

*La réponse est obligatoire.*

**Si 'autre raison (précisez)', précisez :**

## Section 5: Caractéristiques des migrants et de la mobilité

**5.1 Quelle est la tranche d'âge des hommes qui partent?**

- ☐ 1. 10 à 20 ans ☐ 2. 20 à 30 ans ☐ 3. 30 à 40 ans  
☐ 4. 40 à 50 ans ☐ 5. Plus de 50 ans

*La réponse est obligatoire.*

**5.2 Quelles est la tranche d'âge des femmes qui partent?**

- ☐ 1. 20 à 30 ans ☐ 2. 30 à 40 ans ☐ 3. 40 à 50 ans  
☐ 4. Plus de 50 ans

*La réponse est obligatoire.*

**5.3 Quelle est la forme de mobilité des populations?**

- ☐ 1. Rurale- Rurale  
☐ 2. Rurale- Rurale\_  
☐ 3. Urbaine-Rurale  
☐ 4. Vers l'étranger (précisez, où)

*La réponse est obligatoire.*

**Si 'Vers l'étranger (précisez, où)', précisez :**

**5-4 Quelle est la durée de cette mobilité?**

- ☐ 1. Définitive ☐ 2. Temporaire ☐ 3. Saisonnière

*La réponse est obligatoire.*

**5-5 Est-ce que les membres de votre famille qui sont partis vous aident?**

- ☐ 1. Oui ☐ 2. Non

**5-6 Si oui, de quelle manière vous aident-ils?**

- ☐ 1. don ou envoi d'argent régulier  
☐ 2. don ou envoi de biens (objets, ...)  
☐ 3. don ou envoi d'autres choses (précisez)  
☐ 4. autre (précisez)

*Posez si "Oui" à la dernière question*

Si 'autre (précisez)', précisez :

## Section 6: Actions des institutions publiques et privées

6.1 Les pouvoirs publics ont-ils mis en place des projets de développement dans le domaine environnemental et rural?

- ☐ 1. Oui ☐ 2. Non

*La réponse est obligatoire.*

6.2 Pouvez-vous indiquer trois exemples de projets?

6.3 Ces projets ont-ils connu un succès?

- ☐ 1. Oui ☐ 2. Non

*Posez si il existe des projets de développement*

6.4 Si non indiquez les causes de l'échec

- ☐ 1. Complexité et lenteur des procédures administratives  
☐ 2. Blocage fonciers de certains projets  
☐ 3. Absence de structures de contrôle efficaces  
☐ 4. Projets qui ne répondent pas aux besoins et attentes des citoyens  
☐ 5. Faible implication des populations dans le processus de prise de décision  
☐ 6. autre

*Posez si "Non" à la question précédente*

Si 'autre', précisez :

6.5 Existe-t-il des associations dans votre région qui travaillent sur les questions de l'environnement :

- ☐ 1. Oui ☐ 2. Non

*La réponse est obligatoire.*

6.6 Si oui quelles sont les principales actions engagées par ces associations et quelles sont ces associations :

*Posez si "Oui" à la dernière question*

## Section 7: Autres

7.1 Souhaitez-vous ajouter quelque chose?

Date et heure de la fin de l'enquête

*La réponse est obligatoire.*



## Étude de base Migration, environnement et changement climatique dans les communautés les plus touchées

Présentation de l'étude de base MECC en Guinée destinée à montrer les liens entre mobilités (migration interne ou à l'étranger), le changement climatique et les changements environnementaux (déboisement, sécheresse, vents de brousse, salinisation des terres, inondations, érosion, dégradation du sol, etc.)

L'enquêteur/enquêtrice assure au/à la répondante que les données seront traitées de manière confidentielle et anonyme et qu'elles ne seront pas transmises à des tiers.

### profil sociodémographique des informateurs

#### 1. À quel groupe d'âge appartenez-vous ?

- ☐ 1. 15-25 ☐ 2. 26-45 ☐ 3. 46-55 ☐ 4. Plus de 56 ans

#### 2. Quel est votre niveau de formation ?

- ☐ 1. aucun ☐ 2. primaire ☐ 3. secondaire  
☐ 4. professionnel ☐ 5. supérieur

#### 3. Quelle est votre activité professionnelle actuelle ? :

- ☐ 1. Aucune ☐ 2. Fonctionnaire  
☐ 3. Ouvrier ☐ 4. Secteur informel  
☐ 5. Indépendant ☐ 6. Commerce  
☐ 7. Autre : à préciser

#### 4. Autre : à préciser

La question n'est pertinente que si Quelle est votre activité professionnelle = "Autre : à préciser"

#### 5. Quelle est votre situation matrimoniale ?

- ☐ 1. célibataire ☐ 2. marié(e) ☐ 3. divorcé(e)  
☐ 4. veuf(ve)

#### 6. Sexe ?

- ☐ 1. Homme ☐ 2. Femme

#### 7. Quel est votre lieu de naissance ?

#### 8. Quel est votre lieu de résidence (Commune/Quartier) ?

### Origine et Destination

#### 9. Votre lieu de provenance est-il ?

- ☐ 1. Rural ☐ 2. Urbain

#### 10. Précisez le lieu

La question n'est pertinente que si Lieu de provenance = "Rural" ou Lieu de provenance = "Urbain"

#### 11. Où vous êtes-vous installé (précisez la commune et le quartier) ?

#### 12. Depuis combien de temps êtes-vous ici ?

- ☐ 1. Moins d'un an ☐ 2. De 1 à 5  
☐ 3. 6 à 10 ☐ 4. 11 à 15  
☐ 5. 16 à 20 ☐ 6. 21 à 25  
☐ 7. 26 à 30 ☐ 8. 30 Ans et plus

#### 13. décrire votre localité d'origine (en terme environnemental et climatique) ?

#### 14. Pensez-vous que l'environnement de votre localité d'origine s'est dégradé ?

- ☐ 1. Oui ☐ 2. Non

#### 15. Cette dégradation affecte-t-elle les habitants ?

- ☐ 1. oui ☐ 2. non

#### 16. Si oui comment ?

- ☐ 1. Baisse des activités de production  
☐ 2. Ménages plus pauvres  
☐ 3. Moins d'opportunités socioéconomiques  
☐ 4. Autre (à préciser)

Vous pouvez cocher plusieurs cases.

**17. autre à préciser**

*La question n'est pertinente que si comment = "Autre (à préciser)"*

**18. Si oui, est-ce que ces dégradations affectent les habitants de votre région ?**

☐ 1. Oui ☐ 2. Non

*La question n'est pertinente que si Dégradation = "Oui"*

**19. Si oui, expliquez comment ces dégradations affectent les habitants de votre région ?**

- ☐ 1. Destruction de l'habitat naturel
- ☐ 2. Baisse de rendement agricole
- ☐ 3. Baisse de la production halieutique
- ☐ 4. Baisse de rendement des ressources pastorales
- ☐ 5. Déficit pluviométrique
- ☐ 6. Baisse de la production halieutique
- ☐ 7. Sécheresse accrue
- ☐ 8. Récurrence des endémie (paludisme, diarrhée, etc.)
- ☐ 9. Manque d'eau potable
- ☐ 10. Autres à préciser :

*Vous pouvez cocher plusieurs cases.*

**20. Avez-vous encore de la famille là-bas ?**

☐ 1. Oui ☐ 2. Non

**21. Si oui, que font vos parents ou les autres membres de votre famille qui vivent là-bas ?**

- ☐ 1. Le commerce
- ☐ 2. L'exploitation artisanale de l'or
- ☐ 3. La fabrication de brique en terre cuite
- ☐ 4. Les activités agricoles
- ☐ 5. La pêche traditionnelle
- ☐ 6. L'élevage
- ☐ 7. La Fabrication de charbon de bois
- ☐ 8. Autre, précisez

*Vous pouvez cocher plusieurs cases (4 au maximum).*

**22. Autre, précisez**

*La question n'est pertinente que si Ce que font les autres parents = "Autre, précisez"*

**Décision de migrer**

**23. Pouvez-vous classer par ordre d'importance les différentes raisons qui vous ont amené à quitter votre région/ ville/ village ?**

1. Recherche de meilleures conditions de vie ?
2. Du fait de la dégradation des ressources naturelles ?
3. A cause de catastrophes et de calamités naturelles ?
4. Autres

☐ ☐ ☐ ☐

*Ordonnez 4 réponses.*

**24. Les changements environnementaux, selon vous ont-ils oui ou non influé sur votre décision de migrer ?**

☐ 1. Oui ☐ 2. Non

**25. Si Oui, Comment?**

**26. Est-ce que des personnes de votre famille ou d'autres personnes vous ont aidé à partir ?**

☐ 1. Oui ☐ 2. Non

**27. Si oui Comment?**

*La question n'est pertinente que si Famille aide = "Oui"*

**28. votre migration a-t-elle fait l'objet d'un financement quelconque ?**

☐ 1. oui ☐ 2. non

**29. Si oui comment a-t-elle été financée ?**

- ☐ 1. Moyens propres
- ☐ 2. Après avoir vendu des biens
- ☐ 3. Soutien familial
- ☐ 4. Endettement
- ☐ 5. Prêts
- ☐ 6. Autres (à préciser)

*La question n'est pertinente que si financement = "oui"*

**30. autre à préciser**

*La question n'est pertinente que si source de financement = "Autres (à préciser)"*

**31. Avez-vous rencontré des difficultés à partir ?**

☐ 1. Oui ☐ 2. Non

**32. Si oui, lesquelles**

*La question n'est pertinente que si Difficultés = "Oui"*

## Liens avec la localité d'origine

33. Retournez-vous souvent dans votre localité d'origine ?

- ☐ 1. Oui ☐ 2. Non

34. Si oui, à quelle fréquence ?

- ☐ 1. une fois par an ☐ 2. deux fois par an  
☐ 3. une fois en 5 ans ☐ 4. autre à préciser

35. autre à préciser

La question n'est pertinente que si Fréquence = "autre à préciser"

36. Pour quelles raisons y allez-vous ?

- ☐ 1. Chaque fois qu'il y a événement important de la vie (baptême, décès)  
☐ 2. Chaque fête (ramadan ou tabaski)  
☐ 3. Rencontre communautaire programmée  
☐ 4. À la demande d'un parent biologique  
☐ 5. Pour satisfaire la nostalgie du terroir  
☐ 6. Pour y pratiquer des activités agricoles  
☐ 7. Pour y investir  
☐ 8. Autres raisons, Citez

Vous pouvez cocher plusieurs cases (4 au maximum).

37. Autres raisons, Citez

La question n'est pertinente que si Raisons = "Autres raisons, Citez"

38. Apportez-vous de l'aide à des personnes de votre localité d'origine qui y sont restés ?

- ☐ 1. Oui ☐ 2. Non

39. Si Oui, comment ?

La question n'est pertinente que si Aide \_ personne de votre localité = "Oui"

40. Avez-vous développé ou essayé de développer un projet dans votre localité d'origine (région, préfecture, sous-préfecture) ?

- ☐ 1. Oui ☐ 2. Non

41. Si oui, pouvez-vous en parler ?

La question n'est pertinente que si Projet dans la localité = "Oui"

42. Si non, pourquoi ?

La question n'est pertinente que si Projet dans la localité = "Non"

43. Souhaitez-vous retourner y vivre ?

- ☐ 1. Oui ☐ 2. Non

44. Si oui, pour quelle raison ?

La question n'est pertinente que si Souhaitez-vous retourner y vivre ? = "Oui"

45. Si non pour quelles raisons ?

La question n'est pertinente que si Souhaitez-vous retourner y vivre ? = "Non"

## Opinions

46. Connaissez-vous d'autres personnes dans votre lieu d'origine qui souhaitaient partir mais qui ne l'ont pas fait ?

- ☐ 1. Oui ☐ 2. Non

47. Si oui, savez-vous pour quelles raisons ces personnes ne sont pas parties ?

La question n'est pertinente que si Connaissez-vous d'autres personnes = "Oui"

48. Connaissez-vous d'autres personnes (amis, familles) dans votre lieu d'origine qui ne veulent pas partir ?

- ☐ 1. Oui ☐ 2. Non

49. Si oui, pour quelles raisons elles ne veulent pas partir ?

La question n'est pertinente que si Ne veulent pas partir = "Oui"

50. Comment ces personnes font-elles face aux changements de l'environnement, aux difficultés climatiques ? Comment s'adaptent-elles ?

51. Pensez-vous que les pouvoirs publics de votre région prennent en charge les questions environnementales ?

☐ 1. Oui ☐ 2. Non

52. Si oui comment ?

*La question n'est pertinente que si Prise en charge\_environnement = "Oui"*

53. Si non, qu'est-ce qui pourrait être fait selon vous ?

*La question n'est pertinente que si Prise en charge\_environnement = "Non"*

54. Décrivez votre trajectoire migratoire de votre départ jusqu'à votre installation à Conakry :

55. Selon vous, que devrait-on faire pour favoriser des activités qui permettent de réduire l'exploitation abusive des ressources naturelles dans votre localité ?

56. Voulez-vous nous conseiller d'autres personnes à rencontrer ?

International Organisation for Migration  
Country Office - IOM Guinea  
Immeuble Résidence Louis Honoré  
Rue DI 009 – Camayenne  
BP. 729 Conakry, République de Guinée  
<https://rodakar.iom.int/>

